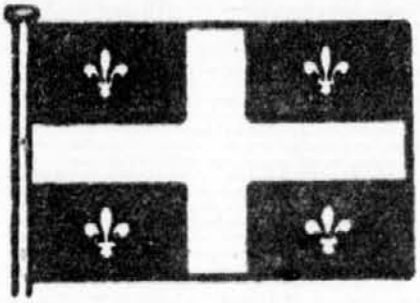

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 DÉCEMBRE 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 23, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

T and D Auto Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Roman Tokarz, mécanicien, 4641, rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, Joseph Daou, mécanicien, 6899, Louis-Hébert, Montréal, Anna Tokarz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roman Tokarz, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4641, rue St-Joseph, Saint-Vincent-de-Paul, et Mary Daou, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Daou, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 6899, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « T and D Auto Repair Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions

Letters Patent

T and D Auto Repair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roman Tokarz, mechanic, 4641, St. Joseph Street, Saint-Vincent-de-Paul, Joseph Daou, mechanic, 6899, Louis-Hébert, Montreal, Anna Tokarz, housewife, wife separate as to property of the said Roman Tokarz, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4641, St. Joseph Street, Saint-Vincent-de-Paul, and Mary Daou, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Daou, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 6899, Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To do business as garage-keepers, under the name of "T and D Auto Repair Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100

ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14132-61

common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14132-61

Abattoirs Unis du Québec Inc.
Quebec United Abattoirs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Marie Brasseur, propriétaire d'abattoir, Upton, Gérard Demers, propriétaire d'abattoir, St-Pierre-les-Becquets, Vincent Desrochers, propriétaire d'abattoir, St-Esprit, Hervé Houle, propriétaire d'abattoir, St-Simon, et Josaphat Poirier, propriétaire d'abattoir, Ste-Clothilde, pour les objets suivants:

Commerce de viandes et d'autres produits alimentaires, sous le nom de « Abattoirs Unis du Québec Inc. — Quebec United Abattoirs Inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14747-61

Abattoirs Unis du Québec Inc.
Quebec United Abattoirs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Brasseur, abattoir owner, Upton, Gérard Demers, abattoir owner, St-Pierre-les-Becquets, Vincent Desrochers, abattoir owner, St-Esprit, Hervé Houle, abattoir owner, St-Simon, and Josaphat Poirier, abattoir owner, St-Clothilde, for the following purposes:

To carry on a business dealing in meats and in other food products under the name of "Abattoirs Unis du Québec Inc. — Quebec United Abattoirs Inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 2,000 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14747-61

Ace Boxes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, avocat, 652, avenue Outremont, Montréal, Alfred N. Segall, avocat, 5949, avenue McLynn, Montréal, et Larry Kolodny, étudiant, 3, Chemin Finchley, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des cartons, caisses à claire-voie, boîtes, récipents d'expédition, sacs, bouteilles et tous genres de contenants et en faire le commerce, sous le nom de « Ace Boxes Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5147 rue Chambord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14700-61

Ace Boxes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving I. Finkelberg, lawyer, 652, Outremont Avenue, Montreal, Alfred N. Segall, lawyer, 5959, McLynn Avenue, Montreal, and Larry Kolodny, student, 3, Finchley Road, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cartons, crates, boxes, shipping containers, bats, bottles and all types of containers, under the name of "Ace Boxes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5147 Chambord Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14700-61

Allen Lumber Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Denis, marchand, 4515, rue de Repentigny, Montréal, Richard J. Ford, mar-

Allen Lumber Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Denis, merchant, 4515, de Repentigny St., Montreal, Richard J. Ford, merchant, 11836, Rosalie St.,

chand, 11836, rue Rosalie, Montréal, et Arthur Barrette, marchand, 1836, rue Demontigny, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Allen Lumber Co. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9626, boulevard St-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14513-61

Almont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Albert Lebovitz, marchand, 5625, avenue Emerald, Montréal, Mayer Morris Hutman, marchand, 7740, avenue Mountain Sights, App. 20, Montreal, Reuben Resin, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Samuel Godinsky, avocat, 731, Upper Belmont, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Almont Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14690-61

Anita's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, avocat, 10634, rue Waverley, Montréal, René Cousineau, avocat, 3620, Limoges, Saint-Laurent, et Louis Vaillancourt, avocat, 4519, Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de lingerie pour dames et enfants, sous le nom de « Anita's Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14341-61

Area Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy, secrétaire, fille majeure, 6250, 44ème avenue, (Rosemont) Montréal, et Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille

Montreal, and Arthur Barrette, merchant, 1836, Demontigny St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Allen Lumber Co.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9626 St-Michel Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14513-61

Almont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Lebovitz, merchant, 5625, Emerald Avenue, Montreal, Mayer Morris Hutman, merchant, 7740, Mountain Sights Avenue, Apt. 20, Montreal, Reuben Resin, advocate, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Samuel Godinsky, advocate, 731, Upper Belmont, Westmount, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Almont Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14690-61

Anita's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, advocate, 10634, Waverley, Montreal, René Cousineau, advocate, 3620, Limoges, Saint-Laurent, and Louis Vaillancourt, advocate, 4519, Oxford, Montreal, for the following purposes:

To deal in lingerie for women and children, under the name of "Anita's Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14341-61

Area Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Guérin, advocate, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy, secretary, fille majeure, 6250, 44th Avenue, (Rosemont) Montreal, and Jeanne Le Sieur, secretary, fille majeure, 10,537,

majeure, 10,537, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme mécaniciens, soudeurs, fondeurs, plombiers, couvreurs, métallurgistes et ouvriers en métaux, sous le nom de « Area Plumbing & Heating Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14648-61

Arrawana Social Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Michael Pierson, restaurateur, 5807, avenue Smart, Côte-St-Luc, Emmett Pierson, restaurateur, 381, avenue Ash, app. 5, Montréal, et John Pierson, restaurateur, 1338, Britannia, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Arrawana Social Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 631, rue Bridge, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14019-61

L'Auberge du Grand-Métis, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean-Marie Gagnon, notaire, 27, avenue Verreault, Mont-Joli, Raymond Madore, comptable agréé, 32, rue St-Thomas, Mont-Joli, et Louis-Jacques Gagnon, notaire, 162, rue Richard, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Posséder et administrer une hôtellerie ou auberge, taverne, des motels, camps, chalets et maisons pour touristes, sous le nom de « L'Auberge du Grand-Métis, Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14526-61

Autobus Laval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Mme Charlotte St-Cyr Giroux, ménagère, 1098, rue Royale, Villeneuve, Paul-Émile Giroux, commerçant, 1098, rue Royale,

Berri, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as mechanics, welders, smelters, plumbers, roofers, metallurgists and metal workers, under the name of "Area Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14648-61

Arrawana Social Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Pierson, restaurateur, 5807, Smart Avenue, Côte-St-Luc, Emmett Pierson, restaurateur, 381, Ash Avenue, Apt. 5, Montreal, and John Pierson, restaurateur, 1338, Britannia, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club under the name of "Arrawana Social Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of company will be at 631 Bridge Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14019-61

L'Auberge du Grand-Métis, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Gagnon, notary, 27, Verreault Avenue, Mont-Joli, Raymond Madore, chartered accountant, 32, St-Thomas, Mont-Joli, and Louis-Jacques Gagnon, notary, 162, Richard Street, Mont-Joli, for the following purposes:

To own and administrate a hotel or inn, tavern, motels, camps, cottages and tourist homes under the name of "L'Auberge du Grand-Métis, Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14526-61

Autobus Laval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Charlotte St-Cyr Giroux, housewife, 1098, Royale Street, Villeneuve, Paul-Émile Giroux, tradesman, 1098, Royale Street, Villeneuve, and

Villeneuve, et Paul-Albert Touchette, secrétaire, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les outils, machines, instruments, appareils, produits et articles relatifs à l'industrie et au commerce des automobiles, sous le nom de « Autobus Laval Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval, comté de Montmorency, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14738-61

Avery Paints Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Aimé Avery, commerçant, 276, rue Paré, Granby, Marguerite Hoar Avery, ménagère, épouse commune en biens dudit Aimé Avery, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 276, rue Paré, Granby, et Carole Avery Dickens, ménagère, épouse commune en biens de Charles Dickens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 147*a*, avenue du Parc, Granby, pour les objets suivants:

Commerce de peintures et de matériaux de construction, sous le nom de « Avery Paints Corporation Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 147, avenue du Parc, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14787-61

Barrette Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Marcellin Barrette, industriel, 21 est, 5ième Avenue, Amos, Vianney Barrette, industriel, 157, boulevard Dennison, Bourlamaque, et Jude Barrette, industriel, Barraute, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « Barrette Transport Ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14723-61

Arthur Beaudoin Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Paul-Albert Touchette, secretary, Laval, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all the tools, machines, instruments, apparatus, products and articles relative to the industry and business of automobiles, under the name of "Autobus Laval Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval, county of Montmorency, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14738-61

Avery Paints Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aimé Avery, tradesman, 276, Paré Street, Granby, Marguerite Hoar Avery, housewife, wife common as to property of the said Aimé Avery, and duly authorized by him for these presents, 276, Paré Street, Granby, and Carole Avery Dickens, housewife, wife common as to property of Charles Dickens, and duly authorized by him for these presents, 147*a*, Parc Avenue, Granby, for the following purposes:

To carry on a business dealing in paintings and in building material under the name of "Avery Paints Corporation Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 147 Parc Avenue, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14787-61

Barrette Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcellin Barrette, industrialist, 21, 5th Avenue east, Amos, Vianney Barrette, industrialist, 157, Dennison Blvd., Bourlamaque, and Jude Barrette, industrialist, Barraute, for the following purposes:

To carry on business in the world of transportation, under the name of "Barrette Transport Ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14723-61

Arthur Beaudoin Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Arthur Beaudoin, débosseur, 100, 16ième Rue, Val-d'Or, Jean-Claude Beaudoin, débosseur, 100, 16ième Rue, Val-d'Or, Roger Beaudoin, débosseur, 100, 16ième Rue, Val-d'Or, Gérard Beaudoin, débosseur, 760, Plessis, Val-d'Or, et Paul Jacob, vendeur, 159, LaSalle, Bourlamaque, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et d'autres véhicules automobiles, sous le nom de « Arthur Beaudoin Auto Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 815, 4ième Avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14783-61

bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Beaudoin, body-repairman, 100, 16th Street, Val-d'Or, Jean-Claude Beaudoin, body-repairman, 100, 16th Street, Val-d'Or, Roger Beaudoin, body-repairman, 100, 16th Street, Val-d'Or, Gérard Beaudoin, body-repairman, 760, Plessis, Val-d'Or, and Paul Jacob, salesman, 159, LaSalle, Bourlamaque, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and other automotive vehicles, under the name of "Arthur Beaudoin Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 815, 4th Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14783-61

Beaver Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Louis Kaminsky, marchand, 4695, avenue Bouchette, Montréal, David L. Cabana, avocat, 3566, avenue Lorne, Montréal, et Alfred Hessing, chef de bureau, 1280, avenue Bernard, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Beaver Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14779-61

Beaver Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Kaminsky, merchant, 4695, Bouchette Avenue, Montreal, David L. Cahana, lawyer, 3566, Lorne Avenue, Montreal, and Alfred Hessing, officer manager, 1280, Bernard Avenue, Outremont, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Beaver Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14779-61

Better Housekeeping Mfg Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Jacques Bellemare, avocat, 5598, Phillips, Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils pour le traitement de l'eau, d'appareils et accessoires mécaniques, électriques ou électroniques pour usage domestique, commercial ou industriel, sous le nom de « Better Housekeeping Mfg Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6491, 40ième Avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14735-61

Better Housekeeping Mfg Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406, Champagneur, Outremont, Jacques Bellemare, advocate, 5598, Phillips, Montreal, and Lucille Roy, secretary, spinster, 24, Gilles Street, Ste-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus for treating water, mechanical, electrical or electronic apparatus and accessories, for domestic commercial or industrial use, under the name of "Better Housekeeping Mfg Ltd." with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6491, 40th Avenue, Rosemount, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14735-61

Bohemian Glass Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Adolf Mihulka, marchand, St-Armand-Ouest, Raymond Lette, avocat, 27, avenue McNider, Montréal, et Mlle Rolande Rech, secrétaire, 758, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, cristal, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, souvenirs, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiqués, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Bohemian Glass Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14544-61

Bohemian Glass Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adolf Mihulka, merchant, St-Armand-Ouest, Raymond Lette, advocate, 27, McNider Avenue, Montreal, and Miss Rolande Rech, secretary, 758, Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, crystal, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintaings, works of art, souvenirs, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Bohemian Glass Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14544-61

Bolivar Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 204 ouest, avenue Bernard, Montréal, Lazarus L. Tinkoff, avocat, 5117, avenue Lacombe, Montréal, Philip Shaposnick, avocat, 6600, Merton, Côte-St-Luc, et Gary Moscowitz, étudiant, 4660, Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Bolivar Holding Corp. », avec un capital total de $1,500,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $100 chacune et 7,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9393, bouvard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14264-61

Bolivar Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, attorney, 204, Bernard Ave West, Montreal, Lazarus L. Tinkoff, attorney, 5117, Lacombe Ave., Montreal, Philip Shaposnick, attorney, 6600, Merton, Côte-St-Luc, and Gary Moscowitz, student, 4660, Dupuis, Montreal, for the following purposes.

To act as an investment and holding company, under the name of "Bolivar Holding Corp.", with a total capital stock of $1,500,000, divided into 7,500 common shares of $100 each and 7,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9393, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14264-61

Bonus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Gérard Beaupré, avocat, 4860, rue Melrose, Montréal, Marcel Trudeau, avocat, 251, rue Victoria, Longueuil, et François Payette, avocat, 1652, rue Fleury, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Bonus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes

Bonus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Beaupré, advocate, 4860, Melrose Street, Montreal, Marcel Trudeau, advocate, 251, Victoria Street, Longueuil, and François Payette, advocate, 1652, Fleury Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "Bonus Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100

de $100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14645-61

common shares of $100 each, 100 preferred class "A" shares of a par value of $100 each and into 200 preferred class "B" shares of a par value of $100 each.

The head office of company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14645-61

Les Brones de St-Jean Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Aubé, dessinateur, 152, rue Dollier, Saint-Jean d'Iberville, Bernard Langlois, technicien, 96, rue Collin, Saint-Jean d'Iberville, Yves Lymburner, inspecteur, 139, rue St-Hubert, Saint-Jean d'Iberville, et Yves Marin, économiste, 228, rue St-Hubert, Saint-Jean d'Iberville, pour les objets suivants:

Former et administrer un club de football, sous le nom de « Les Brones de St-Jean Incorporé ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera Saint-Jean d'Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14139-61

Les Brones de St-Jean Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Aubé, draughtsman, 152, Dollier Street, Saint-Jean d'Iberville, Bernard Langlois, technician, 96, Collin Street, St-Jean d'Iberville, Yves Lymburner, inspector, 139, St-Hubert Street, St-Jean d'Iberville, and Yves Marin, economist, 228, St-Hubert Street, Saint-Jean d'Iberville, for the following purposes:

To form and manage a football, club, under the name of "Les Brones de St-Jean Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean d'Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14139-61

Les Bruins de Victoriaville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Arseneault, médecin, 7, Victoria, Victoriaville, Pierre Roux, gérant 17 St-Augustin, Victoriaville et René Crochetière, avocat, 7, Olivier, Victoriaville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du hockey à Victoriaville et former un club de hockey, sous le nom de « Les Bruins de Victoriaville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le bureau principal de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14792-61

Les Bruins de Victoriaville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Arseneault, physician, 7, Victoria, Victoriaville, Pierre Roux, manager, 17, St-Augustin, Victoriaville, and René Crochetière, advocate, 7, Olivier, Victoriaville, for the following purposes:

To promote the sport of hockey in Victoriaville, and to form a hockey club, under the name of "Les Bruins de Victoriaville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14792-61

Brûleurs Dumare Inc.
Dumare Burners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boule-

Brûleurs Dumare Inc.
Dumare Burners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821, Boulevard Briand, Chambly,

vard Briand, Chambly, Robert Dulude, avocat, 90, rue Galt, Dorion, et Yvan Mercure, avocat, 2099, avenue Bellevue, St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de brûleurs ou autres systèmes de chauffage, sous le nom de « Brûleurs Dumarc Inc.— Dumarc Burners Inc.», avec un capital divisé en 800 actions sans valeur au pair ou nominale; le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $4,000.

Le siège social de la compagnie sera 3611, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14681-61

Café Pot-au-Feu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: J.-Geoffroy Birtz, avocat, 176, Highfield, Mont-Royal, Pierre M. Verdy, avocat, 2100, Van Horne, app. 10, Montréal, et Serge Desrochers, avocat, 732, avenue Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Café Pot-au-Feu Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14794-61

Canadian Marble Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, avocat, 84 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, Halina Kos-Rabcewicz-Zubkowska, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, 15 avenue Duverger, App. 2, Outremont, et Stefania Kozlowska, secrétaire, veuve de Witold Kozlowski, 1448, Chomedy, App. 7, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme maître de carrières et marchands de pierres, sous le nom de « Canadian Marble Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14266-61

Canadian World Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Robert Dulude, advocate, 90, Galt Street, Dorion, and Yvan Mercure, advocate, 2099, Bellevue Avenue, St-Bruno, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of burners or in other heating systems under the name of "Brûleurs Dumarc Inc.— Dumarc Burners Inc.", with a capital stock divided into 800 shares without nominal or par value; the amount with which the company shall start its operations is $4,000.

The head office of company will be at 3611, St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14681-61

Café Pot-au-Feu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Geoffroy Birtz, advocate, 176, Highfield, Mount Royal, Pierre M. Verdy, advocate, 2100, Van Horne, apt. 10, Montreal, and Serge Desrochers, advocate, 732, Wilder Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Café Pot-au-Feu Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of company will be at Cartierville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14794-61

Canadian Marble Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, advocate, 84 Notre-Dame West, Montreal, Halina Kos-Rabcewicz-Zubkowska, housewife, wife separate as to property of the said Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, 15, Duverger Ave, Apt. 2, Outremont, and Stefania Kozlowska, secretary, widow of Witold Kozlowski, 1448, Chomedey, Apt. 7, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as quarry masters and stone merchants, under the name of "Canadian Marble Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14266-61

Canadian World Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Schmuel Godel, homme d'affaires, 4610, Plamondon, Montréal, Shaul Credinciosu, homme d'affaires, 4875, Bourret, Montréal, et Geny Credinciosu, ménagère, épouse séparée de biens dudit Shaul Credinciosu, 4875, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et écouler des articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Canadian World Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 737 boulevard Décarie, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
— LUCIEN DARVEAU.

59690 14510-61

Can-Am Machinery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Hyman Baker, avocat, 485, rue McGill, Montréal, Frank Melvin Godine, avocat, et conseil en loi de la Reine, 485, rue McGill, Montréal, Bernard Joseph Woloshen, avocat, 485, rue McGill, Montréal, et Davly Baker, secrétaire, fille majeure, 485, rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines, machinerie, équipement d'ingénieur, turbines à vapeur et accessoires électriques, sous le nom de « Can-Am Machinery Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14793-61

Centre Psycho-Social du Diocèse de St-Jérôme

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Léonard, notaire, St-Jérôme, Jean-Louis Taillon, médecin, St-Jérôme, Rodrigue Benoit, bijoutier, St-Jérôme, et M. le Chanoine Paul Manseau, directeur de service social, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Aider les personnes inadaptées, difficiles, irrégulières et délaissées; établir des organismes,

bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Schmuel Godel, businessman, 4610, Plamondon, Montreal, Shaul Credinciosu, businessman, 4875, Bourret, Montreal, and Geny Credinciosu, housewife, wife separate as to property of the said Shaul Credinciosu, 4875, Bourret, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and marchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Canadian World Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 737 Decarie Boulevard, St. Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14510-61

Can-Am Machinery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Baker, advocate, 485, McGill Street, Montreal, Frank Melvin Godine, advocate and Queen's Counsel, 485, McGill Street, Montreal, Bernard Joseph Woloshen, advocate, 485, McGill Street, Montreal, and Davly Baker, secretary, fille majeure, 485, McGill Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, engineering equipment, steam turbines and electrical equipment, under the name of "Can-Am Machinery Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14793-61

Centre Psycho-Social du Diocèse de St-Jérôme

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Léonard, notary, St-Jérôme, Jean-Louis Taillon, physician, St-Jérôme, Rodrigue Benoit, jeweller, St-Jérôme, and Cannon Paul Manseau, social service director, St-Jérôme, for the following purposes:

To help unadapted, difficult, abnormal and abandoned people; to establish organisms, cen-

centres et permanences appropriés, sous le nom de « Centre Psycho-Social du Diocèse de St-Jérôme ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14292-61

ters and appropriate permanent homes, under the name of "Centre Psycho-Social du Diocèse de St-Jérôme".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14292-61

Centre Régional d'Abris Atomiques Inc.
Regional Center of Atomic Shelters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean Blain, avocat, 31, rue St-Jacques, ouest, Montréal, Lise Parant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 31, rue St-Jacques ouest, Montréal, et Claudette Comeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 31, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Centre Régional d'Abris Atomiques Inc. — Regional Center of Atomic Shelters Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14372-61

Centre Régional d'Abris Atomiques Inc.
Regional Center of Atomic Shelters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Blain, advocate, 31, St. James St. west, Montreal, Lise Parant, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 31, St. James St. west, Montreal, and Claudette Comeau, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 31, St. James St. west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Centre Régional d'Abris Atomique Inc.— Regional Center of Atomic Shelters Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14372-61

Century 21 Realties Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: André J. Clermont, avocat, 2, d'Artois, Préville, William Tetley, avocat, 112, avenue Cornwall, Mont Royal, et John H. Gomery, avocat, 105, avenue Hillcrest, cité de St-Pierre, pour les objets suivants:

Diriger les affaires générales d'une agence de portefeuille, placements, lancement, courtage et immeubles, sous le nom de "Century 21 Realties Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14616-61

Century 21 Realties Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André J. Clermont, advocate, 2, d'Artois, Préville, William Tetley, advocate, 112, Cornwall Avenue, Mount Royal, and John H. Gomery, advocate, 105, Hillcrest Avenue, Town of St-Pierre, for the following purposes:

To conduct the general business of a holding, investment, promoting, brokerage and real estate agency, under the name of "Century 21 Realties Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14616-61

Cercle des Loisirs de Saint Blaise

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en

Cercle des Loisirs de Saint Blaise

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate a a corpora-

corporation sans capital-actions: Marcel England, journalier, rue du Quai, Saint-Blaise, Jean-S. Dupuis, employé civil, village Saint-Blaise, et René Duquette, professeur, rue du Quai, Saint-Blaise, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs des enfants, des adolescents et des adultes dans la paroisse de Saint-Blaise, sous le nom de « Cercle des Loisirs de Saint Blaise ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation sera à Saint-Blaise, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14263-61

tion without share capital: Marcel England, day-labourer, du Quai St., Saint-Blaise, Jean-S. Dupuis, civil employee, village of Saint-Blaise, and René Duquette, professor, du Quai St., Saint-Blaise, for the following purposes:

To organize recreational centers for children, adolescents and adults in the parish of Saint-Blaise, under the name of "Cercle des Loisirs de Saint Blaise".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Blaise, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14263-61

Cercle Musical d'Acton Vale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans caiptal-actions: Adrien Roy, technicien en radio et en télévision, Jean-Paul Daragon, journalier, Guy Champagne, cordonnier, Armand Coutu, cordonnier, et Jules Brochu, commis de magasin, tous d'Acton Vale, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la fanfare et ceux qui s'intéressent à la musique à Acton Vale, sous le nom de « Cercle Musical d'Acton Vale Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14652-61

Cercle Musical d'Acton Vale Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Adrien Roy, radio and television technician, Jean-Paul Daragon, laborer, Guy Champagne, shoemaker, Armand Coutu, shoemaker, and Jules Brochu, store clerk, all of Acton Vale, for the following purposes:

To group into an association persons who deal with bands and those interested in music at Acton Vale, under the name of "Cercle Musical d'Acton Vale Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14652-61

Chartrand & Chartrand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice M. Goulet, avocat, 2985, rue Maplewood, Montréal, Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, 6923, 1ère Avenue, Rosemont, Montréal, et Dolorès Lecomte, secrétaire, célibataire, 2375, rue Jean-Talon, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Chartrand & Chartrand Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de la valeur au pair de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-de-Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14744-61

Chartrand & Chartrand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice M. Goulet, advocate, 2985, Maplewood Street, Montreal, Marcelle Roy, secretary, spinster, 6923, 1st Avenue, Rosemount, Montreal, and Dolorès Lecomte, secretary, spinster, 2375, Jean-Talon Street, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on as electricians, under the name of "Chartrand & Chartrand Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and into 3,800 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Baie-de-Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14744-61

Chomedey Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Chomedey Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Alex Raider, avocat, 5558 Pinedale, Côte-St-Luc, Michael Rubinstein, avocat, 3055, Linton, app. 4, Montréal, et Harry Erdrich, avocat, 250, Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire affaires dans les produits, articles et marchandises de toutes sortes faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Chomedey Clothes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14864-61

bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alex Raider, advocate, 5558, Pinedale, Côte-St-Luc, Michael Rubinstein, advocate, 3055, Linton, Apt. 4, Montreal, and Harry Erdrich, advocate, 250, Kensington, Westmount, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and to manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Chomedey Clothes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14864-61

Rachel Clark Car Wash Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Pierre Legrand, avocat, 6986, rue Papineau, Montréal, Raymond Crevier, avocat, 245, avenue Outremont, Outremont, et André Guertin, commis, 625, avenue Osborne, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le travail de nettoyage, de lavage et de polissage de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Rachel Clark Car Wash Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14935-61

Rachel Clark Car Wash Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Legrand, advocate, 6986, Papineau St., Montreal, Raymond Crevier, advocate, 245, Outremont Avenue, Outremont, and André Guertin, clerk, 625, Osborne Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business dealing in the cleaning, washing and polishing of automotive vehicles of all kinds, under the name of "Rachel Clark Car Wash Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14935-61

Le Club de Curling Etchemin (1961) Ltée
The Etchemin Curling Club (1961) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-H. Falardeau, ingénieur, 37B, Commerciale, Lauzon, Claude Lecours, marchand, 1162, Commerciale, Saint-Romuald, et Roger St-Hilaire, gérant, 33, St-Eustache, Saint-Romuald, pour les objets suivants:

Promouvoir le jeu de curling, sous le nom de « Le Club de Curling Etchemin (1961) Ltée —

Le Club de Curling Etchemin (1961) Ltée
The Etchemin Curling Club (1961) Ltd.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-H. Falardeau, engineer, 37 B, Commerciale, Lauzon, Claude Lecours, merchant, 1162, Commerciale, Saint-Romuald, and Roger St-Hilaire, manager, 33, St-Eustache, Saint-Romuald, for the following purposes:

To promote the game of curling, under the name of "Le Club de Curling Etchemin (1961)

The Etchemin Curling Club (1961) Ltd. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 28, Saint-Robert, Saint-Romuald-d'Etchemin.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14704-61

Club de la Nobiliaire

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marc Valois, marchand, 63, rue St-Charles, Dorion, Roméo Pratt, homme d'affaires, 86, rue Valois, Dorion, et Claude Morissette, agent d'assurance, 4, rue Dufresne, Dorion, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club de la Nobiliaire ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 13973-61

Le Club du Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Renald Baril, boulanger, Saint-Damien de Brandon, Délipha Morin, camionneur, Saint-Gabriel-de-Brandon, Jean-Bernard Plouffe, journalier, Saint-Damien Brandon, pour les objets suivants:

Initier les membres-actionnaires au rouage du placement; les instruire sur la nature, les modes de placement; leur montrer les avantages qu'il y a dans le placement, avantages tant personnels que collectifs; initier les membres-actionnaires à l'épargne en vue de placements éventuels, et exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Le Club du Nord Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Damien de Brandon, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14555-61

Club Personnalité Montréal-Maisonneuve

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en

Ltée — The Etchemin Curling Club (1961) Ltd.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 28, Saint-Robert, Saint-Romuald-d'Etchemin.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14704-61

Club de la Nobiliaire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marc Valois, merchant, 63, St-Charles Street, Dorion, Roméo Pratt, businessman, 86, Valois Street, Dorion, and Claude Morrissette, insurance agent, 4, Dufresne Street, Dorion, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club de la Nobiliaire".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 13973-61

Le Club du Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Renald Baril, baker, Saint-Damien de Brandon, Délipha Morin, vanner, Saint-Gabriel-de-Brandon, Jean-Bernard Plouffe, labourer, Saint-Damien Brandon, for the following purposes:

Initiate the member-shareholders to the investment scheme; instruct them on the nature and methods of investment; show them the personal or collective advantages to be found in investment; initiate the member-shareholders to economy with a view to future investments and carry on business as an investment company, under the name of "Le Club du Nord Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Damien de Brandon, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14555-61

Club Personnalité Montréal-Maisonneuve

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a

corporation sans capital-actions: Théobald Jourdain, industriel, 5801, Bois de Coulonge, ville d'Anjou, Marcel Demeule, administrateur, 28, St-Jacques, Longueuil, et Mlle Yolande Jodoin, coiffeuse, fille majeure usant de ses droits, 3412, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club Personnalité Montréal-Maisonneuve ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation sera 4665, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 13129-61

corporation without share capital: Théobald Jourdain, industrialist, 5801, Bois de Coulonge, Ville d'Anjou, Marcel Demeule, administrator, 28, St-Jacques, Longueuil, and Miss Yolande Jodoin, hairdresser, spinster of the full age of majority in use of her rights, 3412, Harvard, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club Personnalité Montréal-Maisonneuve".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 4665, Rosemont Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 13129-61

Club Social Libanais

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lahoud, marchand, Place de Mérici, Québec, Maurice Lahoud, avocat, Place de Mérici, Québec, et Michel Lahoud, marchand, Place de Mérici, Québec, pour les objets suivants:

Former un centre en vue de promouvoir les relations entre les personnes ayant des intérêts ou des attaches au Liban, sous le nom de « Club Social Libanais ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera 385, rue du Pont, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14667-61

Club Social Libanais

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Lahoud, merchant, Place de Mérici, Quebec, Maurice Lahoud, advocate, Place de Mérici, Quebec, and Michel Lahoud, merchant, Place de Mérici, Quebec, for the following purposes:

To form a center for the purpose of promoting relations among the persons having interests or ties in Lebanon, under the name of "Club Social Libanais".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at 385, Bridge St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14667-61

Columbia Highway Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Montée Pré Vert, Belœil, François Payette, avocat, 1652, Fleury, est, Montréal, et Pierre Magnan, avocat, 1267, Bougie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de « Columbia Highway Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14147-61

Columbia Highway Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, advocate, Montée Pré Vert, Belœil, François Payette, advocate, 1652, Fleury east, Montreal, and Pierre Magnan, 1267, Bougie, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Columbia Highway Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14147-61

Comfort Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Comfort Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bear-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Denis Abran, vendeur, 5777, 5ième Avenue, Rosemont, Montréal, Jean-Guy Berthiaume, gérant, 412, rue Grant, Longueuil, et Pierre de Bellefeuille, machiniste, 387, rue St-Alexandre, Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Comfort Hosiery Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14857-61

ing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Abran, salesman, 5777, 5th Avenue, Rosemount, Montreal, Jean-Guy Berthiaume, manager, 412, Grant Street, Longueuil, and Pierre de Bellefeuille, machinist, 387, St-Alexander Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing under the name of "Comfort Hosiery Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $50 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14857-61

Computab of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jack Ralph Bogante, avocat, 4252, Hingston, Montréal, Martin Donald Bogante, étudiant en droit, 4252, Hingston, Montréal, Barry Schwartz, gérant, 716, Grosvenor, Westmount, et Hilda Ellison Bogante, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Ralph Bogante, 4252, Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines à calculer, classifier, évaluer, machines servant à calculer des données, articles de bureaux, appareils, machinerie, ustensiles, outillage, accessoires et instruments et produits connexes ou s'y rattachant, sous le nom de « Computab of Canada Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 13359-61

Computab of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Ralph Bogante, advocate, 4252, Hingston, Montreal, Martin Donald Bogante, law-student, 4252, Hingston, Montreal, Barry Schwartz, manager, 716, Grosvenor, Westmount, and Hilda Ellison Bogante, housewife, wife separate as to property of the said Jack Ralph Bogante, 4252 Hingston, Montreal, for the following purposes:

To deal in calculating, tabulating and computing machines, machines for processing data, office wares, apparatus, machinery, utensils, equipment, appliances and instruments and allied or related products, under the name of "Computab of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13359-61

Conseil d'Orientation Économique de St-Siméon Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Simard, avocat, 16, rue St-Joseph, Clermont, Dr Modesto Zadra, médecin, Saint-Siméon et Marcel Foster, commerçant, Saint-Siméon, pour les objets suivants:

Étudier les possibilités de créer de l'industrie, du commerce et du travail dans la région, sous le nom de « Conseil d'Orientation Économique de St-Siméon Charlevoix Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Siméon, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 13628-61

Conseil d'Orientation Économique de St-Siméon Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Germain Simard, advocate, 16 St-Joseph Street, Clermont, Dr. Modesto Zadra, physician, Saint-Siméon, and Marcel Foster, tradesman, Saint-Siméon, for the following purposes:

To study the possibilities of creating industry, business and work in the region, under the name of "Conseil d'Orientation Économique de St-Siméon Charlevoix Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Siméon, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 13628-61

Cortini Furniture Mfg. (1961) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat et conseil en loi de la Reine, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Louis Feigenbaum, avocat, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, 1449, rue St-Alexandre, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, sous le nom de « Cortini Furniture Mfg. (1961) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14850-61

Cortini Furniture Mfg. (1961) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate and Queen's Counsel, 1117, St. Catherine St. West, Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, 1117, St. Catherine St. West, Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, 1449, St. Alexander St., Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, under the name of "Cortini Furniture Mfg. (1961) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14850-61

Creative Packaging Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5470, Bessborough, App. 23, Montréal, Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, Montréal, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, 1636, Selkirk, App. 4, Montreal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de la publicité, sous le nom de « Creative Packaging Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14736-61

Creative Packaging Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5470, Bessborough, Apt. 23, Montreal, Nathaniel Liebman, notary, 5215, Kensington, Montreal, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, 1636, Selkirk, Apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To do business in the filed of advertising, under the name of "Creative Packaging Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14736-61

Dandy Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, Nice Road, Côte-St-Luc, Harold Archer, secrétaire, 3160, rue Granby, Montréal, et Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, 4155, rue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces d'automobiles et accessoires de toutes sortes et exploiter des stations de service et garages, sous le nom de « Dandy Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dandy Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612, Nice Road, Côte-St-Luc, Harold Archer, secretary, 3160, Granby Street, Montreal, and Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, 4155, Dupuis Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobile parts and accessories and to operate garages and service stations, under the name of "Dandy Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14697-61

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14697-61

Claude Delisle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Claude Delisle, mécanicien, 10940, Esplanade, Montréal, Roger Picard, comptable, 1454, boulevard Rainville, Jacques-Cartier, et Lucille Pilon, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 10641, Ch.-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Claude Delisle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6149, Côte de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14650-61

Claude Delisle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Delisle, mechanic, 10940, Esplanade, Montreal, Roger Picard, accountant, 1454, Rainville Boulevard, Jacques-Cartier, and Lucille Pilon, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 10641, Ch.-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Claude Delisle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6149, Côte de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14650-61

Del-Pine Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, Yvon Perras, avocat, 5335, Place d'Argenteuil, Cartierville, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, 7597, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants; faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Del-Pine Motel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14686-61

Del-Pine Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Cossette, advocate, 702, Davaar, Outremount, Yvon Perras, advocate, 5335, Place d'Argenteuil, Cartierville, and Renée Lapointe, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Perron, 7597, Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taversms, inns and restaurants; to carry on business in the field of construction, under the name of "Del-Pine Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Mount-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14686-61

Delta Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Pierre Gravel, notaire, 5038, Delaroche, Montréal, André Bourdon, avocat, 68, Pratt, Longueuil, et Bernard Bourdon, avocat, 1120, Bernard, ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Delta Industries Inc. »,

Delta Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Gravel, notary, 5038, Delaroche, Montreal, André Bourdon, advocate, 68, Pratt, Longueuil and Bernard Bourdon, advocate, 1120, Bernard West, Outremount, for the following purposes:

To carry on a business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Delta Industries Inc.",

avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14345-61

with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14345-61

Digestors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Alex Raider, avocat, 558, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, Arnold J. McVety, administrateur, 1500, rue Stanley, App. 921, Montréal, Anne Alekson, secrétaire, fille majeure, 3435, rue Drummond, App. 10E, Montréal, Audrey Jones, secrétaire, fille majeure, 3316, avenue Maplewood, App. 15, Montréal, et Larry Kolodny, commis en Loi, 3, Chemin Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rebuts, vidanges, eaux d'égouts, débrits, déchets et détritus de matériaux, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Digestors Inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000,000 d'actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159 ouest, rue Craig, chambre 702, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14725-61

Digestors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alex Raider, advocate, 558, Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, Arnold J. McVety, executive, 1500, Stanley Street, Apt. 921, Montreal, Anne Alekson, secretary, fille majeure, 3435, Drummond Street, Apt. 10E, Montreal, Audrey Jones, secretary, fille majeure, 3316, Maplewood Avenue, Apt. 15, Montreal, and Larry Kolodny, law clerk, 3, Finchley Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in garbage, rubbish, sewage, scrap, wastes, and refuse materials of every kind and description, under the name of "Digestors Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 159, Craig Street West, room 702, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14725-61

Le Domaine de l'Anse Verte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-Paul Paquet, représentant industriel, 940, Eymard, Québec, André Paquet, ingénieur professionnel, 525, Champfleury, Québec, et Paul-E. Salvas, ingénieur professionnel, 1950, Louisbourg, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Le Domaine de l'Anse Verte Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Berthier-en-Bas, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14672-61

Le Domaine de l'Anse Verte Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-Paul Paquet, industrial representative, 940, Eymard Street, Quebec, André Paquet, professional engineer, 525, Champfleury, Québec, and Paul-E. Salvas, professional engineer, 1950, Louisbourg, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club under the name of "Le Domaine de l'Anse Verte Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Berthier-en-Bas, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14672-61

Thomas A. Dunn Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1961, constituant en

Thomas A. Dunn Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar

corporation: Edgar Allard, avocat, Campbell's Bay, Paul A. Martineau, avocat, Campbell's Bay, et Kenneth Rose, employé civil, Campbell's Bay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, pulpe et papier, sous le nom de « Thomas A. Dunn Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Chichester, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 22e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 13545-61

corporation: Edgar Allard, lawyer, Campbell's Bay, Paul A. Martineau, lawyer, Campbell's Bay, and Kenneth Rose, civil servant, Campbell's Bay, for the following purposes:

To do business as wood, pulp and paper merchants, under the name of "Thomas A. Dunn Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at township of Chichester, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13545-61

Les Entreprises Bellefleur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Michel Bellefleur, journalier, La Minerve, Zotique Bellefleur, journalier, La Minerve, et Jacques Bellefleur, marchand, La Minerve, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Les Entreprises Bellefleur Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14541-61

Les Entreprises Bellefleur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Bellefleur, laborer, La Minerve, Zotique Bellefleur, laborer, La Minerve, and Jacques Bellefleur, merchant, La Minerve, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of apparatus or heating systems under the name of "Les Entreprises Bellefleur Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 shares of $40 each.

The head office of the company will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14541-61

Les Entreprises Blais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: André Paquette, commerçant, Amos, Amédée Blais, commerçant, Amos, et Rolland Bourgeois, commerçant, Amos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Les Entreprises Blais Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Glandelet, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14456-61

Les Entreprises Blais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Paquette, trader, Amos, Amédée Blais, trader, Amos, and Rolland Bourgeois, trader, Amos, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Les Entreprises Blais Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Glandelet, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14456-61

Entreprises Couture Inc.
Couture Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Lionel Couture, industriel, 597, boul.

Entreprises Couture Inc.
Couture Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Couture, industrialist, 597, Talbot Blvd., Chicou-

Talbot, Chicoutimi, Jean-Marie Couture, industriel, 73, St-Joseph, ouest, Chicoutimi, Xavier Couture, industriel, 53, Jacques-Cartier, ouest, Chicoutimi, Claude Lacroix, comptable, 462, de Tilly, Chicoutimi, Paul-Émile Fortin, avocat, 495, Montfort, Jonquière, Jean-Paul Leclerc, gérant, 3051, Vimy, Chicoutimi-Nord, et Yves Gravel, commis, 950, Joliet, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et d'administration, sous le nom de « Entreprises Couture Inc.— Couture Enterprises Inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 20,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 100,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 80,000 actions classe « C » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 61, rue Jacques-Cartier, ouest, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14660-61

timi, Jean-Marie Couture, industrialist, 73, St. Joseph west, Chicoutimi, Xavier Couture, industrialist, 53, Jacques-Cartier West, Chicoutimi, Claude Lacroix, accountant, 462, de Tilly, Chicoutimi, Paul-Émile Fortin, advocate, 495, Montfort, Jonquière, Jean-Paul Leclerc, manager, 3051, Vimy, Chicoutimi-Nord, and Yves Gravel, clerk, 950, Joliet, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as holding and administration company, under the name of "Entreprises Couture Inc.— Couture Enterprises Inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 20,000 class "A" shares of a par value of $10 each, 100,000 class "B" shares of a par value of $10 each and 80,000 class "C" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 61, Jacques-Cartier St. west, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14660-61

Les Entreprises de Combustion Ltée
Combustion Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Robert-Jacques Lafleur, avocat, 5626, Pinedale, Côte-St-Luc, Jean-Hugues Lafleur, avocat, 5833, Clanranald, Montréal, et Marcelle Flamand, secrétaire, 1234, Lajoie, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en chauffage et en combustion, sous le nom de « Les Entreprises de Combustion Ltée — Combustion Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2973, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14949-61

Les Entreprises de Combustion Ltée
Combustion Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert-Jacques Lafleur, advocate, 5626, Pinedale, Côte-St-Luc, Jean-Hugues Lafleur, advocate, 5833, Clanranald, Montreal, and Marcelle Flamand, secretary, 1234, Lajoie, Outremont, for the following purposes:

To do business as constructors and contractors in heating and combustion, under the name of "Les Entreprises de Combustion Ltée — Combustion Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2973, Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14949-61

Les Entreprises Mont-Rose (1961) Ltée
Mont Rose Enterprises (1961) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, avocat, 6525, avenue Wilderton, Mont-Royal, Éphraim Leboeuf, avocat, 1030, boul. Graham, Mont-Royal, et Thérèse Leboeuf, étudiante, 1030, boul. Graham, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Les Entreprises Mont-Rose (1961) Ltée — Mont Rose Enterprises (1961) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Les Entreprises Mont-Rose (1961) Ltée
Mont Rose Enterprises (1961) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Leboeuf, lawyer, 6525, Wilderton Avenue, Mount Royal, Éphraim Leboeuf, lawyer, 1030, Graham Blvd., Mount Royal, and Thérèse Leboeuf, student, 1030, Graham Blvd., Mount Royal, for the following purposes:

To do business as building contractors, under the name of "Les Entreprises Mont-Rose (1961) Ltée — Mont Rose Enterprises (1961) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14590-61

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14590-61

Les Entreprises Naro Ltée
Naro Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boul. Goui, ouest, Montréal, Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, Boyer, Montréal, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 5297, Papineau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Naro Ltée — Naro Enterprises Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,375 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $26,250.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14762-61

Les Entreprises Naro Ltée
Naro Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, 7280, Gouin Blvd., West, Montreal, Estelle Thérien, secretary, spinster, 6543, Boyer, Montreal, and Rita Dufresne, secretary, spinster, 5297, Papineau, Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors under the name of "Les Entreprises Naro Ltée — Naro Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 2,500 shares without nominal or par value and into 1,375 preferred shares of $100 each and the amount with which the company shall start its operations is $26,250.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14762-61

Entreprises Sécurité Inc.
Security Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Dermé Vêronneau, agent d'immeubles, 4821, rue Millette, Montréal, Gilles Bonin, agent d'immeubles, 8694, rue St-Denis, Montréal, et René Chapleau, notaire, 152, rue Notre-Dame est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Entreprises Sécurité Inc.— Security Enterprises Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4821, rue Millette, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14710-61

Entreprises Sécurité Inc.
Security Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dermé Vêronneau, real estate agent, 4821, Millette Street, Montreal, Gilles Bonin, real estate agent, 8694, St-Denis Street, Montreal, and René Chapleau, notary, 152, Notre-Dame Street, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate under the name of "Entreprises Sécurité Inc.— Security Enterprises Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4821, Millette Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14710-61

Federal Plumbing & Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Ronald Giguère, plombier, 4886, rue Jeanne-Mance, Montréal, Robert Wright, « mill wright », 2080, rue West Broadway, app. 1, Montréal, et Eric James Purdie, comptable, 132,

Federal Plumbing & Heating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ronald Giguère, plumber, 4886, Jeanne-Mance Street, Montreal, Robert Wright, "millwright" 2080, West Broadway, Apt. 1, Montreal, and Eric James Purdie, accountant, 132, Sunnyside Ave-

avenue Sunnyside, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfribération, sous le nom de « Federal Plumbing & Heating Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions communes sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14719-61

Flash Foto Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Hyman Baker, avocat, 485, rue McGill, Montréal, Frank Melvin Godine, avocat, et conseil en loi de la Reine, 485, rue McGill, Montréal, et Bernard Joseph Woloshen, avocat, 485, rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires et d'appareils de photographie, sous le nom de « Flash Foto Canada Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14634-61

Frontenac Lanes Inc.
Salle de Quilles Frontenac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3e avenue, Dorval, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, et William Levitt, avocat, 5020, rue Kevin, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des allées de quilles, salles de billard et centres de loisirs et de divertissements, sous le nom de « Frontenac Lanes Inc. — Salle de Quilles Frontenac Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14663-61

Geo-Topo Ltée
Geo-Topo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: J.-Jacques Beauchemin, avocat, 355, avenue Bloomfield, Outremont, Mme Thérèse Beaulieu Ouellette, secrétaire, épouse séparée de

nue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Federal Plumbing & Heating Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and the amount with which the company shall start its operations shall be at least $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14719-61

Flash Foto Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Baker, advocate, 485, McGill St., Montreal, Frank Melvin Godine, advocate and Queen's Counsel, 485, McGill St., Montreal, and Bernard Joseph Woloshen, advocate, 485, McGill St., Montreal, for the following purposes:

To deal in photographic supplies and equipment, under the name of "Flash Foto Canada Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14634-61

Frontenac Lanes Inc.
Salle de Quilles Frontenac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, and William Levitt, advocate, 5020, Kevin Street, Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard halls and places of entertainment and amusement, under the name of "Frontenac Lanes Inc. — Salle de Quilles Frontenac Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14663-61

Geo-Topo Ltée
Geo-Topo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, advocate, 355, Bloomfield, Outremount, Mrs. Thérèse Beaulieu Ouellette, secretary, wife separate as to property of Jean Ouel-

biens de Jean Ouellette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 51, Lavigne, App. 2, Ste-Geneviève, André Valiquette, avocat, 3340, Beauséjour, Saint-Laurent, et Madeleine Riel, secrétaire, fille majeure, 6920, Hamilton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'inventaire des ressources et territoires en vue de leur étude et de leur aménagement, sous le nom de « Geo-Topo Ltée — Geo-Topo Ltd. », avec un capital total de $48,000, divisé en 40,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159, rue Craig, ouest, suite 920, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14775-61

Gerlaw Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, 6661, Des Érables, Montréal, David Fleming, avocat, 500 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Arthur Kishner, comptable agréé, 1420, St-Matthew, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Gerlaw Investment Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14661-61

Granby Artificial Stones Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Maurice Francoeur, industriel, Chemin St-Paul, Granby, Thérèse Scott, secrétaire, célibataire, 80, rue Centre, Granby, et Pierrette Desjardins, secrétaire, célibataire, 157-D, rue Paré, Granby, pour les objets suivants:

Commerce de pierres artificielles de toutes sortes et / ou autres matières semblables, sous le nom de « Granby Artificial Stones Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera R.R. no 4, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14514-61

Great Circle Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

lette, and duly authorized by him for these purposes, 51, Lavigne, Apt. 2, Ste-Geneviève, André Valiquette, advocate, 3340, Beauséjour, Saint-Laurent, and Madeleine Riel, secretary, spinster, 6920, Hamilton, Montreal, for the following purposes:

To take inventory of resources and territories in view of their study and management, under the name of "Geo-Topo Ltée — Geo-Topo Ltd.", with a total capital stock of $48,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each and into 800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 159, Craig Street, West, suite 920, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14775-61

Gerlaw Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cécile Dufresne, secretary, spinster, 6661, Des Érables, Montreal, David Fleming, advocate, 500, St. James St. West, Montreal, and Arthur Kishner, chartered accountant, 1420, St. Matthew, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Gerlaw Investment Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14661-61

Granby Artificial Stones Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Francoeur, industrialist, St-Paul Road, Granby, Thérèse Scott, secretary, spinster, 80, Center Street, Granby, and Pierrette Desjardins, secretary, spinster, 157-D, Paré Street, Granby, for the following purposes:

To carry on a business dealing in artificial stones of all kinds and / or in other similar matters, under the name of "Granby Artificial Stones Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at R.R. No. 4, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14514-61

Great Circle Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Huguette Lessard, sténographe, célibataire, 5850, Chambord St., Montreal, Jocelyne Rivest, sténographe, célibataire, 1333 est, rue Beaubien, Montréal, et Aileen Green, sténographe, célibataire, 303, 11e avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Great Circle Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau su secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 14754-61

bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Huguette Lessard, stenographer, spinster, 5850, Chambord St., Montreal, Jocelyne Rivest, stenographer, spinster, 1333, Beaubien St. East, Montreal, and Aileen Green, stenographer, spinster, 303, 11th Avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Great Circle Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14754-61

La Guilde des Artistes & Travailleurs Alliés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Croce, maître d'hôtel, 10,035, Laverdure, Montréal, Jean Mollo, maître d'hôtel, 2835, Goyer, app. 26, Montréal, et Lucien Richer, artiste, 1264, Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui travaillent dans le domaine artistique, sous le nom de « La Guilde des Artistes & Travailleurs Alliés Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14811-61

La Guilde des Artistes & Travailleurs Alliés Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Croce, maître d'hôtel, 10,035, Laverdure, Montreal, Jean Mollo, maître d'hôtel, 2835, Goyer, apt. 26, Montreal, and Lucien Richer, artist, 1264, Lafontaine, Montréal, for the following purposes:

To group together into an association the persons who work in the world of the arts, under the name of "La Guilde des Artistes & Travailleurs Alliés Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 14811-61

Hoda Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Michael Awada, avocat, 635 ouest, Dorchester, Montréal, George A. Bey, avocat, 635 ouest, Dorchester, Montréal, et Dorothy Wittrup, secrétaire, célibataire, 1255, University, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'article vestimentaires pour enfants, adolescents et dames, sous le nom de « Hoda Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 14657-61

Hoda Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, advocate, 635, Dorchester West, Montreal, George A. Bey, advocate, 635, Dorchester West, Montréal, and Dorothy Wittrup, secretary, spinster, 1255, University, Montreal, for the following purposes:

To deal in children's, teen-agers' and ladies' wearing apparel, under the name of "Hoda Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14657-61

Holmes Electrical Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Robert Benson, avocat, 652, avenue Landsdowne, Westmount, Nessie Borland, secrétaire, fille majeure, 1433, rue Towers, Montréal, et Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 4859, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Holmes Electrical Contractors Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14745-61

Holmes Electrical Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Benson, advocate, 652, Landsdowne Ave., Westmount, Nessie Borland, secretary, fille majeure, 1433, Towers St., Montreal, and Anne Belfer, secretary, fille majeure, 4859, Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Holmes Electrical Contractors Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14745-61

Ireland Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Albert Gobeil, avocat, 74, rue d'Auteuil, Thetford Mines, Jacques Camiré, secrétaire, 121, O'Meara, Thetford Mines, et Gabriel Roberge, avocat, 415, rue Fecteau, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ireland Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ireland-Nord, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14706-61

Ireland Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Gobeil, advocate, 74, d'Auteuil Street, Thetford Mines, Jacques Camiré, secretary, 121, O'Meara, Thetford Mines, and Gabriel Roberge, advocate, 415, Fecteau Street, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on a business as constructors and as general contractors in constructors under the name of "Ireland Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ireland-North, county of Megantic, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14706-61

Jean Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean Trudeau, camionneur, L'Assomption, Gilles Ferland, comptable, L'Assomption, et Lise Brousseau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Trudeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « Jean Transport Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14525-61

Jean Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Trudeau, trucker, L'Assomption, Gilles Ferland, accountant, L'Assomption, and Lise Brousseau, housewife, wife separate as to property of the said Jean Trudeau and duly authorized by him for these presents, L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business in the field of transportation under the name of "Jean Transport Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14525-6

Joutel Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1961, constituant en corporation: William Dennis Jordan, conseil en loi de la Reine, 561, Avenue Road, Toronto, Ontario, John Frederick Logan, avocat, 7, Hurlingham Crescent, Don Mills, Ontario, Heber Franklin Teney, avocat, 328, Chemin Millwood, Toronto, Ontario, Ian Telfer Macdonald, conseil en loi de la Reine, app. 305, Carillon Towers, 23, boulevard Lascelles, Toronto, Ontario, et Lawrence Marshall Keay, avocat, app. 312, 23, Thorncliffe Park Drive, Toronto, Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Joutel Copper Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690 14696-61

Joutel Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Dennis Jordan, Queen's Counsel, 561, Avenue Road, Toronto, Ontario, John Frederick Logan, barrister-at-law, 7, Hurlingham Crescent, Don Mills, Ontario, Heber Franklin Teney, barrister-at-law, 328, Millwood Road, Toronto, Ontario, Ian Telfer Macdonald, Queen's Counsel, apt. 305, Carillon Towers, 23, Lascelles Boulevard, Toronto, Ontario, and Lawrence Marshall Keay, barrister-at-law, apt. 312, 23, Thorncliffe Park Drive, Toronto, Ontario, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Joutel Copper Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14696-61

Lancer Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Ethel Saunders, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5285, Décarie, app. 10, Montréal, Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-Saint-Luc, et Lorna Richmond, secrétaire, fille majeure, 1468, Bishop, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires et de toutes sortes de fournitures, sous le nom de « Lancer Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,900 actions privilégiées, catégorie « A », de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 14766-61

Lancer Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ethel Saunders, secretary, wife separate as to property of Frank Saunders, 5285, Decarie, apt. 10, Montreal, Arthur I. Bronstein, advocate, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, and Lorna Richmond, secretary, spinster of the full age of majority, 1468, Bishop, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and in furnishings of every kind and description, under the name of "Lancer Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,900 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU.

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14766-61

Pierre Levesque Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Pierre Levesque, commerçant, 1429, rue Prospect, Sherbrooke, Pierrette Casavant Levesque, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Levesque, 1429, rue Prospect, Sherbrooke,

Pierre Levesque Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Levesque, trader, 1429, Prospect St., Sherbrooke, Pierrette Casavant Levesque, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Levesque, 1429, Prospect St., Sherbrooke, and Benoît

et Benoît Vanier, gérant de poste de radio, 2370 rue Sicotte, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, d'accessoires électriques et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Pierre Levesque Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à boulevard Bourque, Rock Forest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14528-61

Vanier, radio station manager, 2370, Sicotte St., St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, electrical accessories and novelties of all kinds, under the name of "Pierre Levesque Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of company will be on Bourque Blvd., Rock Forest, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14528-61

Limac Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Michael Awada, avocat, 635 ouest, Dorchester, Montréal, George Bey, avocat, 635 ouest, Dorchester, Montréal, et Dorothy Wittrup, secrétaire, célibataire, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Limac Holdings Inc. », avec un capital total de $600,000, divisé en 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 50,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,801 actions privilégiées, catégorie « C », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14683-61

Limac Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, advocate, 635, Dorchester, West, Montreal, George Bey, advocate, 635, Dorchester West, Montreal, and Dorothy Wittrup, secretary, spinster, 1255, University St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Limac Holdings Inc.", with a total capital stock of $600,000, divided into 990 common shares of the par value of $1 each, 1,000 Class "A" preferred shares of the par value of $1 each, 50,000 Class "B" preferred shares of the par value of $10 each and 9,801 Class "C" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14683-61

Loisirs Bonsecours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Paul Bourque, professeur, L'Islet, Jean-Hugues Normand, entrepreneur, L'Islet, Gérard Plourde, dentiste, L'Islet, et François Beaulieu, comptable, L'Islet, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs Bonsecours Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le bureau principal de la corporation sera au village Bonsecours, L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14458-61

Loisirs Bonsecours Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Paul Bourque, professor, l'Islet, Jean-Hugues Normand, contractor, L'Islet, Gérard Plourde, dentist, L'Islet, and François Beaulieu, accountant, L'Islet, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs Bonsecours Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be in the village of Bonsecours, L'Islet, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14458-61

Loisirs Frère André Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Loisirs Frère André Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Desjardins, ingénieur stationnaire, St-Grégoire, Iberville, Guy Roy, journalier, St-Grégoire, Iberville, et Yvan Kerry, commis de bureau, St-Grégoire, Iberville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs Frère André Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le bureau principal de la corporation sera à St-Grégoire, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14183-61

bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Desjardins, stationary engineer, St-Grégoire, Iberville, Guy Roy, daylabourer, St-Grégoire, Iberville, and Yvan Kerry, office clerk, St-Grégoire, Iberville, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs Frère André Inc.".

The amount to which the value of the immovcable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Grégoire, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14183-61

Manuk Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 901, carré Victoria, Montréal, Margot Mary Quinn, secrétaire, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, et Elisabeth Wiesemann, secrétaire, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles aux fins de placements seulement, sous le nom de « Manuk Corp. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3495, rue de la Montagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14743-61

Manuk Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, 901, Victoria Square, Montreal, Margot Mary Quinn, secretary, spinster, 901, Victoria Square, Montreal, Céline Trudeau, secretary, spinster, 901, Victoria Square, Montreal, and Elisabeth Wiesemann, secretary, spinster, 901, Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate for the purpose of investment only, under the name of "Manuk Corp. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3495, Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14743-6.

Marquis & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean Marquis, charpentier-menuisier, contremaître, 1040, Conseil, app. 3, Sherbrooke, David Marquis, charpentier-menuisier, contremaître, 1040, Conseil, app. 1, Sherbrooke, et Bertrand Marquis, charpentier-menuisier, contremaître, 1647, Conseil, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Marquis & Frères Limitée », avec un capital total de $45,000, divisé en 450 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1040, rue Conseil, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14714-61

Marquis & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Marquis, carpenter-joiner, foreman, 1040, Conseil, Apt. 3, Sherbrooke, David Marquis, carpenter-joiner, foreman, 1040, Conseil Apt. 1, Sherbrooke, and Bertrand Marquis, carpenter-joiner, foreman, 1647, Conseil, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors, under the name of "Marquis & Frères Limitée", with a total capital stock of $45,000, divided into 450 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1040, Conseil Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14714-61

Matériaux Broma Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Maurice Gérin, ingénieur forestier, 3528, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Roland Plourde, gérant, Charny, Omer Plourde, contremaître, 75, ave Bellevue, Ste-Foy, et Benoit Lacroix, comptable, Charny, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie forestière complète, sous le nom de « Matériaux Broma Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 403, Brock, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14664-61

Matériaux Broma Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gérin, forestry engineer, 3528, Ste-Foy Road, Ste-Foy, Roland Plourde, manager, Charny, Omer Plourde, foreman, 75, Bellevue Ave., Ste-Foy, and Benoit Lacroix, accountant, Charny, for the following purposes:

To manage a complete forestry industry, under the name of "Matériaux Broma Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each, 500 preferred class "A" shares of $100 each and 400 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at 403, Brock, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14664-61

Mayfair Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Guy-Eugène Boisvert, avocat, 3510, rue Northcliffe, Montréal, Mlle Antoinette Renaud, secrétaire, 434, Dorchester, est, Montréal, Mlle Huguette Béland, secrétaire, 4275, rue Ontario, est, Montréal, et Harold Pickel, avocat, 4835, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mayfair Homes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 374, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14711-61

Mayfair Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-Eugène Boisvert, advocate, 3510, Northcliffe, Montreal, Miss Antoinette Renaud, secretary, 434, Dorchester, East, Montreal, Miss Huguette Béland, secretary, 4275, Ontario Street, East, Montreal, and Harold Pickel, advocate, 4835, Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Mayfair Homes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 374, Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14711-61

Metropole Asphalt Paving Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Donald William Seal, avocat, 204 ouest, Bernard, Montréal, Lazarus L. Tinkoff, avocat, 5117, Lacombe, Montréal, et Philip Shaposnick, avocat, 6600, avenue Merton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de paveurs, asphalteurs, travailleurs en imperméabilisation, excavateurs, constructeurs de bordures de trottoirs et constructeurs de routes, sous le nom de « Metropole Asphalt Paving Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10427, Sacré-Cœur, Ahuntsic, district judiciaire de Montréal.

Metropole Asphalt Paving Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald William Seal, advocate, 204, Bernard West, Montreal, Lazarus L. Tinkoff, advocate, 5117, Lacombe, Montreal, and Philip Shaposnick, advocate, 6600, Merton Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pavers, asphalters, waterproofers, excavators, roadmakers and curbmakers, under the name of "Metropole Asphalt Paving Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10427, Sacré-Cœur, Ahuntsic, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14656-61

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14656-61

Mille Iles Business School Ltd.
École Commerciale de Mille Iles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat, 486, rue St-Jean, Montréal, Raymond Cartwright, avocat, 150, 54e avenue, Lachine, et Rupert Daniel Holland, agent de change, 331, avenue Clarke, Westmount, pour les objets suivants:

Établir et diriger une école enseignant le cours commercial en mathématiques, dactylographie, sténographie, tenue des livres et autres sujets connexes, sous le nom de « Mille Iles Business School Ltd. — École Commerciale de Mille Iles Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14527-61

Mille Iles Business School Ltd.
École Commerciale de Mille Iles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister, 486, St. John Street, Montreal, Raymond Cartwright, barrister, 150, 54th Avenue, Lachine, and Rupert Daniel Holland, stock broker, 331, Clarke Avenue, Westmount, for the following purposes:

To establish and operate a school where students may obtain a commercial education in mathematics, typewriting, shorthand, bookkeeping and other associated subjects, undre the name of "Mille Iles Business School Ltd.— École Commerciale de Mille Iles Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14527-61

Motel Les Cascades Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jocelyn Tremblay, étudiant, 388, rue Collard, Alma, Lucette Bergeron, sténographe, célibataire, 435, boulevard St-Judes, Alma, et Carmen Poulin Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Edgar Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présente, 388, rue Collard, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Motel Les Cascades Ltée », avec un capital total de $90,000, divisé en 900 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Naudville, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14522-61

Motel Les Cascades Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jocelyn Tremblay, student, 388, Collard Street, Alma, Lucette Bergeron, stenographer, spinster, 435, St-Judes Blvd., Alma, and Carmen Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of J.-Edgar Tremblay and duly authorized by him for these presents, 388, Collard, Alma, for the following purposes:

To carry on as hotel keepers, under the name of "Motel Les Cascades Ltée", with a total capital stock of $90,000, divided into 900 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Naudville, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14522-61

Mountain Top Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, Jack Greenstein, avocat, 4804, Côte-des-Neiges, app. 2, Montréal, et Henri Laurier, avocat, 110, Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Mountain Top Realties

Mountain Top Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry Nevard, advocate, 4377, Westmount Ave., Westmount, Jack Greenstein, advocate, 4804, Côte-des-Neiges, Apt. 2, Montreal, and Henri Laurier, advocate, 110, Brixton, St-Lambert, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Mountain Top Realties Inc.", with

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau su secrétaire de la province, le 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14691-61

a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14691-61

Murray's Discount House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Louis Orenstein, conseil en loi de la Reine, 65, avenue McNider, Outremont, Marc Beaudoin, avocat, 2668 est, rue Beaubien, Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, 533, boulevard Duhamel, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et fournitures de maison, sous le nom de « Murray's Discount House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14778-61

Murray's Discount House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, Queen's Counsel, 65, McNider Ave., Outremont, Marc Beaudoin, advocate, 2668, Beaubien Street East, Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, 533, Duhamel Boulevard, Ile-Perrot, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and home furnishings, under the name of "Murray's Discount House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14778-61

Normandie Lanes Inc.
Salle de Quilles Normandie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3ième Avenue, Dorval, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, et William Levitt, avocat, 5020, St-Kevin, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles et de billard et lieux de divertissements et de récréation, sous le nom de « Normandie Lanes Inc. — Salle de Quilles Normandie Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14665-61

Normandie Lanes Inc.
Salle de Quilles Normandie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, and William Levitt, advocate, 5020, St. Kevin, Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard halls and places of entertainment and amusement, under the name of "Normandie Lanes Inc. — Salle de Quilles Normandie Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14665-61

Northern Lakes Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1960, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, 31 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Lise Parant, secrétaire, célibataire, 31 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Claudette Comeau, secrétaire, célibataire, 31 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Northern Lakes Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lalonde, lawyer, 31, St. James St. West, Montreal, Lise Parant, secretary, spinster, 31, St. James St. West, Montreal, and Claudette Comeau, secretary, spinster, 31, St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Northern Lakes Development Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 15297-60

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Northern Lakes Development Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 15297-60

L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Monique, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Larouche, contremaître, Ste-Monique-de-Honfleur, Paul-Armand Larouche, marchand, Ste-Monique-de-Honfleur, et Edgar Boivin, constable, Ste-Monique-de-Honfleur, pour les objets suivants:

Promouvoir et répandre par tous les moyens opportuns, le bien-être social, sous le nom de « L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Monique, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation ser à Sainte-Monique-de-Honfleur, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14290-61

L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Monique, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Larouche, foreman, Ste-Monique-de-Honfleur, Paul-Armand Larouche, merchant, Ste-Monique-de-Honfleur, and Edgar Boivin, constable, Ste-Monique-de-Honfleur, for the following purposes:

To promote and spread by all opportune means, social welfare, under the name of "L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Monique, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Monique-de-Honfleur, judicial disrtict of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14290-61

Panorama Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Gilles Hébert, avocat, 22, rue De Barcelone, Candiac, Mlle Jacqueline Matte, secrétaire, 8390, rue St-Denis, Montréal, et Claude Thivierge, avocat, 459, Montée des Trentes, Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Panorama Lodge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-Morin, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14662-61

Panorama Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Hébert, advocate, 22 De Barcelone St., Candiac, Miss Jacqueline Matte, secretary, 8390, St-Denis St., Montreal, and Claude Thivierge, advocate, 459, Montée des Trentes, Beloeil, for the following purposes:

To manage hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of « Panorama Lodge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val-Morin, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14662-61

A. Pellerin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Guy-P. Genest, avocats, 16, avenue Maplewood, Outremont, Pierre Magnan, avocat, 1267, Bougie, St-Laurent, et Rosario Genest,

A. Pellerin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-P. Genest, advocate, 16, Maplewood, Outremount, Pierre Magnan, advocate, 1267, Bougie, St-Laurent, and Rosario Genest, advocate, 16, Maple-

avocat, 16, avenue Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et régrigération, sous le nom de « A. Pellerin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 116, rue St-Georges, Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14519-61

Placements Candiac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Mme Vve Jean-Paul Blouin, courtière, 77, rue St-Louis, Québec, Vincent Masson, avocat, 580, Grande-Allée, est, Québec, et Mlle Rachel Smiley, financière, 350, boul. Charest, est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Placements Candiac Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 77, rue St-Louis, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14666-61

Joseph Ponton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Alexandre Larocque, comptable, 7694, 15ème avenue, St-Michel, Marcelle St-Laurent, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alexandre Larocque, 7694, 15ème avenue, St-Michel, et Raoul Demers, costumier, 3709, Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Joseph Ponton Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 35, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14726-61

Les Produits Forestiers Duval Ltée
Duval Wood Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

wood Avenue, Outremount, for the following purposes:

To operate a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "A. Pellerin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 116, St-Georges Street, Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14519-61

Placements Candiac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Jean-Paul Blouin, widow, broker, 77, St-Louis St., Quebec, Vincent Masson, advocate, 580, Grande-Allée est, Quebec, and Miss Rachel Smiley, financier, 350, Blvd. Charest east, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, and investment company, under the name of "Placements Candiac Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 77, St-Louis Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14666-61

Joseph Ponton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexandre Larocque, accountant, 7694, 15th Avenue, St-Michel, Marcelle St-Laurent, housewife, wife separate as to property of the said Alexandre Larocque, 7694, 15th Avenue, St-Michel, and Raoul Demers, costumier, 3709, Adam, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "Joseph Ponton Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 35, Notre-Dame Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14726-61

Les Produits Forestiers Duval Ltée
Duval Wood Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat, 780, Markham Road, Mont-Royal, Clermont Vermette, avocat, 184, chemin de St-Jean, La Prairie, et Godfroy Marin, avocat, 78, avenue Chester, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Les Produits Forestiers Duval Ltée—Duval Wood Products Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 311, 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14724-61

Province of Quebec, incorporating: Maurice Riel, advocate, 780, Markham Road, Mount Royal, Clermont Vermette, advocate, 184, Chemin de St-Jean, La Prairie, and Godfroy Marin, advocate, 78, Chester Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Les Produits Forestiers Duval Ltée — Duval Wood Products Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of company will be in suite 311, 10, St. James St. west, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14724-61

Professional Engineers Wives Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Betty Holmes, ménagère, épouse séparée de biens de Thomas Frederick Holmes, 62, 15e rue, Roxboro, Ursula Brodeur, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Clément Brodeur, 121, Lazard, Mont Royal, et Murdina J. Brownlee, ménagère, épouse séparée de biens de William Richard Brownlee, 43, 18e ave., Roxboro, pour les objets suivants:

Encourager les relations amicales entre les femmes et veuves des membres de la profession d'ingénieur, sous le nom de « Professional Engineers Wives Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 1600 ouest, avenue des Pins, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 13343-61

Professional Engineers Wives Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Betty Holmes, housewife, wife separate as to property of Thomas Frederick Holmes, 62, 15th Street, Roxboro, Ursula Brodeur, housewife, wife separate as to property of Joseph Clément Brodeur, 121, Lazard, Mount Royal, and Murdina J. Brownlee, housewife, wife separate as to property of William Richard Brownlee, 43, 18th Ave., Roxboro, for the following purposes:

To promote friendship among the wives and widows of members of the engineering profession, under the name of "Professional Engineers Wives Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 1600, Pine Ave., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13343-61

Racicot & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Mme Monique Messier, ménagère, épouse d'Aimé Racicot, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 666, Marie-Victorin, Boucherville, René Riendeau, comptable, 139, Blanche-Herbe, Boucherville, et Théodore Van Der Meerschen, administrateur, 720, Charles-Lussier, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Racicot & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14608-61

Racicot & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Monique Messier, housewife, wife of Aimé Racicot, 666, Marie-Victorin, and duly authorized by him for these presents, René Riendeau, accountant, 139, Blanche-Herbe, Boucherville, and Théodore Van Der Meerschen, administrator, 720, Charles Lussier, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Racicot & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divised into 10,000 common shares of $1 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14608-61

M. Rahill Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat et conseil en loi de la Reine, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, Jeannette Desjardins, sténographe, célibataire, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, Juliette Quesnel, secrétaire, célibataire, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, et Gérard Hébert, avocat et conseil en loi de la Reine, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises vendues généralement dans les magasins à rayons, sous le nom de « M. Rahill Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14746-61

M. Rahill Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, advocate and Queen's Counsel, 4, Notre-Dame St. East, Montreal, Jeannette Desjardins, stenographer, spinster, 4, Notre-Dame St. East, Montreal, Juliette Quesnel, secretary, spinster, 4, Notre-Dame St. East, Montreal, and Gérard Hébert, advocate and Queen's Counsel, 4, Notre-Dame St. East, Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise usually found in departmental stores, under the name of "M. Rahill Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14746-61

Rénovation Cartier Inc.
Cartier Renovation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Denis-Wilfrid Lacasse, commerçant, 1653, Cartier, Montréal, Gérard Lacasse, marchand, 1450, Jeanne-d'Arc, Montréal, et J.-Alcibiade Regimbald, marchand, 8584, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rénovation de propriétés, sous le nom de « Rénovation Cartier Inc. — Cartier Renovation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14733-61

Rénovation Cartier Inc.
Cartier Renovation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis-Wilfrid Lacasse, merchant, 1653, Cartier, Montreal, Gérard Lacasse, merchant, 1450, Jeanne-d'Arc, Montreal, and J.-Alcibiabe Regimbald, merchant, 8584, Berri, Montreal, for the following purposes:

To deal in the business of property renovation, under the name of "Rénovation Cartier Inc. — Cartier Renovation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14733-61

Ricar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Alfred N. Segall, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Irving I. Finkelberg, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, et Anne Alekson, secrétaire, célibataire, 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Ricar Realty Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2101, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14730-61

Ricar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred N. Segall, advocate, 265, Craig Street West, Montreal, Irving I. Finkelberg, advocate, 265, Craig Street West, Montreal, and Anne Alekson, secretary, spinster, 265, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors, under the name of "Ricar Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2101, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14730-61

B. Richer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Guy-P. Genest, avocat, 16, Maplewood, Outremont, Rosario Genest, avocat, 16, Maplewood, Outremont, et François Payette, avocat, 1652, Fleury, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « B. Richer Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14141-61

B. Richer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-P. Genest, advocate, 16, Maplewood, Outremount, Rosario Genest, advocate, 16, Maplewood, Outremount, and François Payette, advocate, 1652, Fleury East, Montreal, for the following purposes:

To carry on as builders and building contractors under the name of "B. Richer Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14141-61

Rustic Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: René Roy, photographe, 7624, rue St-Denis, Montréal, Charles Rousseau, estimateur, 3255, Beaubien, est, Montréal, et Roger Thouin, agent, 7624, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Rustic Lodge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14655-61

Rustic Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Roy, photographer, 7264, St-Denis St., Montreal, Charles Rousseau, appraiser, 3255, Beaubien east, Montreal, and Roger Thouin, agent, 7624, St-Denis St., Montreal, for the following purposes:

To manage hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Rustic Lodge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14655-61

P.E.M. Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Paul-E. Mondou, marchand, 32, boulevard Gouin, ouest, Montréal, Hervé Bourcheix, homme d'affaires, 318, avenue Portland, Mont-Royal, et Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue Du Chalet, ville de St-Pierre, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'entretien et de réparations de toutes sortes d'appareils ou d'équipement, sous le nom de « P.E.M. Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divis en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14708-61

P.E.M. Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Mondou, merchant, 32, Boulevard Gouin, West, Montreal, Hervé Bourcheix, businessman, 318, Portland Avenue, Mount-Royal, and Gaétan Chabot, advocate, 99, Du Chalet Avenue, town of St-Pierre, for the following purposes:

To carry on a business of maintenance and repairs of all kinds of apparatus or equipment under the name of "P.E.M. Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14708-61

S.A.M. Shoe Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

S.A.M. Shoe Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Roger Racicot, comptable agréé, L'Épiphanie, Guy Forest, notaire, L'Épiphanie, et Nicole Amireault, secrétaire, célibataire, L'Épiphanie, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures, d'articles de cuir et de lingerie pour hommes et enfants, sous le nom de « S.A.M. Shoe Store Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14554-61

bearing date the 16th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Racicot, chartered accountant, L'Épiphanie, Guy Forest, notary, L'Épiphanie, and Nicole Amireault, secretary, spinster, L'Épiphanie, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes, leather articles and in lingerie for men and children, under the name of "S.A.M. Shoe Store Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14554-61

Salon de Coiffure Roger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Lucie Binette, secrétaire, 149, rue St-Eustache, ville St-Eustache, Denise Poirier, secrétaire, 218, rue Dorion, ville St-Eustache, et René Lachance, notaire, 247, rue DeBellefeuille, ville St-Eustache, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un salon de coiffure, sous le nom de « Salon de Coiffure Roger Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14637-61

Salon de Coiffure Roger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucie Binette, secretary, 149, St-Eustache St., town of St-Eustache, Denise Poirier, secretary, 218, Dorion St., town of St-Eustache, and René Lachance, notary, 247, DeBellefeuille St., town of St-Eustache, for the following purposes:

To own and manage a hairdressing salon, under the name of "Salon de Coiffure Roger Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 15,000 common shares of a par value of $1 each and 100 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of company will be in the town of St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 14637-61

Les Savonneries Mirec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Julien Thibeault, industriel, rang St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, Dame Rolande Lavoie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Julien Thibeault, rang St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, et Jules DesBiens, commis, 24, rue Smith, est, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Les Savonneries Mirec Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690-o 13794-61

Les Savonneries Mirec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julien Thibeault, industrialist, St-Jean-Baptiste range, Chicoutimi, Dame Rolande Lavoie, housewife, wife contractually separate as to property of the said Julien Thibeault, St-Jean-Baptiste range, Chicoutimi, and Jules DesBiens, clerk, 24, Smith St., east, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Les Savonneries Mirec Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 13794-61

Service Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Bertrand, vendeur, 5034, boulevard Monk, Pierrefonds, Roland Doucet, débosseur, 2610, rue French, Montréal, et Yvon Choquette, outilleur, 5034, boulevard Monk, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Service Auto Supply Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14262-61

Service Auto Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Bertrand, salesman, 5034, Monk Boulevard, Pierrefonds, Roland Doucet, body-repairman, 2610, French Street, Montreal, and Yvon Choquette, tool-maker, 5034, Monk Boulevard, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as garage-owners, under the name of "Service Auto Supply Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14262-61

Service Électrique de Hull Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Clyde Thomas Crowe, électricien, avenue Stanley, Ottawa, province d'Ontario, William Sydney Crowe, électricien, 378, rue Bank, Ottawa, province d'Ontario, et Roger Olivier, électricien, 103, rue St-Louis, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de moteurs électriques et d'appareils et dispositifs connexes à la construction et l'opération d'iceux, sous le nom de « Service Électrique de Hull Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14591-61

Service Électrique de Hull Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clyde Thomas Crowe, electrician, Stanley Avenue, Ottawa, Province of Ontario, William Sydney Crowe, electrician, 378 Bank Street, Ottawa, Province of Ontario and Roger Olivier, electrician, 103 St. Louis Street, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To deal in electric motors and in the devices and appliances incidental to their construction or operation, under the name of "Service Électrique de Hull Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14591-61

Société Delanro Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Marie Landry, commerçant, St-Raymond, Jean-Paul Roux, notaire, St-Raymond, Rosaire Cantin, dentiste, St-Raymond, Claude Denis, médecin, St-Raymond, et Léon Lacroix, optométriste, St-Raymond, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille « holding » et de placements, sous le nom de « Société Delanro Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 701 actions classe « A » de $10 chacune, 1,299 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Raymond, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14703-61

Société Delanro Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenart-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Landry, trader, St-Raymond, Jean-Paul Roux, notary, St-Raymond, Rosaire Cantin, dentist, St-Raymond, Claude Denis, physician, St-Raymond, and Léon Lacroix, optometrist, St-Raymond, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of « Société Delanro Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 701 classe "A" shares of $10 each, 1,299 class "B" shares of $10 each, and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Raymond, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14703-61

Souvenir Supermarket Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Morton Bell, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Anne Brown, secrétaire, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nourritures et produits alimentaires; sous le nom de « Souvenir Supermarket Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 14741-61

Souvenir Supermarket Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Cytrynbaum, advocate, 10, St. James Street West, Montreal, Morton Bell, advocate, 10, St. James Street West, Montreal, and Anne Brown, secretary, spinster, 10, St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Souvenir Supermarket Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14741-61

Sun Rise Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Gaston Girard, commerçant de bois, 3375, Rouen, Montréal, Richard Houde, vendeur, 8951, boul. Pie IX, cité de St-Michel, et Yolande Houde, ménagère, épouse séparée de biens dudit Richard Houde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 8951, boul. Pie IX, cité de St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Sun Rise Lumber Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coteau-du-Lac, comté de Soulanges, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14524-61

Sun Rise Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Girard, wood dealer, 3375, Rouen, Montreal, Richard Houde, salesman, 8951, Pie IX Blvd., city of St-Michel, and Yolande Houde, housewife, wife separate as to property of the said Richard Houde, and duly authorized by him for these presents, 8951, Pie IX Blvd., city of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Sun Rise Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of company will be at Coteau-du-Lac, county of Soulanges, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14524-61

Toldi Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, Saint-André-Est, Lucien Trudeau comptable, 6590, Garnier, Montréal, Thérèse Garzia, secrétaire, veuve, 460, Lagauchetière, est, Montréal, et Bernard Tellier, avocat, 316, Willowdale, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers, épiciers et charcutiers, sous le nom de « Toldi Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions communes de $10 chacune et en 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14680-61

Toldi Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Paré, advocate, Saint-André-East, Lucien Trudeau, accountant, 6590, Garnier, Montréal, Thérèse Garzia, secretary, widow, 460, Lagauchetière, East, Montreal, and Bernard Tellier, advocate, 316, Willowdale, Outremount, for the following purposes:

To carry on a business as butchers, grocers and delicatessen makers, under the name of "Toldi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and into 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14680-61

Tropical Plants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporaion: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, 8747, Dirval, Ahuntsic, Montréal, et Micheline Simard, secrétaire, fille majeure, 4840, Parthenais, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'horticulteurs et jardiniers, sous le nom de « Tropical Plants Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14815-61

Tropical Plants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212, Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secretary, fille majeure, 8747, Dirval, Ahuntsic, Montreal, and Micheline Simard, secretary, fille majeure, 4840, Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as horticulturists and gardeners, under the name of "Tropical Plants Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided ito 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14815-61

LM Ventes et Distribution Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Léo Martineau, vendeur, 466, Jacques-Cartier, est, Chicoutimi, Mme Denise Crevier-Martineau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo Martineau, 466, rue Jacques-Cartier, est, Chicoutimi, et Mlle Rosa Martineau, gérante, 1390, Maréchal-Foch, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « LM Ventes et Distribution Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 466, rue Jacques-Cartier, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14713-61

LM Ventes et Distribution Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Martineau, salesman, 466, Jacques-Cartier, East, Chicoutimi, Mrs. Denise Crevier-Martineau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léo Martineau, 466, Jacques-Cartier Street, East, Chicoutimi, and Miss Rosa Martineau, manager, 1390, Maréchal-Foch, Quebec, for the following purposes:

To carry on as garage-keepers under the name of "LM Ventes et Distribution Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 466, Jacques-Cariter Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14713-61

Ben Younger Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Ben Younger, marchand, boulevard Cartier, Hawkesbury, province d'Ontario, Solly Tkatch, marchand, 8232, Birnam, Montréal, et Nathan Woshnisky, tailleur, 8230, Birnam, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme drapiers, sous le nom de « Ben Younger Incorporated », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14536-61

Ben Younger Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ben Younger, merchant, Cartier Boulevard, Kawkesbury, Province of Ontario, Solly Tkatch, merchant, 8232, Birnam, Montreal, and Nathan Woshnisky, tailor, 8230, Birnam, Montreal, for the following purposes:

To act as clothiers, under the name of "Ben Younger Incorporated", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14536-61

Lettres patentes supplémentaires

A. A. Drouin Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 août 1961, à la compagnie « A. A. Drouin Incorporée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 3427-42

Advance Paper Box & Printing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'octobre 1961 à la compagnie « Industrial Surplus Sales Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 14e jour d'octobre 1960, 1° changeant son nom en celui de « Advance Paper Box & Printing Co. Ltd. », 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 20e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 14399-60

Alfa Aluminium Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour d'octobre 1961 à la compagnie « Alfa Mfg. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de juin 1961, changeant son nom en celui de « Alfa Aluminium Mfg. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690 14772-61

Anjou Industrial Park Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour d'août 1961, à la compagnie « Anjou Industrial Park Ltd. », 1° réduisant son capital de $10,000 à $1,660, le capital-actions annulé étant divisé en 440 actions ordinaires de $10 chacune et 394 actions privilégiées de $10 chacune; 2° augmentant son capital sinsi réduit de $1,660 à $400,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 39,924 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690 15798-60

Supplementary Letters Patent

A. A. Drouin Incorporée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 30th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A. A. Drouin Incorporée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 3427-42

Advance Paper Box & Printing Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Surplus Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of October, 1960, 1. changing its name to that of "Advance Paper Box & Printing Co. Ltd."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14399-60

Alfa Aluminium Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alfa Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June, 1961, changing its name to that of "Alfa Aluminium Mfg. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14772-61

Anjou Industrial Park Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Anjou Industrial Park Ltd.", 1. reducing its capital from $10,000 to $1,660, the capital stock annulled being divided into 440 common shares of $10 each and 394 preferred shares of $10 each; 2. increasing its capital thus reduced from $1,660 to $400,900, the additional capital stock being divided into 39,924 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690-o 15798-60

Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 octobre 1961, à la corporation « Association des Loisirs de St-Lambert », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 janvier 1959, changeant son nom en celui de « Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14476-58

Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Association des Loisirs de St-Lambert", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of January 24, 1959, changing its name into that of "Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14476-58

Augusta Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1961, à la compagnie « Canuck Construction Inc.", constituée par lettres patentes en date du 18 juin 1957, changeant son nom en celui de « Augusta Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 11970-57

Augusta Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 31st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canuck Construction Inc.", incorporated by letters patent of June 18, 1957, changing its name to "Augusta Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 11970-57

Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961, à la compagnie « Bélanger Inc. », modifiant les droits, privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 10732-54

Bélanger Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bélanger Inc.", amending the rights, privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 10732-54

Blainville Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettrs patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Blainville Investment Corporation », réduisant son capital de $100,000 à $40,000, le capital-actions annulé étant divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 5,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 13467-56

Blainville Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Blainville Investment Corporation", reducing its capital from $100,000 to $40,000, the capital stock annulled being divided into 600 common shares of $10 each and 5,400 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13467-56

Caledonia Chemicals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Caledonia Chemicals Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour d'octobre 1961, à la compagnie « The Caledonia Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 14e jour de février 1947, changeant son nom en celui de « Caledonia Chemicals Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 2008-47

October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Caledonia Co. Ltd.", incorporated by letters patent date the 14th day of February, 1947, changing its name to that of "Caledonia Chemicals Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 2008-47

Chemicals Refineries Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1961, à « Chemicals Refineries Corp. », 1° diminuant son capital de $60,000 à $30,000, le capital-actions annulé étant divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi diminué de $30,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 12374-61

Chemicals Refineries Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chemicals Refineries Corp.", 1. reducing its capital from $60,000 to $30,000, the capital stock annulled being divided into 300 common shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced from $30,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 1,200 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 12374-61

Congregation Knesseth Israel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de novembre 1961 à « Congregation Knesseth Israel », étendant ses pouvoirs en augmentant la valeur de la propriété immobilière que ladite corporation peut posséder, de $20,000 à $400,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 3e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 10680-56

Congregation Knesseth Israel

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Congregation Knesseth Israel", extending its powers by increasing the value of the immoveable property which the said corporation may hold, from $20,000 to $400,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 10680-56

Congregation Reshith Chochma, First Mesifta of Canada

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour d'octobre 1961 à « Congregation Reshith Chochma, First Mesifta of Canada », étendant ses pouvoirs en augmentant la valeur de la propriété immobilière que ladite corporation peut posséder, de $20,000 à $200,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 4225-50

Congregation Reshith Chochma, First Mesifta of Canada

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Congregation Reshith Chochma, First Mesifta of Canada", extending its powers by increasing the value of the immoveable property which the said corporation may possess, from $20,000 to $200,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 4225-50

Corporation de l'Hôpital Général des Deux-Montagnes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de novembre 1961,

Corporation de l'Hôpital Général des Deux-Montagnes

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 7th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to confirm a

pour confirmer un règlement de la « Corporation de l'Hôpital Général des Deux-Montagnes », déjà constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 avril 1961, pourvoyant à la création d'un capital-actions de $500,000, divisé en 50,000 actions communes de $1 chacune et en 22,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 11512-61

by-law of "Corporation de l'Hôpital Général des Deux-Montagnes", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 10, 1961, providing for the creation of a share capital of $500,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 22,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is situated at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 11512-61

Dorval Cleaners and Launderers Limited
Les Nettoyeurs et Buandiers Dorval Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 octobre 1961, à la compagnie « Dorval Cleaners and Dyers Limited », constituée par lettres patentes en date du 24 juillet 1950, changeant son nom en celui de « Dorval Cleaners and Launderers Limited — Les Nettoyeurs et Buandiers Dorval Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 5405-50

Dorval Cleaners and Launderers Limited
Les Nettoyeurs et Buandiers Dorval Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dorval Cleaners and Dyers Limited", incorporated by letters patent of July 24, 1950, changing its name to "Dorval Cleaners and Launderers Limited — Les Nettoyeurs et Buandiers Dorval Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 5405-50

Dulac Potato Chips Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Dulac Potato Chips Inc. », 1° réduisant son capital de $200,000 à $50,000, le capital-actions annulé étant divisé en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $50,000 à $205,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 4778-53

Dulac Potato Chips Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dulac Potato Chips Inc.", 1. reducing its capital from $200,000 to $50,000, the capital stock annulled being divided into 15,000 preferred shares of $10 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from $50,000 to $205,000, the additional capital stock being divided into 5,000 class "A" preferred shares of $1 each and into 15,000 class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 4778-53

Eastern Waste Paper Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 octobre 1961, à la compagnie « Eastern Waste Paper & Bottle Inc. », constituée par lettres patentes en date du 2 décembre 1954, changeant son nom en celui de « Eastern Waste Paper Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 12913-54

Eastern Waste Paper Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 16th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Eastern Waste Paper & Bottle Inc.", incorporated by letters patent of December 2, 1954, changing its name to "Eastern Waste Paper Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 12913-54

Les Entreprises de Papineau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Les Entreprises de Papineau Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 octobre 1961, à la compagnie « Claude Clément Ltée », constituée par lettres patentes en date du 13 octobre 1960, changeant son nom en celui de « Les Entreprises de Papineau Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14165-60

Excelsior Securities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 septembre 1961, à la compagnie « André Besnard & Cie Ltée », constituée en corporation par lettres patentes du 23 mars 1959, 1° changeant son nom en celui de « Excelsior Securities Corp. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 11742-59

Featherock Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 octobre 1961, à la compagnie « Featherock Inc. », 1° subdivisant ses 20,000 actions privilégiées de $10 chacune en 40,000 actions privilégiées de $5 chacune; 2° convertissant lesdites 40,000 actions privilégiées de $5 chacune en 40,000 actions communes de $5 chacune; 3° changeant les 40,000 actions ordinaires de $5 chacune en 40,000 actions communes sans valeur au pair; 4° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 140,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14817-61

Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée
Eugène Bélanger Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 octobre 1961, à la compagnie « Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée », constituée par lettres patentes en date du 31 décembre 1958, changeant son nom en celui de « Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée — Eugène Bélanger Hardware Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690-o 14990-58

La Fonderie de L'Islet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

patent dated the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Claude Clément Ltée" incorporated by letters patent dated October 13, 1960, changing its name into that of "Les Entreprises de Papineau Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14165-60

Excelsior Securities Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 20th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "André Besnard & Cie Ltée", incorporated by letters patent of March 23, 1959, changing its name into that of "Excelsior Securities Corp."; 2. amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 11742-59

Featherock Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Featherock Inc.", 1. subdividing its 20,000 preferred shares of $10 each into 40,000 preferred shares of $5 each; 2. converting the said 40,000 preferred shares of $5 each into 40,000 common shares of $5 each; 3. changing the 40,000 common shares of $5 each into 40,000 common shares of no par value; 4. increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 140,000 common shares of no par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14817-61

Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée
Eugène Bélanger Hardware Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée", incorporated by letters patent of December 31, 1958, changing its name to "Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée — Eugène Bélanger Hardware Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690 14990-58

La Fonderie de L'Islet Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 septembre 1961, à la compagnie « La Fonderie de L'Islet Limitée », 1° subdivisant ses 990 actions ordinaires de $100 chacune en 99,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $99,000 à $899,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées, premier privilège, de $100 chacune et en 60,000 actions privilégiées, second privilège, de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14475-61

letters patent, dated the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Fonderie de L'Islet Limitée", 1. subdividing its 990 common shares of $100 each into 99,000 common shares of $1 each; 2. increasing its capital stock from $99,000 to $899,000, the additional share capital being divided into 2,000 preferred first shares, of $100 each and 60,000 preferred second shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14475-61

Hygrade Automotive Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961 à la compagnie « Hygrade Auto Parts Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes datées du 24e jour de décembre 1947, changeant son nom en celui de « Hygrade Automotive Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 7577-47

Hygrade Automotive Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hygrade Auto Parts Company Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of December, 1947, changing its name to that of "Hygrade Automotive Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 7577-47

Imprimerie Chomedey Inc. Chomedey Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1961, à la compagnie « Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11 avril 1961, changeant son nom en celui de « Imprimerie Chomedey Inc.— Chomedey Printing Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 11802-61

Imprimerie Chomedey Inc. Chomedey Printing Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 21st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc.", incorporated by letters patent of April 11, 1961, changing its name to "Imprimerie Chomedey Inc.— Chomedey Printing Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 11802-61

Les Industries Boisvert Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Les Industries de Béton Boisvert Ltée », constituée par lettres patentes du 29 juillet 1955, 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant son nom en celui de « Les Industries Boisvert Ltée »; 3° augmentant son capital de $40,000, à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 12098-55

Les Industries Boisvert Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Industries de Béton Boisvert Ltée", incorporated by letters patent of July 29th, 1955, 1. extending its powers; 2. changing its name to "Les Industries Boisvert Ltée"; 3. increasing its capital from $40,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 400 common shares of $100 each and into 1,200 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 12098-55

Investors Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Giant Finance Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour d'août 1959, changeant son nom en celui de « Investors Mortgage Corporation ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 13402-59

Investors Mortgage Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Giant Finance Corporation", incorporated by letters patent dated the 17th day of August, 1959, changing its name to that of "Investors Mortgage Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13402-59

Kern's Fur Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1961, à la compagnie « Cie des Pelleteries et Fourrures Ltée », constituée par lettres patentes en date du 30 décembre 1958, changeant son nom en celui de « Kern's Fur Manufacturing Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14968-58

Kern's Fur Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 31st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cie des Pelleteries et Fourrures Ltée", incorporated by letters patent of December 30, 1958, changing its name to "Kern's Fur Manufacturing Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14968-58

La Salle Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour d'août 1961, à la compagnie « Martin Trucking Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « La Salle Transport Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 15396-59

La Salle Transport Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Martin Trucking Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of September, 1959, changing its name to that of "La Salle Transport Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 15396-59

Lesage, Proteau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de septembre 1961, à la compagnie « Lesage, Proteau Ltée », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit, le capital-actions additionnel étant divisé en 175,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 7564-50

Lesage, Proteau Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lesage, Proteau Ltée", 1. reducing its capital stock, the cancelled share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital stock thus reduced, the additional share capital being divided into 175,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 7564-50

Loomweave Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Loomweave Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour de mars 1939, changeant son nom en celui de « Loomweave Corporation ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 23e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 7061-48

October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société Textile (Franco-Canadian) Française Canadienne Limitée", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1939, changing its name to that of "Loomweave Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Assiociate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 7061-48

Marbel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Marbel Construction Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 23e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 11590-59

Marbel Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marbel Construction Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 11590-59

Nash Engineering Supplies Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961 à la compagnie « Frontenac Tools & Drilling Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 16e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Nash Engineering Supplies Co. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 11538-59

Nash Engineering Supplies Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Frontenac Tools & Drilling Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of March, 1959, changing its name to that of "Nash Engineering Supplies Co. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 11538-59

National Gift and Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961, à la compagnie « East End Hardware Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour ce novembre 1947, changeant son nom en celui de « National Gift and Hardware Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29 jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 6504-47

National Gift and Hardware Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "East End Hardware Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of November, 1947, changing its name to that of "National Gift and Hardware Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 6504-47

Old Oak Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961 à la compagnie « J. Berdov Construction Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 29e jour de décembre 1960, changeant son nom en celui de « Old Oak Construction Co. Ltd. ».

Old Oak Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. Berdov Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1960, changing its name to that of "Old Oak Construction Co. Ltd.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 10028-61

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 10028-61

Osisko Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de novembre 1961, à la compagnie « Osisko Holdings Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14396-58

Osisko Holdings Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 15th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Osisko Holdings Ltd." extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 14396-58

Periklis Greek Social Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de novembre 1961, à la compagnie « Astoria Greek Social Association », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de juin 1958, changeant son nom en celui de « Periklis Greek Social Association ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 10608-58

Periklis Greek Social Association

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Astoria Greek Social Association", incorporated by letters patent dated the 5th day of June, 1958, changing its name to that of "Periklis Greek Social Association".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 10608-58

Pointe Claire Lions Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Lakeshore West Lions Club Incorporated », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des lettres patentes en date du 19e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Pointe Claire Lions Club Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 14840-58

Pointe Claire Lions Club Inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lakeshore West Lions Club Incorporated", incorporated under Part III of the said Act by letters patent dated the 19th day of March, 1959, changing its name to that of "Pointe Claire Lions Club Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14840-58

Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. Société d'Aide aux Refugiés (Bord du Lac Montréal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de novembre 1961, à « Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. — Société d'Aide aux Refugiés (Bord du Lac Montréal) Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 9e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 11811-60

Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. Société d'Aide aux Refugiés (Bord du Lac Montréal) Inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. — Société d'Aide aux Refugiés (Bord du Lac Montréal) Inc.", modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 11811-60

Rosemount Industries Limited
Les Industries Rosemont Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 septembre 1961, à la compagnie « Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée », 1° convertissant 1,000 de ses 8,000 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 10224-60

Rosemount Industries Limited
Les Industries Rosemont Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée", 1. converting 1,000 of its 8,000 common shares of $100 each into 1,000 preferred shares of $100 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 10224-60

Seven-Up Trois-Rivières Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 septembre 1961, à la compagnie « Les Breuvages Frisco Limitée », constituée par lettres patentes en date du 14 avril 1945, changeant son nom en celui de « Seven-Up Trois-Rivières Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 13601-61

Seven-Up Trois-Rivières Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 13th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Breuvages Frisco Limitée", incorporated by letters patent dated April 14, 1945, changing its name into that of "Seven-Up Trois-Rivières Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690 13601-61

Simgar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de novembre 1961, à la compagnie « Simgar Limited », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690 13299-61

Simgar Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Simgar Limited", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 100 class "A" preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690-o 13299-61

Sonny Tire and Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'octobre 1961, à « Sonny Tire and Supply Co. Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

59690 10526-57

Sonny Tire and Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sonny Tire and Supply Co. Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 10526-57

Spinner-Rosenfield Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Spinner-Rosenfield Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de novembre 1961, à la compagnie « Housecoats Limited », constituée en corporation par lettres patentes datées du 4e jour de septembre 1945, changeant son nom en celui de « Spinner-Rosenfield Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690 7333-45

letters patent, bearing date the 6th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Housecoats Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of September, 1945, changing its name to that of "Spinner-Rosenfield Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690-o 7333-45

Station de Service Trudel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1961, à la compagnie « Esso Service Trudel, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 décembre 1960, changeant son nom en celui de « Station de Service Trudel, Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 15350-60

Station de Service Trudel, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 31st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Esso Service Trudel, Inc.", incorporated by letters patent dated December 6, 1960, changing its name into that of "Station de Service Trudel, Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 15350-60

E. T. Tank Lines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1961, à la compagnie « W. H. Adam, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 avril 1949, changeant son nom en celui de « E. T. Tank Lines Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 4010-49

E. T. Tank Lines Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 31st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "W. H. Adam, Inc.", incorporated by letters patent of April 21, 1949, changing its name to "E. T. Tank Lines Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 4010-49

Thibeault & Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 novembre 1961, à la compagnie « Thibeault, Poulin & Associés Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24 mai 1961, changeant son nom en celui de « Thibeault & Associés Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 12584-61

Thibeault & Associés Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 8th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Thibeault, Poulin & Associés Inc.", incorporated by letters patent dated May 24, 1961, changing its name into that of "Thibeault & Associés Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 12584-61

Trans-American Chemicals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'octobre 1961, à la

Trans-American Chemicals Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Trans-

compagnie « Trans-American Chemicals Limited », augmentant son capital de $15,000,000 à $30,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 10491-61

American Chemicals Limited", increasing its capital from $15,000,000 to $30,000,000 the additional capital stock being divided into 15,000,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 10491-61

United Binding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Crest Textile Converters Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour d'octobre 1960, changeant son nom en celui de « United Binding Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

59690 14381-60

United Binding Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Crest Textile Converters Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of October, 1960, changing its name to that of "United Binding Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

59690-o 14381-60

Veillet & Cie Ltée
Veillet & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour d'octobre 1961, à la compagnie « Veillet, Langlois, Courtemanche Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4 août 1959, 1° changeant son nom en celui de « Veillet & Cie Ltée — Veillet & Co. Ltd. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait au transfert des actions.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

59690-o 14542-59

Veillet & Cie Ltée
Veillet & Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, dated the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Veillet, Langlois, Courtemanche Inc.", incorporated by letters patent dated August 4, 1959, 1. changing its name into that of "Veillet & Cie Ltée — Veillet & Co. Ltd."; 2. amending the provisions of its letters patent in that which concerns the transfer of shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

59690 14542-59

Demandes à la Législature

Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

Avis est par les présentes, donné que la « Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal » s'adressera à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi la constituant en corporation sous le nom de Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, avec les pouvoirs des corporations ordinaires et spécialement les suivants: hypothéquer ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, émettre des obligations, établir, acquerir, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieuses, juniorats, noviciats, scolasticats; chapelles, salles publiques, lieux de retraite, secrétariats sociaux, services sociaux, foyers, maisons de repos, centres récréatifs, colonies de

Applications to Legislature

Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

Notice is hereby given that la "Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal" will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act constituting it into a corporation under the name of Congrégation of our Lady of Good Counsel of Montreal, with the powers of ordinary corporations and especially with the following powers; to hypothecate its moveables and immoveables, present and future, issue bonds and debentures, establish, acquire, maintain, administer and manage religious residences, novitiates, scholasticates, chapels, public wards, retreat houses, social secretariats, social services, residences, rest homes, recreational centers, summer camps, libraries,

vacances, bibliothèques, patronages, cercles d'études, terrains de jeux, maternelles, jardins d'enfants, instituts familiaux, écoles d'arts familiaux, écoles d'auxiliaires sociaux; maisons ou œuvres d'éducation, d'enseignement, de bien-être social sous toutes ses formes; hôpitaux; et autres œuvres de même nature; conclure des arrangements avec toute autorité publique, accepter des donations, habiliter les corporations à faire des donations, faire des ententes avec ses membres, incorporer ses maisons, faire des règlements pour sa régie interne, la nomination de ses officiers, etc., avec certains autres pouvoirs nécessaires à une corporation religieuse, et pour tous autres pouvoirs, avec un conseil d'administration constitué tel que déterminé par ses règlements; validant certains actes posés par l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal; déclarant éteinte cette corporation; transportant les biens et obligations de cette dernière corporation à la nouvelle corporation.

Montréal, le 27 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
59525-48-4-o MONETTE, FILION ET LABELLE.

patronages, study groups, playgrounds, nurseries, kindergartens, family institutes, family art schools, social aids schools, educational or teaching houses or works, social welfare of all kinds, and all works of a similar nature; make arrangements with any public authorities, accept any gift, qualify corporations to make donations, make arrangements with its members, incorporate its houses, adopt regulations for its internal management, the nomination of its officers, etc., with other powers necessary for a religious corporation, and for any other powers; with a council of administration constituted as determined by its by-laws; validating certain acts of l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal; declaring dissolved the said corporation; transferring the property and the obligations of the latter to the new corporation.

Montreal, November 27, 1961.

MONETTE, FILION AND LABELLE,
59525-48-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Société d'Agriculture, Division « A », du Comté de Pontiac, Shawville

Avis public est, par les présentes, donné que la « Société d'Agriculture, Division« A », du Comté de Pontiac, Shawville », Province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi augmentant le montant des emprunts que la Société est autorisée à contracter suivant les dispositions de l'article 7 de la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 117) de $7,000 à 75,000.

Québec, P.Q., le 28 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
(Signé) GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
59509-48-4-o BROWN & LARUE.

County of Pontiac Agricultural Society, Division "A", Shawville

Public notice is hereby given that the "County of Pontiac Agricultural Society, Division "A", Shawville", in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act increasing the amount of the loans this Society is authorized to contract under Section 7 of the Agricultural Societies Act, (Revised Statutes, 1941, Chapter 117) from $7,000 to $75,000.

Quebec, P.Q., November 28, 1961.

(Signed) GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
59509-48-4-o *Attorneys for Petitioner.*

École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Avis est par les présentes donné que Dame Alice Pouliot, en religion Révérende Mère Saint-Romuald, demeurant en la cité de Sherbrooke, supérieure provinciale de la Province du Canada de la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de l'« École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur », avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec pouvoirs spéciaux pour fins religieuses, éducationnelles et charitables et spécialement avec le pouvoir d'acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles par modes légaux et à tous titres quelconques; avec pouvoir d'accepter des octrois et des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles. lesdites fondations étant soustraites à l'application des articles 776, 787 et 806 du Code civil; avec pouvoir de faire des règlements pour son gouvernement; son siège social devant être dans la cité de Sherbrooke, mais avec pouvoir d'en changer l'endroit.

Sherbrooke, ce 21 novembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionaire,
LEBLANC, DELORME, BARNARD,
59510-48-4-o LEBLANC & FRÉCHETTE.

École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Notice is hereby given that Dame Alice Pouliot, in religion Reverend Mother Saint-Romuald, residing in the city of Sherbrooke, Provincial Superior for the Province of Canada of La Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Coeur-de-Jésus, will apply to the Quebec Legislature at its coming session, for the passing of an Act incorporating l'"École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur", with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers of religious, educational and charitable purposes and specially with the power to acquire, possess, administer and alienate any movable and immovable property by all legal methods and under any titles whatsoever; with the power to accept grants and endowments for religious, charitable or educational purposes, said endowments to be exempt from the application of sections 776, 787 and 806 of the Civil Code; with the power to make by-laws for its government; the head-office of the corporation shall be in the city of Sherbrooke, but with power to change its location within the Province of Quebec.

Sherbrooke, November 21, 1961.

LEBLANC, DELORME, BARNARD,
LEBLANC & FRÉCHETTE,
59510-48-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Les Frères du Sacré-Coeur

Avis est donné que « Les Frères du Sacré-Coeur », dont le siège social est à Arthabaska, Province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs.

Arthabaska, ce 23 novembre 1961.

Pour le requérant,
Me NICOLAS LAROCHELLE,
59511-48-4-o *Notaire.*

Les Frères du Sacré-Coeur

Notice is given that "Les Frères du Sacré-Coeur" whose head office is at Arthabaska, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain an act extending and converting its corporate powers.

Arthabaska, November 23, 1961.

Me NICOLAS LAROCHELLE,
Notary,
59511-48-4 *for the Petitioner.*

Cité de Saint-Laurent

Avis est par les présentes donné, que la « Cité de Saint-Laurent », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Annexion de la municipalité de Notre-Dame de Liesse;

2° Annexion de partie des lots numéros 94, 95, 96, 97, 98 et 100 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent;

3° Amender l'article 472 de la Loi des Cités et Villes concernant les nuisances;

4° Amender les règlements numéros 320 et 335 concernant la répartition des améliorations locales exécutés sous l'autorité des requêtes numéros 148 et 179;

5° Amender les articles 605 et suivants de la Loi des Cités et Villes concernant les terrains homologués et expropriés pour fins d'utilités publiques;

6° Amender l'article 526 de la Loi des Cités et Villes concernant le taux des permis aux personnes qui ne résident pas dans la cité de Saint-Laurent;

7° Obtenir la possession des lots numéros 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38, de la subdivision du lot originaire numéro 479 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, présentement utilisés comme rue;

8° Amender l'article 520 de la Loi des Cités et Villes concernant les biens non imposables;

9° Et pour toute autre fin;

Saint-Laurent, ce 15 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
59513-48-4-o SAVARD & ROULEAU.

City of Saint-Laurent

Notice is hereby given that the "City of Saint-Laurent", in the county of Jacques Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present or next session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To annex the municipality of Notre-Dame the Liesse;

2. To annex part of lots numbers 94, 95, 96, 97, 98 and 100 on official cadastre of the parish of Saint-Laurent;

3. To amend section 472 of the Cities and Towns Act concerning nuisances;

4. To amend its by-laws numbers 320 and 335 concerning the assessment for local improvements executed under the authority of petitions numbers 148 and 179;

5. To amend section 605 and following of the Cities and Towns Act concerning property homologated and expropriated for public purposes;

6. To amend section 526 of the Cities and Towns Act concerning the rate of permits issued to person who do not reside within the limits of the city of Saint-Laurent;

7. To obtain possession of lots numbers 32, 33, 34, 35, 36, 37 and 38 of original lot number 479 on official cadastre of the parish of Saint-Laurent actually utilized as streets;

8. To amend section 520 of Cities and Towns Act concerning property not taxable;

9. And for other purposes;

Saint-Laurent, November 15, 1961.

SAVARD & ROULEAU,
59513-48-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Commission scolaire de la cité de Thetford-Mines

Avis public est par la présente donné par les Commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines, dans le comté de Mégantic, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi concernant: « le paiement d'une pension annuelle à toute personne qui prendra sa retraite après trente années à la fonction de secrétaire-trésorier, en amendant l'article 3, de la Loi 7-8, Élizabeth II, chapitre 170; la destitution du secrétaire-trésorier, du régisseur en chef, du directeur des études; l'exemption de taxe ou de tout impôt provincial affectant le prix de vente, ou d'achat de biens mobiliers pour les Commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines; l'évaluation foncière de toute personne candidate au titre de Commissaire d'écoles; l'imposition d'une taxe scolaire aux locataires. »

Thetford Mines, ce 23 novembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59514-48-4-o ALBERT GOBEIL.

School commission for the city of Thetford-Mines

Public notice is hereby given that the School Commissionners for the city of Tehtford Mines, in the county of Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act for the following purposes: "the payment of an annual pension to whatever person who should retire after thirty years services as secretary-treasurer by amending section 3 of 7-8 Elizabeth II, chapter 170; the discharge of the secretary-treasurer, the superintendant and the director of studies; the exemption of any provincial tax affecting the sale or purchase price of any moveable effects, in favor of the School Commissioner for the city of Thetford-Mines as such; the real property valuation of any candidate to the post of school commissioner; the levy of a tenant school tax."

Thetford Mines, November 23, 1961.

ALBERT GOBEIL,
59514-48-4-o *Attorney for the petitionner.*

Young Israel of Chomedey

Avis public est donné que messieurs Maurice J. Boxer, avocat, Abraham Saul Kirmayer, gérant, Marvin David Shiller, comptable agréé, Norman Shulman, manufacturier, et autres, tous de la cité de Chomedey, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un règlement les constituant, ainsi que d'autres qui sont présentement membres, ou qui le seront dorénavant, en corporation ecclésiastique, sous le nom de « Young Israel of Chomedey », ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Chomedey, avec le droit et le pouvoir d'acquérir, posséder et être propriétaires de biens meubles et immeubles pour une Synagogue, résidence du Rabbin, salle de réunions, maison d'école, cimetière ou terrain d'inhumation ou pour toutes autres fins de la corporation; tenir des registres contenant les actes d'état civil; nommer, de temps en temps, un Rabbin ou ministre officiant et le remplacer s'il y a lieu, ledit Rabbin ou ministre officiant ayant le pouvoir et l'autorité de garder des registres pour actes d'état civil et exercer, dans ce cas, tous autres pouvoirs concernant les ministres d'une corporation ecclésiastique; prendre la charge de l'actif et des responsabilités de « Young Israel of Chomedey » qui fut constituée en corporation et organisée ultérieurement en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec; et avoir tous autres droits et pouvoirs généralement attribués à de telles corporations et exécutés par elles.

Chomedey, 21 novembre 1961.

Le Procureur des requérants,
MAURICE J. BOXER.

132 ouest, rue St-Jacques,
Chambre 618, Montréal 1. 59515-48-4

Young Israel of Chomedey

Public notice is hereby given that Messrs. Maurice J. Boxer, advocate, Abraham Saul Kirmayer, manager, Marvin David Shiller, chartered accountant, Norman Shulman, manufacturer, and others, all of the city of Chomedey, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the passign of an Act incorporating them, and such others who are now, or who may hereafter become members thereof, into an ecclesiastical corporation, under the name of "Young Israel of Chomedey", with its principal place of affairs in the city of Chomedey, with the right and power to acquire, possess and own moveable property, and immoveable property for a Synagogue, residence for the Rabbi, community hall, school house, cemetery or burial ground and for other purposes of the corporation; to keep registers for acts of civil status; to appoint, from time to time, a Rabbi or officiating minister and replace him when necessary, the said Rabbi or officiating minister to have the power and authority to keep registers for acts of civil status and exercise, in relation thereto, all other powers appertaining to ministers of ecclesiastical corporations; to take over the assets and liabilities of "Young Israel of Chomedey" which was incorporated and further organized in virtue of Part III of the Quebec Companies' Act; and to have all other rights and powers as are generally possessed and performed by such corporations.

Chomedey, November 21, 1961.

MAURICE J. BOXER,
Attorney for the Petitioners.

132 St. James Street West,
Suite 618, Montreal 1. 59515-48-4-o

Succession J. Alexandre Viau

Avis public est par les présentes donné que Alice Lamarre, de la cité d'Outremont, district de Montréal, veuve non remariée de Joseph Alexandre Viau, de son vivant médecin vétérinaire et commerçant de Saint-Rémi, district de Saint-Jean, Suzanne Viau, épouse de Roger Desjardins, chimiste, et Marguerite Viau, fille majeure, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour en obtenir une loi les autorisant elles-mêmes et toutes personnes qui pourront ultérieurement exercer la charge d'exécutrices testamentaires et fiduciaires en vertu du testament de Joseph Alexandre Viau, à nommer par acte notarié à la place d'une compagnie de fiducie un exécuteur testamentaire et fiduciaire qui sera un notaire exerçant sa profession dans la cité de Montréal et dont les pouvoirs seront identiques aux pouvoirs déjà reconnus à la société de fiducie par le testament du 21 mars 1957 de feu Joseph Alexandre Viau.

Montréal, le 27 novembre 1961.

Les Procureurs des requérants,
DUSSAULT, MARTEL, PRÉVOST
59524-48-4-o & MARANDA.

Estate J. Alexandre Viau

Public notice is hereby given that Alice Lamarre of the city of Outremont, district of Montreal, widow of Joseph Alexandre Viau, in his life time, veterinary surgeon and trader, of St-Rémi, district of St-Jean, Suzanne Viau, wife of Roger Desjardins, chemist, and Marguerite Viau, spinster of age, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain from the said Legislature, a law enabling themselves and any persons, who may in the future, exercise in their stead, the charge of testamentary executors and fiduciairies by the will of the late Joseph Alexandre Viau, to appoint by notarial deed as testamentary executor, in lieu of a trust company, a notary practising his profession in the city of Montreal and whose powers will be identical to those already conferred to the trust company by the Will, dated March the 21t, 1957, of the late Joseph Alexandre Viau.

Montreal, November 27, 1961.

DUSSAULT, MARTEL, PRÉVOST
& MARANDA,
59524-48-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec

Avis public est par les présentes donné que la « Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la Loi des opticiens

Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec

Public notice is hereby given that the "Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Dispensing Opticians Act, R.S., 1941, c. 275, as amended

d'ordonnances, S.R.Q. 1941, c. 275, amendée par les lois 2-3 Elizabeth II, c. 62 et 3-4 Elizabeth II, c. 44, à l'égard: de ses dispositions déclaratoires et interprétatives; de l'administration de la Corporation; de l'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances; du bureau de discipline de la Corporation; des dispositions générales de ladite Loi des opticiens d'ordonnances.

Montréal, le 4 décembre 1961.

Le Procureur de la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec,

59581-49-4-o MARCEL CRÊTE.

by the Acts 2-3 Elizabeth II, c. 62 and 3-4 Elizabeth II, c. 44, concerning: Its declaratory and interpretative provision; the administration of the Corporation; the exercice of the profession of dispensing optician; the disciplinary board; the general provisions of the said Dispensing Opticians Act.

Montreal, December 4, 1961.

MARCEL CRÊTE,
Attorney for the Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec.

59581-49-4-o

La Corporation des Chimistes Professionnels du Québec

Avis est par les présentes donné que l'Association des Chimistes Professionnels de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi constituant « La Corporation des Chimistes Professionnels du Québec », aux fins de définir l'exercice de la chimie professionnelle, les qualifications requises pour l'admission des membres, de prohiber l'exercise de la chimie professionnelle par d'autres que les membres de la corporation à la condition que dans tout établissement industriel, seul le chimiste professionnel de grade supérieur doit être membre, de pouvoir aux pénalités pour l'exercise illégal, d'exclure la corporation et ses membres de l'application de la Loi des Relations Ouvrières, d'abroger la Loi des Chimistes Professionnels et de transferer à la corporation les droits, obligations et biens de l'Association des Chimistes Professionnels de Québec.

Montréal, le 4 décembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,

59582-49-4-o CARON, MCKAY & TRÉPANIER.

The Corporation of Professional Chemists of Quebec

Notice is hereby given that the Association of Professional Chemists of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to constitute "The Corporation of Professional Chemists of Quebec", to define the practice of professional chemistry and the requirements for admission to membership, to prohibit the practice of professional chemistry by other than members of the corporation provided that it shall be mandatory only for the senior professional chemist in any industrial establishment to be a member and to provide penalties for illegal practice, to exclude the corporation and its members from the application of the Labour Relations Act, to repeal the Chemical Profession Act and to transfer to the corporation the rights, obligations and property of the Association of Professional Chemists of Quebec.

Montreal, December 4, 1961.

CARON, MCKAY & TRÉPANIER,
Attorneys for Petitioner.

59582-49-4-o

The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec

Avis public est donné que MM. Paul O. Cordeau, Clint Beck, Hayward Murray, George Carter, Guy Moreau, Robert S. Adessky, Gordon McGibbon, tous du district de Montréal, et Arthur Traverse du district de Québec, et Robert Eder du district de Rouyn, tous entrepreneurs en travaux de refrigération et de climatisation et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation et tels autres qui sont présentement ou qui peuvent ultérieurement devenir membres d'icelle en une corporation d'entrepreneurs en travaux de refrigération et de climatisation sous le nom de « The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec », ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, dans le but d'aider et de former les entrepreneurs en travaux de refrigération et de climatisation à se conformer aux exigences des lois existantes et du public en général; entretenir à son plus haut niveau les standards de l'industrie de la refrigération et de la climatisation; protéger les droits et le point de vue industriels des entrepreneurs en travaux de refrigération et de climatisation de la province, pourvoir la population du Québec de gens compétents et consciencieux, expérimentés dans l'industrie de la refrigération et de la climatisation; agir comme représentants aux fins de négocier et signer une convention collective de travail avec leurs employés; accorder des permis de refrigération et de clima-

The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec

Public notice is hereby given that Messrs Paul O. Cordeau, Clint Beck, Hayward Murray, George Carter, Guy Moreau, Robert S. Adessky, Gordon McGibbon, all of the district of Montreal, and Arthur Travers of the District of Quebec and Robert Eder of the district of Rouyn, all refrigeration and air conditioning contractors and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming session, for the passing of an Act incorporating them and such others who are now or who may hereafter become members thereof into a corporation of refrigeration and air conditioning contractors under the name of "The Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec" with its principal place of affairs in the city of Quebec, with a view to help and train refrigeration and air conditioning contractors to conform with the requirements of existing laws and of the public in general; maintain at the highest level standards of the refrigeration and air conditioning industry; protect the rights and vocational principals of the refrigeration and air conditioning contractors of the Province; provide the population of Quebec with competent and conscientious people experienced in the refrigeration and air conditioning industry; act as representatives for the purpose of negotiating and signing a collective labour agreement with their employees; licence refrigeration and air conditioning contractors in the Province; divide the Province into sections; obtain the right and power to acquire, possess

tisation aux entrepreneurs, dans la province; partager la province en sections; obtenir le droit et le pouvoir d'acquérir, posséder et détenir des propriétés mobilières et immobilières et d'avoir tous autres droits et pouvoirs qui sont généralement possédés et représentés par de telles corporations.

Montréal, 1er décembre 1961.

Les Procureurs des requérants,
ADESSKY & KINGSTONE.

1255 rue Université,
Suite 1606, Montréal. 59583-49-4

Hôpital Laval

Avis est par les présentes donné que l'« Hôpital Laval », corporation constituée par l'acte 14-15 George VI chapitre 127, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une Loi amendant sa charte en vue d'augmenter et de préciser ses pouvoirs, d'étendre ses fins et ses buts et de lui permettre d'établir un hôpital général avec tous les services nécessaires.

Québec, le 28 novembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59584-49-4-o (S) JEAN TURGEON, C.R.

The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethtren Church of North America

Prenez avis que « The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America », congrégations de dénomination Protestantes, feront application à la présente ou à la prochaine session de la Législature de Québec, à l'effet d'obtenir le droit de faire les actes de l'état civil et de tenir les registres de l'état civil.

Le projet de loi qui sera présenté comprendra les privilèges et les obligations d'usage qui sont accordés et requis de telles organisations religieuses.

Montréal, P. Q., 4 décembre 1961.

Les Procureurs des requérants,
CERINI & JAMIESON.

132 ouest, rue St-Jacques,
Montréal 1, P. Q. 59585-49-4-o

Paroisse de St-Michel Archange

Avis est par les présentes donné que la corporation Les Sœurs de la Charité de Québec, constituée par l'acte 16 Victoria, chapitre 264, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi lui donnant le pouvoir d'édicter des règlements pour le maintien de l'ordre et de la paix dans les limites de la « paroisse de St-Michel Archange », de règlementer la circulation et le stationnement des véhicules, de former un corps de police et d'imposer des sanctions aux contrevenants.

Québec, le 28 novembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59586-49-4-o (S) JEAN TURGEON, C.R.

Les Soeurs de la Charité de Québec

Avis est par les présentes donné que la corporation « Les Sœurs de la Charité de Québec », constituée par l'acte 16 Victoria, chapitre 264, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander

and own moveable and immoveable property, and to have all other rights and powers as are generally possessed and performed by such corporations.

Montreal, December 1, 1961.

ADESSKY & KINGSTONE,
Attorneys for the Petitioners.

1255 University Street,
Suite 1606, Montreal. 59583-49-4-o

Hôpital Laval

Notice is hereby given that "Hôpital Laval", body incorporated by Act 14-15 George VI, chapter 127, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next session, to request the adoption of an Act amending its charter in order in increase and define its powers, extend its ends and its goals and to permit it to establish a general hospital with all the necessary services.

Quebec, November 28, 1961.

(S) JEAN TURGEON, Q.C.,
59584-49-4 *Attorney for the Petitioner.*

The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethtren Church of North America

Take notice that "The Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America", Protestant denominations, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their present or next session for an Act granting them the right to perform acts of civil status and to keep registers of such acts.

The bill to be presented will contain the usual privileges granted to, and the usual obligations required of such religious organizations.

Montreal, P. Q., December 4, 1961.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for the Applicants.

132 St. James St. West,
Montreal 1, P. Q. 59585-49-4-o

Parish of St-Michel Archange

Notice is hereby given that the corporation of "Les Sœurs de la Charité de Québec", incorporated by the Act 16 Victoria, chapter 264, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the adoption of an act giving it the power to edict the by-laws for the maintenance of order and peace within the limits of the "parish of St-Michel Archange", to regulate traffic and the parking of vehicles, to form a police corps and to impose sanctions on transgressors.

Quebec, November 28, 1961.

(S) JEAN TURGEON, Q.C.,
59586-49-4 *Attorney for the Petitioner.*

Les Soeurs de la Charité de Québec

Notice is hereby given that the corporation "Les Sœurs de la Charité de Québec", incorporated by Act 16 Victoria, chapter 264, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next session in order to request

l'adoption d'une loi amendant sa charte en vue d'augmenter et de préciser ses pouvoirs, de permettre la constitution en corporation de tout couvent, hôpital, maison ou œuvre lui appartenant et de rendre moins formalistes les donations en sa faveur.

Québec, le 28 novembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,

59587-49-4-o (S) JEAN TURGEON, C.R.

Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie

Avis public est par les présentes donné que Dame Maria Perrault, en religion Mère Ste-Agathe, de la congrégation religieuse « Les Servantes du Saint-Coeur de Marie », Supérieure Générale de cette congrégation, domiciliée dans la ville de Beauport, comté de Montmorency, Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation religieuse sous le nom de « Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie », avec pouvoir de succéder à toutes fins que de droit à l'« Institut des Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie », et aussi le pouvoir de posséder, administrer et tenir des maisons d'éducation et d'enseignement, des établissements pour fins d'oeuvres de bienfaisance et de charité et enfin, tous les pouvoirs généralement accordés par la Législature de la Province de Québec à des corporations de ce genre, pour leur permettre d'atteindre leurs fins.

Québec, le 23 novembre 1961.

Les Avocats de la pétitionnaire,

59588-49-4-o LE BEL, LETARTE & BILODEAU.

Succession Elzéar et Charles-J. Baillargeon

Avis est par les présentes donné que les représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles-J. Baillargeon, tous deux en leur vivant de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la Loi spéciale 8-9 Elizabeth II, chapitre 201, en vue de corriger certaines erreurs cléricales dans les descriptions d'immeubles, droits de surface et droits miniers y contenues et certaines erreurs de traduction et pour autres fins.

Québec, le 23 novembre, 1961.

Le Procureur des pétitionnaires,

59589-49-4-o (S) JEAN TURGEON, C.R.

Les Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que « Les Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal » (communément appelées Soeurs de l'Hôtel-Dieu), s'adresseront à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de changer de nom, d'augmenter et de modifier certains pouvoirs et certains droits, leur donnant le pouvoir d'incorporer des maisons, et pour tous autres pouvoirs; pour valider certains actes de: Les religieuses soeurs hospitalières de St-Joseph de l'hôtel-Dieu d'Arthabaskaville; Les religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme; Hôpital Hôtel-Dieu de Hauterive; Ermitage Saint-Joseph; et les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph, de l'Hôtel-Dieu de Sorel et se faire transporter leurs biens et obligations.

Montréal, le 4 décembre 1961.

Les Procureurs des requérantes,

59595-49-4-o MONETTE, FILION & LABELLE.

the adoption of an act amending its charter for the purpose of increasing and defining its powers, to permit the incorporation of all convents, hospitals, homes or works belonging to it, and to render less formal the donations in its favour.

Quebec, November 28, 1961.

(S) JEAN TURGEON, Q.C.,

59587-49-4 *Attorney for the Petitioner.*

Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie

Notice is hereby given that Miss Maria Perrault, Sister St. Agathe by her religious name, a member of the religious congregation "Les Servantes du Saint-Coeur de Marie", Superior General of the said Congregation, domiciled in the town of Beauport, county of Montmorency, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act constituting a religious corporation under the name of "Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie", having the power to succeed, in every respect, to l'"Institut des Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie" and also the powers to hold, administer and manage houses of education and teaching establishments, establishments for the purpose of welfare and charity, and also the powers, generally granted to such corporations by the Legislature of the Province of Quebec and which are necessary to the pursuit of their objects.

Quebec, November 23, 1961.

LE BEL, LETARTE & BILODEAU,

59588-49-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Estate Elzéar and Charles-J. Baillargeon

Notice is hereby given that the legal representatives of the late Elzéar Baillargeon and the late Charles-J. Baillargeon, both in their lifetime of the City of Quebec, shall petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the adoption of an act amending the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 201, for the purpose of correcting certain clerical erros in the descriptions therein contained of the immoveables, surface rights and mining rights which are the object of the said act, as well as certain errors of translation and for other purposes.

Quebec, November 23, 1961.

(S) JEAN TURGEON, Q.C.,

59589-49-4-0 *Attorney for the Petitioners.*

Les Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal

Notice is hereby given that "Les Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal" (commonly called the Sisters of the Hôtel-Dieu), will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act allowing them to change their name, to augment and to modify certain powers and certain rights, to give them the right to incorporate houses, and for any other powers; to validate certain acts of: Les religieuses soeurs hospitalières de St-Joseph de l'hôtel-Dieu d'Arthabaskaville; Les religieuses soeurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme; Hôpital Hôtel-Dieu de Hauterive; Ermitage Saint-Joseph; and Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph, de l'Hôtel-Dieu de Sorel, and to be authorized to receive the transfer of their properties and obligations.

Montreal, December 4, 1961.

MONETTE, FILION & LABELLE,

59595-49-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Cité d'Arvida

Avis public est par les présentes donné que la « Cité d'Arvida » s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi en vue de modifier la charte de la cité (16 George V, chapitre 78) et amendements:

a) Pour diviser le territoire en cinq quartiers;

b) Pourvoir à un mode d'élection approprié du maire et d'un échevin par quartier pour trois ans à partir du premier lundi juridique de novembre 1964;

c) Abroger certaines dispositions ou revenir à la loi générale;

d) Permettre le dépôt de deniers de la cité dans les caisses populaires;

e) Restreindre certains pouvoirs accordés au gérant et clarifier certains pouvoirs de l'assistant-gérant;

f) Déterminer et élargir le cens d'éligibilité;

g) Obtenir le pouvoir de faire des règlements:
i) concernant le couvre-feu;
ii) l'imposition d'une carte d'identité;
iii) l'accumulation d'un fonds de réserve;
iv) emprunter une somme de cent cinquante mille dollars ($150,000.00) pour cinq ans aux fins de faire et préparer un rôle scientifique d'évaluation municipale;

h) Accorder une pension aux membres du conseil ayant été en fonction 15 ans et plus;

i) Obtenir tous pouvoirs contingents nécessaires et dans l'intérêt public.

Arvida, 6 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59658-50-4-o T. McNICOLL.

City of Arvida

Public notice is hereby given that the "City of Arvida" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act in view of amending the city charter (16 George V, chapter 78) and amendments:

a) To devide the territory into five wards;

b) To provide for an appropriate system for the election of the mayor and also of one alderman per ward for three years effective from the first juridical Monday of November 1964;

c) To abrogate obsolete provisions of the Charter and to revert to the general law;

d) To allow deposit of the moneys of the city in "caisses populaires";

e) To restrain powers granted to the manager and to clarify assistant-manager's powers;

f) To determine and extend qualification for the charge of mayor and aldermen;

g) To obtain powers to make by-laws:
i) concerning the curfew;
ii) to impose identification cards;
iii) to accumulate a reserve fund;
iv) to borrow a sum of $150,000.00 for five years for the purpose of making a scienfific municipal valuation roll;

h) To grant a pension to the members of the municipal council after 15 years or more in office;

i) To obtain necessary contingent powers in the public interest.

Arvida, December 6, 1961.

T. NcNICOLL,
59658-50-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Collège des Conseillers en Relations Industrielles

Avis est par les présentes donné que J. P. Deslierres, Jean-Yves Gosselin, R. Bisaillon, Léopold Lavoie, Bruno Julien, André Déom, André Thibodeau, Gérard Perron, Lionel Durocher et Jacques Ouellette, tous Conseillers en Relations Industrielles, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine ou présente session pour obtenir une loi constituant une corporation sous le nom de « Collège des Conseillers en Relations Industrielles » et réservant aux membres de cette corporation le titre de « Conseillers en Relations Industrielles. »

Montréal, ce 11 décembre 1961.

Les Procureurs des requérants,
59659-50-4-o LONG & AQUIN.

College of Industrial Relations Consultants

Notice is hereby given that J. P. Deslierres, Jean-Yves Gosselin, R. Bisaillon, Léopold Lavoie, Bruno Julien, André Déom, André Thibodeau, Gérard Perron, Lionel Durocher and Jacques Ouellette, all Industrial Relations Consultants, will apply to the Provincial Legislature at its present or next session, to obtain and act constituting a corporation under the name of "College of Industrial Relations Consultants" and reserving to the members of the Corporation the title of "Industrial Relations Consultants."

Montreal, December 11, 1961.

LONG & AQUIN,
59659-50-4-o *Attorneys for the Petitionners.*

La Commission des écoles catholiques de Québec

Avis est par les présentes donné que « La Commission des écoles catholiques de Québec », s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi refondant sa charte 32 Victoria, chapitre 16 et les divers statuts qui l'amendent et d'ajouter de nouvelles dispositions sur les matières suivantes;

a) refonte de la charte;

b) pour diviser les fonctions de secrétaire-trésorier et choisir un vice-président;

c) obtenir des pouvoirs concernant la détermination des écoles secondaires et recevoir des recommandations des parents;

d) déterminer des pouvoirs quant à l'engagement et le congédiement du personnel et la pension payable aux anciens employés;

e) et pour d'autres fins.

Québec, le 7 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59660-50-4-o GUY DES RIVIÈRES, C.R.

La Commission des écoles catholiques de Québec

Notice is hereby given that "La Commission des écoles catholiques de Québec", will apply to the Legislature of the Province at its next session to obtain the adoption of an act converting its charter 32 Victoria, chapter 16 and the various Statutes amending same and to add new provisions on the following matters:

a) conversion of the charter;

b) to divide the duties of the secretary-treasurer and to choose a vice-president;

c) to obtain powers concerning the determination of secondary schools and to receive recommendations from parents;

d) to determine the powers regarding the hiring and firing of the personnel and the pension payable to old employees.

e) and for other purposes.

Quebec, December 7, 1961.

GUY DES RIVIÈRES, Q.C.,
59660-50-4 *Attorney for the Petitioner.*

Corporation des Psychologues de la Province de Québec
Corporation of Psychologists of the Province of Quebec

Avis public est par les présentes donné que Gerald M. Mahoney, Georges Dufresne, A. Harold Goldsman, Rev. Père Julien Beausoleil, Abbé Roméo Miville, Roger E. Lapointe, Pierre Légaré, Paul L'Archevêque, Rolland Parent, Jean Turgeon, Suzanne Tremblay, Robert Langlois, J. A. Aurèle Gagnon, Edward C. Webster, Jean-Paul Vaillancourt, Arthur H. McFarlane, Joseph P. Zweig, Alfred Feintuch, Isaac Rebner, Nathan Greenberg, David Bélanger, Claude Lavallée, Rev. Père Noël Mailloux, Rev. Père Adrien Pinard, Guy Lavoie, Monique Laurendeau, Maurice Meunier, Lionel St. Pierre, Jeannine Guindon, Blossom T. Wigdor, Marie Ange Nichols, Roger Desormeaux, Rolland Poirier, Gilles Auclair, Richard Joly, Françoise Beauchemin, Jean-Marie Beauchemin, M. Sam Rabinovitch, Carmen Adjouri, Guy Fournier, Christine Germain, Juanitâ Chambers, Gaston Leblanc, Marcel Crépeau, Jean-Marc Chevrier, Jean-Paul Latour, J. Theo Fortier, Verity Ross, Guy Bourdeau, Pierre Boucher, Marcel Fréchette, Justin Ciale, Michel Trottier, Antonin Boisvert, Pierre Hogue, Rev. Père Conrad Cimon, Suzanne Jegard, Yves Marcotte, Pierre Michaud, Jean Gaudreau, Armand Gauthier, Henri R. Ouellet, Rev. Père Roch Duval, Jean-Charles Lessard, Jean-Marie Joly, Eddy Slater, Henri-Richard, tous psychologues de la Province de Québec s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation, ainsi que ceux qui pourront subséquemment devenir membres, sous le nom de la « Corporation des Psychologues de la Province de Québec — Corporation of Psychologists of the Province of Quebec », avec le droit et le pourvoir de régir et contrôler la profession des psychologues, instituer et maintenir les standards professionnels, fortifier et unifier la profession et promouvoir le bien-être de ses membres, publier des écrits et encourager ses membres à faire des études spécialisées; ester en justice, acquérir et posséder des biens meubles, acquérir et posséder des biens immobiliers dans la province jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars, administrer, vendre, louer, échanger ses biens ou en disposer de quelque autre façon et donner quittance, contracter des engagements ainsi qu'emprunter sur le crédit de la corporation, édicter les règlements qui lui paraissent utiles ou nécessaires à la régie interne, exiger de ses membres une contribution annuelle; restreindre à ses membres l'emploi du titre de « Psychologue » ou tout titre dans lequel les mots ou préfixes « psychologue », « psychologique », « psychologie » ou « psych- » sont employés seuls ou dans des mots composés (sauf dans le cas des termes « psychanalyse », « psychanalyste », « psychanalytique », « psychiatre », « psychiatrique », « psychiatrie », « psychothérapeute », « psychothérapie », « psychothérapeutique », lorsqu'ils sont employés pour identifier un membre de la profession médicale); rendre toutes personnes qui enfreindront cette provision (mises à part celles consacrant tout leur temps à une faculté universitaire) passible sur conviction sommaire d'une amende, faire tenir un registre des noms des membres et assumer l'actif et le passif de la Corporation des Psychologues de la province de Québec.

Montréal, le 6 décembre 1961.

Les Procureurs des pétitionnaires,
59661-50-4-o RAPPAPORT & WHELAN.

Corporation des Psychologues de la Province de Québec
Corporation of Psychologists of the Province of Quebec

Public notice is hereby given that Gerald M. Mahoney, Georges Dufresne, A. Harold Goldsman, Father Julien Beausoleil, Father Roméo Miville, Roger E. Lapointe, Pierre Légaré, Paul L'Archevêque, Rolland Parent, Jean Turgeon, Suannne Tremblay, Robert Langlois, J. A. Aurèle Gagnon, Edward C. Webster, Jean-Paul Vaillancourt, Arthur H. McFarlane, Joseph P. Sweig, Alfred Feintuch, Isaac Rebner, Nathan Greenberg, David Bélanger, Claude Lavallée, Father Noël Mailloux, Father Adrien Pinard, Guy Lavoie, Monique Laurendeau, Maurice Meunier, Lionel St. Pierre, Jeannine Guindon, Blossom T. Wigdor, Marie Ange Nichols, Roger Desormeaux, Rolland Poirier, Gilles Auclair, Richard Joly, Françoise Beauchemin, Jean-Marie Beauchemin, M. Sam Rabinovitch, Carmen Adjouri, Guy Fournier, Christine Germain, Juanita Chambers, Gaston Leblanc, Marcel Crépeau, Jean-Marc Chevrier, Jean-Paul Latour, J. Theo Fortier, Verity Ross, Guy Bourdeau, Pierre Boucher, Marcel Fréchette, Justin Ciale, Michel Trottier, Antonin Boisvert, Pierre Hogue, Father Conrad Cimon, Suzanne Jegard, Yves Marcotte, Pierre Michaud, Jean Gaudreau, Armand Gauthier, Henri R. Ouellet, Father Roch Duval, Jean-Charles Lessard, Jean-Marie Joly, Eddy Slater, Henri Richard, all psychologists of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such other persons as may hereafter become members a corporation under the name « Corporation des Psychologues de la Province de Québec — Corporation of Psychologists of the Province of Quebec ", with the right and power to regulate and control the profession of psychologist, to establish and maintain professional standards, to strengthen and unify the profession and promote the well-being of its members, to publish literature and encourage specialized studies, to appear before the courts, to acquire and possess moveable property and to acquire and possess immoveable property within the Province up to a value of one hundred thousand dollars, to administer, sell, rent, exchange, or otherwise dispose of its property and to grant release, to contract obligations and borrow upon the credit of the Corporation, to enact by-laws useful or necesasry for its internal management, to impose on its members an annuel fee, to restrict to its members the use of the title of "Psychologist" or any title in which the words or prefixes "psychologist", "psychological", "psychology", or "psych-" are used alone or in compound words or expressions (with the exception of the term "psychoanalyst", "psychoanalysis", "psychoanalytic", "psychoanalytical", "psychiatrist", "psychiatric", "psychiatry", "psychotherapist", "psychotherapy", "psychotherapeutic", when they are used to identify a member of the medical profession), to render those persons who infringe the said restriction (excluding those persons exclusively engaged as a member of the staff of a university) liable on summary conviction to a fine, to maintain a register of the names of members and to take over the assets and liabilities of The Corporation of Psychologists of the Province of Quebec.

Montreal, December 6, 1961.

RAPPAPORT & WHELAN,
59661-50-4-o *Attorneys for Petitioners.*

Pierre Claude Fournier

Avis est par les présentes donné que « Pierre Claude Fournier », étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, province de Québec, s'adressera à l'Assemblée Législative de Québec, lors de sa prochaine session afin d'obtenir une loi donnant un effet rétroactif à sa date d'admission à l'étude du droit jusqu'au premier juin 1957 et autorisant le Barreau de la province de Québec a admettre ledit Pierre Claude Fournier à la pratique du droit dans la province de Québec le premier juin 1962.

Daté à Montréal, le 11e jour de décembre, 1961.

Les Procureurs du requérant,
LACHANCE, BOISVERT,
59662-50-4-o PERREAULT & PICKEL.

Pierre Claude Fournier

Notice is hereby given that "Pierre Claude Fournier", law student, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session for a private bill giving retroactive effect to his date of admission to the study of law to June first, 1957, and to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit the said "Pierre Claude Fournier" to the practice of law in the Province of Quebec on June first, 1962.

Dated at Montreal, this 11th day of December, 1961.

LACHANCE, BOISVERT,
PERREAULT & PICKEL,
59662-50-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Cité de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Jonquière » s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi en vue de modifier la charte de la cité (4-5 Eliz. II, chapitre 80) et amendements:

a) Pour décrire le territoire de la municipalité suivant les limites actuelles;

b) Modifier l'article 60 de la Loi des Cités et Villes en restreignant les absences;

c) Fixer à un maximum de 3% du budget, en excluant les revenus du département électrique, le total des octrois que le Conseil de la cité peut accorder;

d) Obtenir le pouvoir de faire des règlements:

i. pour imposer une contribution mensuelle de $0.25 devant servir à la promotion des loisirs;

ii. pour amender le règlement de zonage et de construction après l'adoption d'un plan directeur;

iii. pour solutionner le problème de la circulation et du stationnement;

iv. pour obtenir un pouvoir spécial d'emprunt de $100,000.00;

e) Pour remplacer l'article 26 de la Charte en restreignant davantage certains commerces ambulants;

f) Pour remplacer l'article 35 de la Charte en étendant la juridiction des constables;

g) Pour accorder au Juge Municipal le pouvoir de faire enquête;

h) Pour obtenir tous pouvoirs contingents nécessaires et dans l'intérêt public.

Jonquière, 7 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59663-50-4-o T. MCNICOLL.

City of Jonquière

Public notice is hereby given that the "City of Jonquière" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act in view of amending the city Charter (4-5 Eliz. II, chapter 80) and amendments:

a) To describe the territories of the municipality according to the actual boundaries;

b) To modify section 60 of The Cities and Towns Act in order to restrain non-attendance at Council meeting;

c) To fix at a possible maximum representing 3% of the budget — the electrical department revenues excluded — the total of the grants that the city Council may gratify;

d) To obtain powers to make by-laws:

i. to impose a monthly contribution of $0.25 for the purpose of promoting recreational activities;

ii. to amend the zoning and construction by-law after the adoption of a master plan development;

iii. to bring solution to the circulation and parking problems;

iv. to obtain special power to borrow $100,000.00;

e) To replace section 26 of the Charter in order to impose additional restrictions to itinerant trade;

f) To replace section 35 of the Charter extending the juridiction of the municipal policemen;

g) To grant municipal Judge the power to make certain inquiry;

h) To obtain necessary contingent powers in the public interest.

Jonquière, December 7, 1961.

T. MCNICOLL,
59663-50-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Ville du Lac St-Joseph

Avis est par les présentes donné que la « Ville du Lac St-Joseph » s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir abrogation de l'article 16 de sa charte de façon à lui accorder les mêmes pouvoirs de taxation sur les terrains et sur les constructions que ceux accordés par la loi des Cités et Villes.

Québec, 5 décembre 1961.

Le Maire de la Ville du Lac St-Joseph pour la pétitionnaire,
59664-50-4-o GUY DES RIVIÈRES, C.R.

Town of Lake St-Joseph

Notice is hereby given that the "Town of Lake St-Joseph" will apply to the Legislature of Quebec at its next session to obtain the abrogation of article 16 of its charter so as to grant it the same powers of taxation on the lots and buildings as those granted by the Cities and Towns Act.

Quebec, December 5, 1961.

GUY DES RIVIÈRES, Q.C.,
Mayor of the Town of Lake St-Joseph, for the Petitioner.
59664-50-4

Nicolas Mateesco

Avis est par les présentes donné que « Niculae Mateescu » (Nicolas Mateesco), avocat de la

Nicolas Mateesco

Notice is hereby given that "Niculae Mateescu" (Nicolas Mateesco), advocate of the city and

cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi en vue de changer son nom de Niculae Mateescu (Nicolas Mateesco) en celui de Nicolas Matte.

Québec, 4 décembre 1961.

Le Procureur du pétitionnaire,
GUY DES RIVIÈRES, C.R.

59665-50-4-o

district of Montreal, will apply to the Legislature at its next session to obtain the adoption of an act permitting him to change his name from Niculae Mateescu (Nicolas Mateesco) to Nicolas Matte.

Quebec, December 4, 1961.

GUY DES RIVIÈRES, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

59665-50-4

Reddy Memorial Hospital

Avis est par les présentes donné que « Reddy Memorial Hospital » demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant la Cité de Westmount à vendre audit hôpital la resubdivision 2 de la subdivision 37 du lot 378 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Signé à Montréal, ce 6e jour de décembre 1961.

Les Procureurs du requérant,
PHILLIPS, BLOOMFIELD,
VINEBERG & GOODMAN.

59666-50-4-o

Reddy Memorial Hospital

Notice is hereby given that "Reddy Memorial Hospital" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the City of Westmount to sell to the said hospital resubdivision 2 of subdivision 37 of lot 378 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, registry division of Montreal.

Signed at Montreal, this 6th day of December, 1961.

PHILLIPS, BLOOMFIELD,
VINEBERG & GOODMAN,
Attorneys for the petitioner.

59666-50-4-o

Village de Senneville

Avis est par les présentes donné que le « Village de Senneville », comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant le paragraphe 2 de la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 147, pour les raisons suivantes:

Autoriser l'établissement d'un Centre de Recherches sur un emplacement dans le village de Senneville (ci-après appelé le « Site ») afin d'y poursuivre toutes activités dans le domaine des sciences naturelles et appliquées autres que la fabrication de produits pour la vente;

Limiter et déterminer l'évaluation du Site et du Centre de Recherches à être construit sur ledit Site, pour les fins de l'exercice du droit de vote dans tout referendum tenu afin de changer les règlements de zonage de toute partie du village de Senneville;

Décréter que tous terrains faisant partie du Site demeureront sujets aux règlements de zonage du village de Senneville, sauf que des constructions non résidentielles pourront être érigées sur lesdits terrains pour fins de recherches;

Décréter que si toute parcelle ou portion de terrains du Site, sur laquelle il n'a pas été érigé de construction, est vendue par le propriétaire du Centre de Recherches, ladite parcelle ou portion de terrain deviendra immédiatement et sans qu'il y ait exception, sujette aux règlements de zonage du village de Denneville en vigueur au moment de la vente.

Senneville, le 6 décembre 1961.

Les Avocats,
pour le village de Senneville,
CLARENCE MCCAFFREY, C.R.,
GEORGES-A. ROY, C.R.

59667-50-4-o

Village of Senneville

Notice is hereby given that the "Village of Senneville", county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its next session, to request the adoption of an act amending paragraph 2 of the Act 25-26 Geo. V, chapter 147, for the following reasons:

To authorize the establishment of a Research Center on an emplacement in the village of Senneville (hereinafter called the "Site"), in order to pursue all the activities in the domain of natural and applied sciences, other than the fabricating of products for sale;

To limit and determine the evaluation of the Site and of the Research Center to be constructed on said Site, for the purposes of exercising the right to vote in all referendums held in order to change the zoning by-laws in all parts of the village of Senneville;

To ordain that all the terrains forming part of the Site will remain subject to the zoning by-laws of the village of Senneville, with the exception that non-residential buildings may be erected on said lans for research purposes;

To enact that if all strips or sections of land on the Site, on which no builings have been erected, are sold by the proprietor of the Research Center, the said strip of section of land will become, immediately and without exception, subject to the zoning by-laws of the village of Senneville in force at the moment of sale.

Senneville, December 6, 1961.

CLARENCE MCCAFFREY, Q.C.,
GEORGES-A. ROY, Q.C.,
Advocates
for the village of Senneville.

59667-50-4-o

Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc. Dorchester-Stanley Development Co.

Avis est par les présentes donné que « Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc. » et « Dorchester-Stanley Development Co. », corps politiques et incorporés, ayant leur siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les déclarant seuls et uniques propriétaires

Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc. Dorchester-Stanley Development Co.

Notice is hereby given that "Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc." and "Dorchester-Stanley Development Co.", both bodies politic and corporate, having their head offices in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act declaring them sole and only undivided owners of

indivis de la subdivision 10 du lot 1506 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, division d'enregistrement de Montréal.

Signé à Montréal, ce 6e jour de décembre, 1961.

Les Procureurs des requérantes,
PHILLIPS, BLOOMFIELD,
59668-50-4-o VINEBERG & GOODMAN.

Village de Chute aux Outardes

Avis public est par les présentes donné que la corporation du « Village de Chute aux Outardes » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire certains lots de terre situés au nord-est de la rivière aux Outardes et formant partie des rangs 3, 4, 5, 6 et 7 du canton Manicouagan, et partie du canton Eudes jusqu'à la ligne nord de la concession forestière Manicouagan numéro 1 ouest.

2° Et pour toutes autres fins jugées nécessaires.

Baie Comeau, le 11 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59676-50-4-o SARTO CLOUTIER, avocat.

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Saint-Michel », dans le comté de Bourget, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Annexion du lot trois cent soixante-dix du cadastre officiel de la Paroisse du Sault au Récollet, faisant partie du territoire de la ville de St-Léonard de Port Maurice;

2° Pour être autorisée à édicter des règlements de zonage ou de construction quant à la partie du Boulevard Pie IX, située dans ses limites.

3° Valider et ratifier un contrat de vente de la cité à National Quarries Limited.

4. Amender le paragraphe 26 de l'article 427 de la loi des cités et villes concernant les inondations.

5° Supprimer les billets supplémentaires payés par les usagers de la cité à la Commission de Transport de Montréal.

6° Et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, le 11 décembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
59677-50-4-o LONG & AQUIN.

Alexandra Hospital

Avis est par les présentes donné que « Alexandra Hospital », une corporation ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour la passation d'une loi modifiant sa charte relativement à la composition du Conseil des Gouverneurs de la Corporation, aux titres des associés de la Corporation et à d'autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1961.

Les Procureurs du requérant,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
59731-51-4 COPE, PORTEOUS & HANSARD.

L'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec

Avis public est par les présentes donné que « L'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec », constituée par le statut 14 George VI, 1950, chapitre 147, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Changer le nom de la corporation en celui de « Association des mesureurs de bois licenciés du Québec »;

2° Changer le siège social de la corporation de la cité de Québec à la cité de Montréal;

3° Changer la date de l'assemblée générale annuelle de la corporation;

4° Changer la date de l'élection des officiers de la corporation;

5° Changer le quorum des assemblées générales de la corporation;

6° Changer le quorum des assemblées des directeurs de la corporation;

7° Changer le nombre des directeurs de la corporation;

8° Changer le mode de nomination des directeurs de la corporation;

9° Changer le mode de nomination des officiers de la corporation;

10° Changer le mode de nomination des membres du comité exécutif de la corporation;

11° Changer le mode de nomination des membres du comité de discipline de la corporation;

12° Changer le mode de nomination des membres du comité d'appel de la corporation;

13° Changer le mode de nomination des membres du comité d'arbitrage de la corporation;

14° Changer le mode de nomination des membres du comité d'examen de la corporation;

15° Changer le mode de nomination des membres du comité de publicité de la corporation;

16° Changer le mode de nomination des membres du comité de législation de la corporation;

17° Changer le mode de nomination des membres du comité de finance de la corporation;

18° Changer le mode de nomination des membres du comité de vérification de la corporation;

19° Changer le mode de nomination des membres du comité de relations publiques de la corporation;

20° Changer le mode de nomination des membres du comité de recherche de la corporation;

21° Changer le mode de nomination des membres du comité de formation de la corporation;

22° Changer le mode de nomination des membres du comité de promotion de la corporation;

23° Changer le mode de nomination des membres du comité de développement de la corporation;

24° Changer le mode de nomination des membres du comité de planification de la corporation;

25° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

26° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

27° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

28° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

29° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

30° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

31° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

32° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

33° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

34° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

35° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

36° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

37° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

38° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

39° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

40° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

41° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

42° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

43° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

44° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

45° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

46° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

47° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

48° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

49° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

50° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

51° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

52° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

53° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

54° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

55° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

56° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

57° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

58° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

59° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

60° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

61° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

62° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

63° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

64° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

65° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

66° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

67° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

68° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

69° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

70° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

71° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

72° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

73° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

74° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

75° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

76° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

77° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

78° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

79° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

80° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

81° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

82° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

83° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

84° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

85° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

86° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

87° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

88° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

89° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

90° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

91° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

92° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

93° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

94° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

95° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

96° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

97° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

98° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

99° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

100° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

101° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

102° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

103° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

104° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

105° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

106° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

107° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

108° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

109° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

110° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

111° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

112° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

113° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

114° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

115° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

116° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

117° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

118° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

119° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

120° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

121° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

122° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

123° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

124° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

125° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

126° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

127° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

128° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

129° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

130° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

131° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

132° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

133° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

134° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

135° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

136° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

137° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

138° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

139° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

140° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

141° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

142° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

143° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

144° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

145° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

146° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

147° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

148° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

149° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

150° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

151° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

152° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

153° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

154° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

155° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

156° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

157° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

158° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

159° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

160° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

161° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

162° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

163° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

164° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

165° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

166° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

167° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

168° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

169° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

170° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

171° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

172° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

173° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

174° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

175° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

176° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

177° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

178° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

179° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

180° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

181° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

182° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

183° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

184° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

185° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

186° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

187° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

188° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

189° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

190° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

191° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

192° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

193° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

194° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

195° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

196° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

197° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

198° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

199° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

200° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

201° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

202° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

203° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

204° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

205° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

206° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

207° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

208° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

209° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

210° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

211° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

212° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

213° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

214° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

215° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

216° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

217° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

218° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

219° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

220° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

221° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

222° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

223° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

224° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

225° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

226° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

227° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

228° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

229° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

230° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

231° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

232° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

233° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

234° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

235° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

236° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

237° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

238° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

239° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

240° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

241° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

242° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

243° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

244° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

245° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

246° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

247° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

248° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

249° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

250° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

251° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

252° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

253° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

254° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

255° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

256° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

257° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

258° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

259° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

260° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

261° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

262° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

263° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

264° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

265° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

266° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

267° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

268° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

269° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

270° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

271° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

272° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

273° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

274° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

275° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

276° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

277° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

278° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

279° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

280° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

281° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

282° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

283° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

284° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

285° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

286° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

287° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

288° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

289° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

290° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

291° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

292° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

293° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

294° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

295° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

296° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

297° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

298° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

299° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

300° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

301° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

302° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

303° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

304° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

305° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

306° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

307° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

308° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

309° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

310° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

311° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

312° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

313° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

314° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

315° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

316° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

317° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

318° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

319° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

320° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

321° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

322° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

323° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

324° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

325° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

326° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

327° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

328° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

329° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

330° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

331° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

332° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

333° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

334° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

335° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

336° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

337° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

338° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

339° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

340° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

341° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

342° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

343° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

344° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

345° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

346° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

347° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

348° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

349° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

350° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

351° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

352° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

353° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

354° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

355° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

356° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

357° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

358° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

359° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

360° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

361° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

362° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

363° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

364° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

365° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

366° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

367° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

368° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

369° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

370° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

371° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

372° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

373° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

374° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

375° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

376° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

377° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

378° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

379° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

380° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

381° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

382° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

383° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

384° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

385° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

386° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

387° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

388° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

389° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

390° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

391° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

392° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

393° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

394° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

395° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

396° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

397° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

398° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

399° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

400° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

401° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

402° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

403° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

404° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

405° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

406° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

407° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

408° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

409° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

410° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

411° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

412° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

413° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

414° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

415° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

416° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

417° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

418° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

419° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

420° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

421° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

422° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

423° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

424° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

425° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

426° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

427° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

428° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

429° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

430° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

431° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

432° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

433° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

434° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

435° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

436° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

437° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

438° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

439° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

440° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

441° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

442° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

443° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

444° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

445° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

446° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

447° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

448° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

449° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

450° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

451° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

452° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

453° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

454° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

455° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

456° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

457° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

458° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

459° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

460° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

461° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

462° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

463° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

464° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

465° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

466° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

467° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

468° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

469° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

470° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

471° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

472° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

473° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

474° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

475° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

476° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

477° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

478° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

479° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

480° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

481° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

482° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

483° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

484° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

485° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

486° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

487° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

488° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

489° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

490° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

491° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

492° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

493° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

494° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

495° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

496° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

497° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

498° Changer le mode de nomination des membres du comité de gestion de la corporation;

499° Changer le mode de nomination des membres du comité de direction de la corporation;

500° Changer le mode de nomination des membres du comité de coordination de la corporation;

501° Changer le mode de nomination des membres du comité de surveillance de la corporation;

502° Changer le mode de nomination des membres du comité de contrôle de la corporation;

503°

sera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi augmentant les pouvoirs contenus à l'article 14 dudit statut.

Québec, le 15 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
(S) JACQUES L'HEUREUX, *avocat.*

59732-51-4-o

Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée

Avis public est par les présentes donné que, « Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée », dans la municipalité de Douville, district de St-Hyacinthe, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, lui octroyant des pouvoirs spéciaux, décrétant que le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée est une corporation sans but lucratif, régie par la deuxième partie de la loi des compagnies de Québec, avec un capital-actions de cinq cents actions ordinaires sans valeur nominale, sauf en autant que non contraire aux, ou incompatibles avec les dispositions de ladite loi, décrétant que les biens présentement détenus par Le Club de Golf de St Hyacinthe Limitée, deviennent la propriété de la corporation, que les règlements en vigueur avant la sanction de ladite loi, le demeurent jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, modifiés, ou remplacés, prévoyant que la corporation assume tous les droits et obligations de celle qui existait auparavant, en vertu de la première partie de la loi des compagnies du Québec, et que les directeurs resteront en fonction jusqu'à la première assemblée annuelle, rescindant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée décrétant les buts et objets de la corporation, soit l'établissement et administration d'un club de golf, ou autres jeux, fixant son siège social à Douville, district de St-Hyacinthe, déterminant les pouvoirs de la corporation, quant à l'achat, au louage et en général tout genre de transactions, décrétant que tout membre actif doit détenir une action, mais pas plus, définissant les qualités pour être membre actif, édictant les règles au cas de démission ou d'expulsion des membres, de même que des règles relatives à leur droit de vote, édictant des règles concernant le transfert d'actions, décrétant que le conseil émettra à tous membres actifs en règle, une action libérée du capital-actions de la corporation, et que tout détenteur d'actions ordinaires ou privilégiées, lors de l'entrée en vigueur de la loi, recevra pour chaque action ordinaire ou privilégiée du capital-actions, jusqu'à ce moment détenue par lui, une nouvelle action du capital social de la corporation et qu'il devra disposer de toutes les nouvelles actions sauf une à des personnes compétentes pour être membre actif, décrétant que tout membre actif n'a cependant jamais plus qu'un vote, décrétant que des catégories de membres non actionnaires pourront être établies par règlement, établissant à un million cinq cent mille dollars le maximum des biens immobiliers de la corporation, édictant que les règles concernant le droit d'entrée, contributions et cotisations, obligations et privilèges des membres, pourront être édictés par règlement, autorisant la corporation à prélever de temps à autre de ses membres des cotisations spéciales prévoyant des dispositions au cas de liquidation de la corporation et tous autres pouvoirs spéciaux.

Montréal, le 14 décembre 1961.

Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée,
Par les Avocats du pétitionnaire,
LEMAY, POULIN & CORBEIL.

132, ouest rue St-Jacques,
Chambre 511, Montréal, Qué. 59733-51-4-o

Quebec, at its next session, to request the adoption of an act increasing the powers contained in section 14 of the said statute.

Quebec, December 15, 1961.

(S) JACQUES L'HEUREUX, *advocate,*
Attorney for the Petitioner.

59732-51-4

Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée

Public notice is hereby given that "Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée", in the municipality of Douville, district of St-Hyacinthe, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an act, granting it special powers, enacting that the Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée" is a corporation without lucrative purposes, governed by the second part of the Quebec Companies Act, with a capital stock of five hundred common shares without nominal value, except that inasmuch as it is not contrary to or incompatible with the provisions of the said, act, enacting that the properties presently held by "Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée", become the property of the corporation, that the by-laws in force before the sanction of the said act, remain until they are rescinded, amended, or replaced, with the understanding that the corporation assumes all the rights and obligations of the previous act, under Part I of the Quebec Companies Act, and that the directors will remain in function until the first annual meeting, rescinding the charter of "Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée", enacting the purposes and objects of the corporation, i.e. the establishment and administration of a golf club, or other games, fixing its head office at Douville, district of St-Hyacinthe, determining the powers of the corporation, insofar as the purchase, the rental and generally all kinds of transactions, enacting that any active member shall hold a share, but not more, defining the qualities to be an active member, edicting the rules in the case of a resignation or expulsion of members, as also rules relative to their right to vote, edicting the rules concerning the transfer of shares, enacting that the council issue to all active members in good standing, a paid-up share of the corporation, and that any holder of common or preferred shares, at the time the act enters into force, will receive for each common or preferred share of the capital stock, which was held by him until such time, a new share of the capital stock of the corporation and that he shall dispose of all the new shares except one to a competent person to become an active member, enacting that any member does not have, however, never more than one vote, enacting that the categories of members who are not shareholders may be established at one million five hundred thousand dollars the maximum of the immoveable holdings of the corporation, edicting that the rules concerning the right of entry, contributions and dues, obligations and privileges of members, may be edicted by by-law, authorizing the corporation to collect from time to time from its members, special duesproviding provisions in the case of the liquidation of the corporation, and all other special powers.

Montreal, December 14, 1961.

Le Club de Golf de St-Hacinthe Limitée,
By: LEMAY, POULIN & CORBEIL,
Advocates for the Petitioner.

132, St-James Street, West,
Room 511, Montreal, Que. 59733-51-4

Ville de Hauterive

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Hauterive » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire certains terrains bordant ses limites actuelles au sud-ouest et au nord-est.

2° Amender l'article 362 de la Loi des cités et villes, chapitre 233 S.R.Q. 1941 en ce qui concerne la ville de Hauterive, pour autoriser cette dernière à publier ses avis publics, résolutions et règlements en langue française seulement.

3° Permettre à la ville de Hauterive d'exempter de toutes taxes foncières l'aéroport municipal Baie Comeau Hauterive.

4° Modifier les pouvoirs de règlementation au sujet des travaux permanents, tels que trottoirs, égout, pavages aqueduc et leur raccordement et autres travaux dits permanents, et au sujet du mode de taxation pour le paiement de tels travaux.

5° Et pour toutes autres fins.

Baie Comeau, ce 11 décembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,
59734-51-4 SARTO CLOUTIER, *arocat.*

Town of Hauterive

Public notice is hereby given that the "Town of Hauterive" will apply to the Legislature of Quebec at its next session to request the adoption of a bill for the following purposes:

1. To annex to its territory lands bording its present limits at the southwest and at the northwest.

2. To amend section 362 of the City and Town Act chapter 233 R.S.Q. 1941, as far as the town of Hauterive is concerned, to permit the later to publish its public notices, resolutions and by-laws in French only.

3. To permit the town of Hauterive to exempt from realstate taxes the municipal airport Baie-Comeau Hauterive.

4. Amend the powers of regulation concerning all permanent works, such as sidewalks, sewers, paving, aqueducts and their connection and other so called permanent works, and concerning the more of assessment for the payment of such works.

5. And for all others purposes.

Baie Comeau, December 11, 1961.

SARTO CLOUTIER, *advocate,*
59734-51-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Dame Claire Lamarche

Avis est par les présentes donné que « Dame Claire Lamarche », épouse séparée de biens de M. Maurice Huot des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'une loi annulant une clause de son contrat de mariage contenant une prohibition d'aliéner deux terrains à elle donnés par son mari, et un droit de retour à celui-ci dans le cas du prédécès de la soussignée.

Montréal, le 14 décembre 1961.

59735-51-4-o CLAIRE LAMARCHE.

Dame Claire Lamarche

Notice is hereby given that "Dame Claire Lamarche", wife separate as to property of Mr. Maurice Huot, of the city and district of Montreal, will apply to the next session of the Legislature of Quebec for an Act to annul a clause of her mariage contract, prohibiting her to alienate two tracts of land given to her by her hunsband, and containing a right of reversion thereof to the latter in the case of the undersigned's predecease.

Montreal, December 14 1961.

59735-51-4-o CLAIRE LAMARCHE.

Dame Marie Boutin Larochelle

Avis est par les présentes donné que « Dame Marie Boutin », domiciliée à St-Anselme, comté de Dorchester, district de Beauce, épouse séparée de corps d'Évangéliste Larochelle, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander d'adopter une Loi, lui permettant d'adopter légalement l'enfant Marie Marthe Brousseau.

Montréal, le 14 décembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
MES GRÉGOIRE, DANSEREAU,
DAOUST, DUCEPPE, ALLAIRE,
59736-51-4-o PERRON & BEAUDRY.

Dame Marie Boutin Larochelle

Notice is hereby given that "Dame Marie Boutin", of St. Anselme of Dorchester, district of Beauce, wife separated from bed and board of Évangéliste Larochelle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a bill, for the purpose of adopting legally Marie Marthe Brousseau.

Montreal, December 14, 1961.

MES GRÉGOIRE, DANSEREAU,
DAOUST, DUCEPPE, ALLAIRE,
PERRON & BEAUDRY,
59736-51-4-o *Attorneys for Petitionary.*

Michael Perelstein Marchand

Avis est, par les présentes, donné que « Michael Perelstein » étudiant en droit, des cité et district de Montréal, province de Québec, soumettra à l'approbation de l'assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi, changeant son nom de Michael Perelstein en celui de Michael Perelstein Marchand, ceci à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 28e jour de novembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
59737-51-4-o MACKAY & HOLDEN.

Michael Perelstein Marchand

Notice is hereby given that "Michael Perelstein", law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session thereof for the adoption of a bill to change the name of Michael Perelstein to that of Michael Perelstein Marchand and the same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1961.

MACKAY & HOLDEN,
59737-51-4-o *Solicitors for Applicant.*

Joseph Henri Georges Léon Raphaël Rousseau

Avis est par les présentes donné que « Joseph Henri Georges Léon Raphaël Rousseau », commis, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph Léon Henri Benoit.

Montréal, le 11e jour de décembre 1961.

Les Procureurs du pétitionnaire,

59738-51-4-o FILION, BADEAUX & BÉLAND.

Joseph Henri Georges Léon Raphaël Rousseau

Notice is hereby given that "Joseph Henri Georges Léon Raphaël Rousseau", clerk, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Joseph Léon Henri Benoit.

Montreal, this 11th day of December, 1961.

FILION, BADEAUX & BÉLAND,

59738-51-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Cité de Sept-Iles

Nous donnons avis que la « Cité de Sept-Iles » s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte, la Loi 14-15 Geo VI, chapitre 69 et les Lois qui la modifient, soient amendées aux fins suivantes:

Pour que la cité des Sept-Iles ait le pouvoir d'adopter un règlement édictant que toute dépense au-dessus de $1,000. fasse l'objet de soumission publique;

Pour annexer à son territoire et inclure dans ses limites, la région située au sud-ouest de la cité des Sept-Iles jusqu'à Pointe Noire.

Pour obtenir le pouvoir d'adopter un règlement interdisant le colportage dans les limites de la cité:

Pour obtenir le pouvoir d'édicter qu'un jour qui n'est pas une fête religieuse sera fête civique et pour faire observer telle fête civique;

Pour obtenir le pouvoir d'édicter un règlement obligeant tout contribuable qui veut vendre une partie de son lot, à la subdiviser selon le cadastre;

Pour obtenir le pouvoir de faire un comité de discipline ayant le pouvoir de réprimander et d'imposer des sanctions aux policiers indisciplinés;

Pour modifier le dernier alinéa de l'article 10 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 117.

Et autres demandes.

Sept-Iles, le 11 décembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,

59739-51-4-o GUY PETTIGREW, Avocat.

City of Sept-Iles

We give notice that the "City of Sept-Iles" will apply to the Legislature, at its next session, to request that its charter, the Act 14-15 Geo. VI, chapter 69 and the Acts modifying same, be amended for the following purposes: In order that the city of Sept-Iles may have the power to adopt a by-law enacting that any expense over $1,000, become the object of a public tender;

To annex to its territory and to include in its limits, the district situated on the southwest of the city of Sept-Iles to the Pointe Noire.

To obtain the power to adopt a by-law forbidding peddling within the limits of the city;

To obtain the power to enact that a day which is not a religious holiday, be a civic holiday and to see that such a civic holiday to observed;

To obtain the power to enact a by-law obliging any ratepayer who wishes to sell a part of his lot, to subdivide it according to the cadaster;

To obtain the power to form a committee on discipline having the power to reprimand and to impose sanction on undisciplined policemen;

To amend the last paragraph of article 10 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 117.

And other requests.

Sept-Iles, December 11, 1961.

GUY PETTIGREW, advocate,

59739-51-4 *Advocate for the Petitioner.*

Les Soeurs de Miséricorde de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de Miséricorde de Montréal », s'adresseront à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant d'augmenter et de modifier certains pouvoirs et certains droits, leur donnant le pouvoir d'incorporer des maisons, pour valider certains actes, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 15 décembre 1961.

Les Procureurs des requérantes,

59740-51-4-o MONETTE, FILION et LABELLE.

Les Soeurs de Miséricorde de Montréal

Notice is hereby given that "Les Soeurs de Miséricorde de Montréal", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act allowing them to augment and to modify certain powers and certain rights, to give them the right to incorporate houses, to validate certain acts, and for any other powers.

Montreal, December 15, 1961.

MONETTE, FILION and LABELLE,

59740-51-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Succession Caroline Monier-Paquet

Avis est, par les présentes, donné que Mademoiselle Emma Paquet, rentière, ainsi que Messieurs Pierre-Émile Paquet, négociant, Avila Paquet, rentier, et René Nadeau, agent d'affaires, tous de la cité de Québec, ces trois derniers en leur double capacité d'exécuteurs testamentaires généralement et de fiduciaires spécialement nommés pour certains biens légués à Mademoiselle Emma Paquet, le tout aux termes du testament notarié de feu « Dame Caroline Monier-Paquet », de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi définissant

Estate Caroline Monier-Paquet

Notice is hereby given that Miss Emma Paquet, spinster, and Messrs Pierre-Émile Paquet, trader, Avila Paquet, gentleman, and René Nadeau, agent, all of the city of Quebec, the three last ones acting as well as testamentory executors as trustees specifically appointed for certain property given to Mrs Emma Paquet, according to the notarial will of the late "Mrs Caroline Monier-Paquet", of the city of Quebec, will present a petition to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, asking the adoption of a Law determining the powers of the said testamentory executors and trustees,

les pouvoirs desdits exécuteurs-testamentaires fiduciaires, de façon à faire disparaître les doutes qui se sont élevés concernant la capacité juridique des requérants de vendre toutes ou partie de certaines actions ordinaires de la Compagnie Paquet Limitée, et d'en disposer autrement.

Québec, ce quatorzième jour de décembre, mil neuf cent soixante et un.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GALIPEAULT, CHOQUETTE
59741-51-4-o et GALIPEAULT.

so that will disappear any possible doubts concerning the legal capacity of the petitioners to sell all or certain common shares of La Compagnie Paquet Limitée, or to dispose of them otherwise.

Quebec, this fourteenth day of December, one hundred and sixty-one.

GALIPEAULT, CHOQUETTE
and GALIPEAULT,
59741-51-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Cité de Verdun

Amendements à la charte

La « Cité de Verdun » donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1° Renouveler l'évaluation municipale et le taux de la taxe sur la propriété de la cité de Montréal située dans Verdun;

2° Renouveler le contrat avec la cité de Montréal pour la fourniture de l'eau;

3° Emprunter $400,000.00 par année pour trois ans pour travaux capitaux;

4° Emprunter $500,000.00 pour l'expropriation de propriétés immobilières pour terrains de stationnement et autres fins municipales;

5° Imposer une taxe générale de vidanges;

6° Reviser les dispositions de la loi concernant les distributeurs automatiques;

7° Homologation des propriétés immobilières pour fins municipales;

8° Reviser la loi concernant la Commission Sportive;

9° Obliger toute personne ou compagnie érigeant de nouveaux édifices à pourvoir des espaces pour le stationnement d'automobiles.

Verdun, Qué., 13 décembre 1961.

L'Aviseur légal de la cité de Verdun,
59742-51-4-o FRS. FAUTEUX, C.R.

City of Verdun

Charter amendments

The "City of Verdun" hereby gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

1. To renew the municipal valuation and tax rate of the property of the city of Montreal situated in Verdun;

2. To renew the contract with the city of Montreal for water supply;

3. To borrow $400,000.00 per annum for three years for capital works;

4. To borrow $500,000.00 to expropriate immoveable properties for parking areas and other municipal purposes;

5. To impose a general garbage tax;

6. To revise provisions concerning automatic distributors;

7. Homologation of immoveable property for municipal purposes;

8. To revise the law concerning the Sports Commission;

9. To oblige any person or company erecting new buildings to provide automobile parking spaces.

Verdun, Que., December 13, 1961.

FRS. FAUTEUX, Q.C.,
59742-51-4-o *City Solicitor of Verdun.*

La Corporation de la Cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que « La Corporation de la Cité des Trois-Rivières » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale lui accordant les pouvoirs suivants: abroger le système actuel de pension; adopter un plan de pension non contributoire pour les officiers et employés permanents; autoriser la construction d'édifices de stationnement; permettre le dépôt des argents de la Cité dans les Caisses Populaires et les sociétés de fiducie; autoriser le paiement d'un octroi de $400.00 pour la démolition d'un taudis et la reconstruction d'une habitation salubre le remplaçant; ratifier les octrois déjà accordés à cet effet; autoriser le paiement d'un octroi spécial de $400.00 à Messieurs Léonard Bourgeois et Maurice Bélanger, pour réfection d'un taudis; ratifier la décision d'accorder des pensions de retraite à certains employés et pour toute autre fin jugée nécessaire, dans l'intérêt de la Cité et pour la bonne administration de ses affaires.

Trois-Rivières, 18 décembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
59743-51-4-o PINSONNAULT & PINSONNAULT.

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that "The Corporation of the City of Trois-Rivières" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session in order to obtain the adoption of a special act granting it the following powers: to abrogate the present pension system; to adopt a non-contributing pension plan for the permanent officers and employees; to authorize the construction of a building for the parking of cars; to allow the deposit of the City's monies in the Credit Unions and in trust companies; to authorize the payment of a grant of $400.00 for the demolition of a slum and the reconstruction of a healthy dwelling to replace it; to ratify grants already given to this effect; to authorize the payment of a special grant of $400.00 to Messrs. Léonard Bourgeois and Maurice Bélanger, for making over slums; to ratify the decision granted for retirement pensions to certain employees and for any other purpose deemed necessary in the interest of the City and for the good administration of its affairs.

Trois-Rivières, December 18, 1961.

PINSONNAULT & PINSONNAULT,
59743-51-4 *Attorneys for the Petitioner.*

Dame Claire Bender

Avis est par les présentes donné que « Dame Claire Bender », veuve non remariée de feu Jacques Perrault, de la cité de Montréal, district

Dame Claire Bender

Notice is hereby given that "Dame Claire Bender", unmarried widow of the late Jacques Perrault, of the city of Montreal, district o

de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant un acte de vente concernant l'immeuble décrit comme suit:

« Un emplacement ayant front sur la place Springvale, en la cité d'Outremont, composé comme suit:

a) du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro vingt-deux du lot originaire numéro vingt et un (21-22-2-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant douze (12′) pieds de largeur sur cinquante-neuf (59′) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

b) du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro vingt et un du lot originaire numéro vingt et un (21-21-2-1) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant quarante (40′) pieds de largeur en arrière sur cinquante-neuf (59′) pieds de profondeur, dans la ligne nord-ouest et quarante-quatre (44′) pieds de profondeur, dans la ligne sud-est, mesure anglaise, plus ou moins;

c) d'une partie du lot numéro vingt de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (21-Ptie 20) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant sept (7′) pieds de largeur sur cinquante-deux (52′) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, bornée: en front vers l'ouest et d'un côté vers le nord, par le lot numéro 21-20, en arrière vers l'est, par le lot numéro 21-16-2 dudit cadastre et de l'autre côté vers le sud par les lots numéros 21-22-2-2 et 21-21-2-1 sus-décrits;

Avec bâtisses érigées, portant le numéro civique 5 Place Springvale. »

Montréal, le 18 décembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,

59757-51-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act to validate a deed of sale concerning an immovable described as follows:

"An emplacement fronting on Place Springvale, in the city of Outremont, composed of the following parts:

a) of subdivision number two of resubdivision number two of subdivision number twenty-one of original lot number twenty-one (21-22-2-2) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twelve (12′) feet in width, by a depth of fifty-nine (59′) feet, English measure and more or less;

b) of subdivision number one of resubdivision number two of subdivision number twenty-one of original lot number twenty-one (21-21-2-1) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring in rear forty (40′) feet in width by a depth of fifty-nine (59′) feet in the northwest line and forty-four (44′) feet in the southeast line, English measure and more or less;

c) of part of subdivision number twenty of original lot number twenty-one (21-Pt. 20) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring seven (7′) feet in width by a depth of fifty-two (52′) feet, English measure, and more or less, and bounded as follows: in front towards the west and the east, by the residue of lot number 21-20, in rear towards the east by lot number 21-16-2 of the same cadastre, and on the other side towards the south by lots numbers 21-22-2-2 and 21-21-2-1 above described.

With the buildings thereon erected, bearing civic number 5, Place Springvale, in the said city of Outremont."

Montreal, December 18, 1961.

Attorneys for petitioner.

59757-51-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME,

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2415

Section « A »

Québec, 14 décembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section « A » du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appreils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie, rendue obligatoire par la section « A » du décret numéro 309-A du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section « A »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 novembre 1961;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2415

Section "A"

Quebec, December 14, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of section "A" of the decree relating to the construction industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, pipefitting and pipe welding trades, rendered obligatory by section "A" of the decree number 309-A of April 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the Montreal region, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section "A";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 11, 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et, qu'en conséquence, la section « A » dudit décret, numéro 309-A, soit remplacée par la suivante:

SECTION « A »

Dispositions spéciales et complémentaires relatives aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie.

I. *Juridiction professionnelle:* Compte tenu des dispositions de la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements) et des règlements pris en exécution de ladite Loi et des dispositions du règlement numéro 2395 de la Cité de Montréal et amendements, la présente section s'applique aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie; elle s'applique aussi à tout travail exécuté par les compagnons ou apprentis, soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique, sur tout système de plomberie, de tuyauterie ou de chauffage ou parties d'iceux.

Cependant, le présent article ne régit pas:

1. Les poseurs de brûleurs à l'huile;
2. Les ouvriers préposés à la construction de canalisation d'égouts;
3. Les salariés permanents tels que définis par la Loi de la convention collective;
4. Les personnes visées par la Loi des Mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 178 et amendements);
5. Les personnes visées par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

II. *Taux minima de salaires et classifications:* *a*) Les taux minima de salaires sont les suivants: Entrepreneur maître-plombier, maître poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié et détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance:

par heure	$ 3.25
par semaine	115.00
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie	2.72
À compter du 1er janvier 1962	2.77
À compter du 1er juillet 1962	2.82
À compter du 1er janvier 1963	2.87
Compagnon junior	1.90
À compter du 1er juillet 1962	1.95
Apprenti:	
1ère année	1.00
2ème année	1.15
3ème année	1.40
4ème année	1.45
	Par semaine
Chauffeur de camion de service (sans limitation quotidienne de la durée du travail)	$ 50.00

Contremaître en charge de dix (10) compagnons ou plus: $0.25 de plus l'heure que le taux du compagnon.

b) *Paiement du salaire:* Tous les salariés doivent être payés en espèces ou par chèque accepté une fois la semaine, il ne peut y avoir de retard de plus d'une semaine.

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and, therefore, that section "A" of the said decree be replaced by the following:

SECTION "A"

Special and complementary provisions respecting the trades of plumber, steam-fitter, pipe welder and pipe mechanic.

I. *Professional Jurisdiction:* This Section shall be in respect to the trades of plumber, steam fitter, pipe welder and pipe mechanic and shall apply to all work done by journeymen or apprentices, whether inside or outside the shop, on all plumbing, heating or pipe fitting systems or any parts thereof.

The Pipe Mechanics Act (1941, R.S.Q., ch. 173 as amended) and regulations thereunder, and by-law No. 2395 of the City of Montreal as amended, shall also apply hereto.

However, this Section does not apply to:

1. Oil burner mechanics;
2. Workers engaged in the construction of sewers;
3. Permanent employees, as defined in the Collective Agreement Act.
4. Persons governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, ch. 178 and amendments);
5. Persons governed by the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941, ch. 172 and amendments).

II. *Wage Rages and Classifications:* *a*) The following minimum wage rates shall be payable:

Master plumber and master heating contractor working as an employee and holding the necessary license, whether working with his tools or as a foreman or in any other supervisory capacity:

Per hour	$ 3.25
Per week	115.00
Journeymen in plumbing, heating, pipefitting and pipe welding	2.72
From January 1, 1962	2.77
From July 1, 1962	2.82
From January 1, 1963	2.87
Junior journeymen	1.90
As from July 1, 1962	1.95
Apprentices:	
1st year	1.00
2nd year	1.15
3rd year	1.40
4th year	1.45
	Per week
Truck drivers (service trucks) (without daily limitations as to hours of work)	$ 50.00

A foreman in charge of ten (10) or more journeymen shall be paid an additional twenty-five cents (25c) per hour above the journeymen's rate.

b) *Payment of wages:* Wages shall be paid to the workers in cash or by certified cheque, once a week, and there shall be no more than one week's hold back.

III. *Durée régulière du travail:* La durée maximum du travail des compagnons et des apprentis est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8 a.m. et 5 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

IV. *Travail supplémentaire: a) Dimanches et jours de fêtes:* Tout travail exécuté les dimanches et jours de fêtes doit être rémunéré à raison de salaire double. Pour les fins de la présente section, les jours de fêtes sont les suivants: Le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et Noël.

b) L'employeur peut déclarer chômé le lundi suivant ou précédant un jour de fête non religieuse tombant un mardi, un mercredi ou un jeudi, à la place dudit jour de fête, pourvu, que le salaire double soit payé pour tout travail exécuté le lundi ainsi choisi par l'employeur.

c) Samedi: Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double à l'exception des quatre (4) premières heures ou parties d'icelles comprises entre 8 a.m. et midi, lesquelles doivent être rémunérées à raison de salaire et demi.,

d) Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: Les cinq (5) premières heures de travail supplémentaire en dehors des heures régulières les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi doivent être rémunérées au taux de salaire et demi et toute heure additionnelle doit être rémunérée au taux de salaire double.

e) Tout travail urgent de réparation ou de modification est sujet aux dispositions précédentes, nonobstant toute clause à ce contraire contenue dans le décret.

f) Nombre maximum d'heures consécutives de travail: Aucun salarié ne peut faire plus de 16 heures consécutives de travail. À l'expiration de 16 heures consécutives de travail l'employé doit avoir un minimum de huit (8) heures de repos avant qu'il ne puisse se remettre au travail.

g) 1. Les dispositions concernant le travail supplémentaire s'appliquent également aux salariés travaillant par équipe, lesquels sont payés au taux de salaire et demi pour les cinq (5) premières heures de travail supplémentaires et au taux de salaire double pour les heures subséquentes. Ces dispositions ne s'appliquent pas, toutefois, lorsque le chauffage temporaire dans une nouvelle construction exige la présence d'un compagnon ou d'un apprenti.

2. Lorsque les salariés sont employés par équipes supplémentaires, il n'y a pas d'heure déterminée pour le commencement et la fin du travail de chaque équipe; la durée du travail des ouvriers qualifiés de telles équipes ne doit pas, cependant, excéder huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine, du lundi au vendredi. Les équipes supplémentaires d'ouvriers travaillant entre 3 p.m. et 8 a.m. doivent recevoir, cependant, un supplément de quinze cents ($0.15) l'heure sur le salaire régulier.

3. Lorsque les salariés sont employés par équipes et commencent après midi le samedi, ils sont payés au taux de salaire et demi pour les quatre (4) premières heures de travail et au taux de salaire double pour toute heure additionnelle.

4. Le travail par équipes est défini comme étant celui d'un ou de plusieurs groupes qui travaillent quatre (4) soirs ou plus de huit (8) heures chacun, à la condition qu'une équipe d'ouvriers soit employée sur le même travail durant le jour. Le travail peut être exécuté par équipe si l'employeur le désire.

III. *Regular hours of work:* The maximum hours of work for journeymen and apprentices shall be eight (8) hours per day, on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, constituting forty (40) hours per week. The eight (8) hours day shall be worked between 8:00 a.m. and 5:00 p.m.

IV. *Overtime: a) Sunday and Legal Holidays:* All time worked on Sundays and Legal Holidays shall be paid at the rate of double time. For the purpose of this Section, the Legal Holidays shall be New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

b) Employers may keep as a holiday the Monday following or preceding a non-religious holiday in place of any such holiday falling on a Tuesday, Wednesday or Thursday, providing double time is paid on such Monday.

c) Saturdays: All time worked on Saturdays shall be paid at the rate of double time except for the first four (4) hours or portion thereof that may fall in the period between 8:00 a.m. and 12:00 noon which shall be paid at the rate of time and one-half.

d) Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays: The first five (5) hours of overtime after the regular hours of work on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays shall be paid at the rate of time and one-half and any additional hour shall be paid at the rate of double time.

e) Urgent alterations and repairs are subject to the above conditions notwithstanding any clause to the contrary in the decree.

f) Maximum Consecutive Work Hours: No Employee will be allowed to work more than sixteen (16) consecutive hours. After an employee has been working for a period of sixteen (16) consecutive hours, he must leave job for a minimum of eight (8) hours before he is allowed to resume activities on job.

g) 1. Overtime conditions also apply to shift workers who shall be paid time and one-half for the first five (5) overtime hours and double time thereafter. However, these provisions do not apply when temporary heating in a new construction requires the presence of a journeyman or an apprentice.

2. When extra shifts of workmen are employed, there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week, Monday to Friday, in the case of qualified tradesmen. The extra shifts of workmen working between 3:00 p.m. and 8:00 a.m. shall be paid, however, fifteen cents ($0.15) above the regular rate.

3. When workers are divided into shifts and start after 12:00 a.m. on Saturday, they shall be paid at the rate of time and one-half for the first four (4) hours worked and at the rate of double time for all additional hours.

4. Shift work is defined as that of one or more crews who work four (4) nights or more of eight (8) hours each, providing that a day shift is employed on the same work. Shift work may be performed at the Employer's option.

V. *Frais et temps de déplacement:* Lorsque le salarié est requis par son employeur d'aller travailler en dehors de la ville ou de partir d'un chantier déjà situé en dehors de la ville pour se rendre à un autre chantier aussi situé en dehors de la ville et lorsque le salarié doit en conséquence aller rester à proximité du chantier, l'employeur doit lui payer la pension et le logement de même que le temps de déplacement au taux simple payé au nouveau chantier; le temps de déplacement ne doit pas dépasser huit (8) heures par jour de calendrier.

L'employeur doit aussi payer les frais de déplacement au chantier, tel que billet de chemin de fer, y compris « pullman » si le déplacement se fait la nuit, pourvu que le salarié travaille jusqu'à la fin des opérations ou pendant 45 jours de calendrier si les travaux durent plus longtemps que quarante-cinq (45) jours.

Les frais de logement et de pension des salariés pour les travaux exécutés en dehors de la ville doivent être payés directement par l'employeur pour sept (7) jours par semaine. Lorsque le logement et la pension ne sont pas payés directement par l'employeur, le salarié peut exiger $5.00 par jour de travail pour le logement et la pension. Lorsqu'un jour de fête tombe au milieu d'une semaine de travail, l'employeur doit payer le logement et la pension pour ce jour de fête pourvu que l'employé travaille toute la journée qui précède et la journée qui suit tel jour de fête.

L'employeur doit aussi payer le passage de retour à tout salarié qui reste sur le chantier jusqu'à la fin des travaux ou qui reste pendant 90 jours si les travaux durent plus longtemps.

VI. *Transport journalier: a)* Les limites de Montréal, pour les fins du présent article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal. Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir aux limites doit être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

b) Les salariés travaillant en dehors des limites telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

c) Dans les cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

VII. *Plan de bien-être:* Un plan de bien-être devra être établi conjointement avec celui qui pourra être institué dans le décret général pour entrer en vigueur le ou vers le 1er janvier 1963.

Les parties à la présente seront représentées sur le comité chargé de l'application de ce plan auquel la contribution des employeurs et celle des salariés ne devra pas être supérieure à $0.05 par heure de travail.

VIII. *Apprentis: a)* Aucun entrepreneur ne peut embaucher plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi, conformément aux dispositions de l'article 28 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

b) La période complète d'apprentissage est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

c) Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement

V. *Travel time and transportation expenses:* When an employee is directed by the employer to travel to a job from his home to an out-of-town job, or from one out-of-town job to another, and such move requires the employee to change his residence, the employer shall pay meals, subsistence and travel time based on a straight time hourly rate at the location of the new job, not to exceed eight (8) hours in one calender day.

The employer shall also pay transportation expenses to the site such as railroad fare, plus pullman fare, if travel by night is required, provided the employee shall continue working until the completion of the job or for a period of forty-five (45) calendar days, whichever be the lesser.

Room and board expenses for employees on out-of-town jobs shall be paid directly by the employer for seven (7) days per week. When the room and board expenses are not paid directly by the employer, the employee may collect $5.00 per working day for room and board expenses. When a legal holiday falls in the middle of the working week, the employer shall pay room and board for this holiday provided the employee works a full day on the day preceding and the day following such legal holiday.

The employer shall also pay return fare to all employees remaining on the job until completion thereof or for a period of ninety (90) calendar days, whichever be the lesser.

VI. *Daily Travel: a)* The limits of Montreal for the purposes of this Section shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare of the Montreal Transportation Commission. The time needed to travel from the city limits to the job and vice versa, shall be paid single time. The cost of such transportation shall be paid by the employer.

b) Employees working outside the limits as above described, shall get to and leave the job at the regular hours.

c) For operations carried out outside the City limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, providing the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

VII. *Welfare Plan:* A welfare plan shall be established jointly with the one which may be instituted in the general decree to become effective on or about January 1, 1963.

The parties hereto will be represented on the committee entrusted with the enforcement of such plan to which the contribution of employers and that of employees shall not be more than $0.05 per hour of work.

VIII. *Apprentices: a)* No contractor shall employ more than one (1) apprentice for each journeyman in his employ, as stated in article 28 of the Pipe Mechanics Act.

b) The entire period of apprenticeship shall be four (4) years, as stated in article 12 of the Pipe Mechanics Act.

c) To ply the pipe mechanic's trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate issued by the provincial authorities pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and pursuant to by-law number 2395 of

numéro 2395 de la cité de Montréal. Les apprentis non assujettis à la Loi des mécaniciens en tuyauterie doivent obtenir le certificat propre à leur métier.

IX. *Vacances payées:* Les sections 12, 13 et 14 (Titre Cinquième) du Chapitre Premier du présent décret se rapportant aux vacances payés s'appliquent à la présente section.

X. *Comité conjoint d'apprentissage:* Un comité d'apprentissage doit être formé afin d'assurer l'industrie d'une source adéquate de compagnons qualifiés. Ce comité se composera de 2 membres nommés par chaque partie et devra soumettre un rapport conjoint aux parties intéressées au plus tard le 15 novembre 1962.

XI. *Durée:* La présente section entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Elle se termine le 31 mars 1963.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « La Corporation des Entrepreneurs en plomberie et chauffage de la Province de Québec (Section de Montréal) » et « The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144 », « L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc. »)

L. DÉSILETS,
59767-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2415
Section « B »

Québec, 14 décembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Construction dans la région de Chicoutimi (district électoral de Saguenay).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Syndicat National de la Construction de Hauterive et l'Association des Contracteurs du comté de Saguenay ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, relatif à l'industrie de la Construction dans la région de Chicoutimi, tel que modifié par les arrêtés en conseil numéros 2416-A du 28 décembre 1960 et 723-D du 17 mars 1961;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 octobre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre les modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Le nom de « L'Association des Constructeurs du Comté de Saguenay », partie contractante de deuxième part, doit se lire: « L'Association des Contracteurs du Comté de Saguenay ».

2° Le dernier alinéa de l'article II (juridiction territoriale) est remplacé par le suivant:

« Le présent décret s'applique aussi au district électoral de Saguenay. »

3° Le paragraphe « *b* » de l'article XII est remplacé par le suivant:

the city of Montreal. Apprentices not covered by the Pipe Mechanics Act shall obtain the certificate appertaining to their trade.

IX. *Vacation with pay:* Sections 12, 13 and 14 (Fifth Title) of the First Chapter of the present decree, dealing with vacation with pay, shall apply to this section.

X. *Joint Apprenticeship Committee:* An Apprenticeship Committee shall be formed to assure the industry of an adequate supply of properly trained and skilled mechanics. This Committee shall consist of two (2) members appointed by each party and shall submit a joint report to interested parties not later than November 15, 1962.

XI. *Duration:* The present section comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It shall expire on March 31, 1963.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between "The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section of Montreal)" and "The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local Union 144", "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal Inc.").

L. DÉSILETS,
59767-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2415
Section "B"

Quebec, December 14, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the region of Chicoutimi (electoral district of Saguenay).

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) "Le Syndicat National de la Construction de Hauterive" and "L'Association des Contracteurs du comté de Saguenay" have petitioned the Minister of Labour to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, relating to the construction industry in the region of Chicoutimi, as amended by orders-in-council numbers 2416-A of December 28, 1960 and 723-D of March 17, 1961;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 28, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. The name of "L'Association des Constructeurs du Comté de Saguenay" contracting party of the second part shall read "L'Association des Contracteurs du Comté de Saguenay".

2. The last sub-paragraph of article II (Territorial jurisdiction) is replaced by the following:

"The present decree also applies to the electoral district of Saguenay".

3. Paragraph "*b*" of article XII is replaced by the following:

« b) *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

"b) *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* A	B
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	$ 2.30	$ 2.10
Charpentier-menuisier — 1ère classe — Carpenter-joiner — 1st class	2.00	1.80
Charpentier-menuisier — 2ème classe — Carpenter-joiner — 2nd class	1.85	1.65
Chauffeur de camion (trois tonnes et plus) — Truck driver (three tons and over)	1.80	1.69
Couvreur (ardoise, tuile, composition d'amiante) — Roofer (Slate, tile asbestos composition)	1.90	1.70
Électricien — Electrician	2.10	1.90
Homme de ligne (courant sous tension) — Lineman (live wire)	2.10	1.90
Homme de ligne (courant hors tension) — Lineman (dead wire)	1.90	1.70
Faiseur de planchers — Floor maker	1.95	1.75
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.90	1.70
Foreur (opérateur de marteau pneumatique) — Driller (air hammer operator)	1.85	1.65
Forgeron (préposé aux machines "Drill Charpener") — Blacksmith (Drill Sharpener operator)	2.10	1.90
Forgeron — Blacksmith	2.10	1.90
Gardien et chauffeur de bouilloire — Watchman and boiler fireman	1.75	1.55
Gréeur — Rigger	1.90	1.70
Journalier — Common worker	1.60	1.40
Manœuvre — Labourer	1.75	1.55
Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman	2.00	1.80
Préposé aux béliers mécaniques, tracteurs — Bulldozer and tractor operator	2.00	1.80
Préposé aux compresseurs, malaxeurs de tous genres — Compressors, mixer (all kinds) operator	1.85	1.65
Préposé aux grues, électricité, gazoline, huile, Diesel — Gasoline, electricity, crude oil, Diesel crane operator	1.90	1.70
Préposé aux pompes de tous genres — Pump (all kinds) operator	1.90	1.70
Préposé aux pelles à vapeur, électricité, huile crue, gazoline, une verge cube et moins — Steam, electric, gasoline crude oil shovel operator, 1 cubic yard or less	2.25	2.05
Préposé aux pelles à vapeur, électricité, huile crue, gazoline, plus d'une verge cube — Steam, electric, gasoline, crude oil shovel operator, over 1 cubic yard	2.30	2.10
Ouvrier en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze worker	1.90	1.70
Peintre — Painter	1.90	1.70
Peintre préposé aux machines à asperger — Spray painter	1.90	1.70
Peintre travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur — Painter-work done outdoors at a height exceeding 45 feet	2.10	1.90
Doreur, décorateur — Decorator, gilder	2.10	1.90
Plombier et poseur d'appareils de chauffage — Plumber, steamfitter	2.10	1.90
Compagnon junior 1 an — Junior journeyman 1 year	1.85	1.65
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.25	2.05
Poseur de lattes (bois et métal) — Lather (wood or metal)	1.85	1.65
Poseur de tuile, marbre, terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer	1.85	1.65
Poseur et travailleur d'acier d'armature sur le chantier — Reinforcing steel erector and worker (field)	2.00	1.80
Préposé au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac — Employee working at the loading, unloading and handling of cement in bulk	2.00	1.80
Poudrier — Blaster	2.00	1.80
Soudeur — Welder	2.10	1.90
Tailleur de granit — Granite cutter	2.05	1.85
Tailleur de pierre sur le chantier — Stone cutter (building site)	2.05	1.85
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.10	1.90

	Par semaine — Per week Maximum Maximum	*72 heures 72 hours*
Gardien sur le chantier — Watchman (on the job)	$80.50	$70.50
Pointeur — Timekeeper	85.50	75.50
Vérificateur de matériaux — Material ckecker	85.50	75.50

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* A	B
Soudeur (Haute pression) — Welder (High pressure)	$ 2.60	$ 2.40
Jointoyeur — Joint pointer	1.85	1.65
Foreur (Air Track) — Driller (Air Track)	1.95	1.75
Piqueur (Travail élevé) — High Scaler	1.80	1.60

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* A	B
Opérateur de chargeuse — Loader operator	$2.10	$1.90
Opérateur de niveleuse — Motor grader operator	2.10	1.90
Huileur, pelle et grue — Oiler, shovel and dragline	1.70	1.50
Graisseur et aide-mécanicien — Greaser and mechanic helper	1.60	1.40
Opérateur de machines "Euclid" — Euclid machine operator	2.00	1.80
Opérateur de machines "Koehring" — Koehring machine operator	2.00	1.80
Préposé aux machines à bascule (mule) — Operating Engineer (Bottom Dump)	2.10	1.90
Conducteur de jeep, de camion à quatre roues motrices (Power wagon) et de petit camion (Pick-up) — Pick-up, jeep and power wagon driver	1.60	1.40
Mécanicien — Mechanic	2.30	2.10
Machinist — Machinist	2.30	2.10
Travailleur de métal en feuilles — Sheet metal worker	2.30	2.10
Gréeur, préposé au déplacement des machines — Rigger, Machinery Mover	2.30	2.10
Travailleur d'acier d'armature — Reinforcing steel worker	1.95	1.75
Machiniste (Millright) — Millright	2.15	1.95
Opérateur de concasseur — Crusher operator	2.10	1.90
Huileur de concasseur — Crusher oiler	1.70	1.50
Scieur — scie à chaîne — Chain saw man	1.65	1.45
Travailleur fournissant sa propre scie à chaîne — Chain saw man with own saw	1.90	1.70
Préposé aux sonnettes et aux pièces de bois — Pile Driver and Timber Man	1.90	1.70
Préposé au boisage (Cribman) — Cribman	1.80	1.60
Opérateur de grue ("Sonnettes")	2.45	2.25
Préposé au "Skid rig" — Skid rig operator	2.30	2.10
Conducteur d'écorceuse (scraper) — Scraper operator	2.10	1.90
Opérateur de foreuse sur chariot — Wagon drill operator	1.95	1.75
Magasinier — Storeman	1.70	1.50
Pointeur — Time checker	1.60	1.40
Aide des mesureurs et des arpenteurs — Helper of the measurers and land-surveyors	1.70	1.50
Autres commis à salaire horaire (non classifiés) — Other hourly clerks (not classified)	1.60	1.40

Tout salarié en charge d'une équipe de cinq (5) hommes ou plus aura droit à $0.10 l'heure de plus que le taux minimum fixé pour son métier.

Notes: Le terme « charpentier-menuisier de 1ère classe » désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier, fait le posage des paravents, chassis, fenêtres, ou exécute tout autre travail de même nature, et qui possède un certificat de qualification.

Le terme « charpentier-menuisier de 2ème classe » désigne tout salarié qui travaille en charpente, prépare les formes et agit comme aide du charpentier-menuisier de 1ère classe, mais qui ne possède pas de certificat de qualification.

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) charpentier-menuisier de 2ème classe par charpentier-menuisier de 1ère classe travaillant sur le chantier. »

4° Le paragraphe « *c* » de l'article XII est remplacé par le suivant:

« *c*) *Durée du travail:* Dans les deux (2) zones, la durée maximum du travail est de dix (10) heures par jour. Ce travail doit être exécuté entre sept (7) heures du matin et six (6) heures du soir. Toutefois, la journée du samedi ne comprend que les cinq (5) heures de l'avant-midi; l'après-midi les ouvriers ne travaillent pas.

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *d*-1 » de l'article XII:

Dans le cas des finisseurs de ciment, le surtemps n'est payable qu'après les cinquante-cinq (55) heures qui forment la semaine de travail.

6° Le paragraphe « *f* » de l'article XII est remplacé par le suivant:

« *f*) *Jours chômés:* Il n'y aura pas de travail les dimanches, le 31 décembre, le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le Samedi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du

Every employee in charge of a gang of five (5) men or more shall be paid $0.10 more per hour than the minimum rate determined for his trade.

Notes: The term "carpenter-joiner, 1st class" means any employee whose work consists in assembling pieces of wood, in erection work, in executing all wood work with joiner's tools, in laying screens, windows, frames, or in performing all other work connected therewith, and who holds a certificate of competency.

The term "carpenter-joiner, 2nd class" means any employee who does erection work, makes concrete forms and who works as helper for the carpenter-joiner, 1st class, but does not hold a certificate of qualification.

No employer shall employ more than one (1) carpenter-joiner apprentice, 2nd class, to each carpenter-joiner, 1st class, on the job.

4. Paragraph "*c*" of article XII is replaced by the following:

"*c*) *Duration of work:* In both zones, the maximum duration of work shall be ten (10) hours per day. Such hours shall be worked between seven (7) o'clock forenoon and six (6) o'clock afternoon. However, only five (5) hours will be worked before noon on Saturday; Saturday afternoon shall not be worked".

5. The following paragraph is added to paragraph "*d*-1" of article XII:

"In the case of cement workers, overtime shall be paid for work in excess of the fifty-five (55) hours constituting the work week."

6. Paragraph "*f*" of article XII is replaced by the following:

"*f*) *Holidays:* There shall be no work on Sunday, December 31, New Year's Day, January 2, Good Friday, Saturday of the Holy Week, St-Jean-Baptiste Day, Labour Day

Travail, le 24 décembre et le Jour de Noël. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulièrement payé. »

7° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *g*-1 » de l'article XII:

Aucun apprentissage ne peut commencer avant l'âge de seize (16) ans révolus.

8° Le paragraphe « *g*-4 » de l'article XII est remplacé par le suivant:

4. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires des apprentis ci-après énumérés sont les suivants:

December 24 and Christmas Day. In case of necessity, work done on such days shall be remunerated double the regular rate."

7. The following sub-paragraph is aded to paragraph "*g*-1" of article XII:

"No one shall begin apprenticeship before sixteen (16) years of age".

8. Paragraph "*g*-4" of article XII is replaced by the following:

4. *Wage rates:* The minimum wage rates of apprentices shall be as follows:

Métiers — Trades:	*Taux horaires Hourly rates Zone "A"* 1ère année first year	2ème année second year	3ème année third year
Briqueteur — Bricklayer	$1.40	$1.60	$1.85
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.35	1.45	1.60
Peintre — Painter	1.35	1.45	1.60
Poseur de tuile, marbre, terrazzo — Tile, marble and terrazo layer	1.35	1.45	1.60
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.35	1.45	1.60
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornemental iron and bronze worker	1.35	1.45	1.60
Ferblantier, couvreur — Tinsmith, roofer	1.35	1.45	1.60
Électricien — Electrician	1.35	1.50	1.65
Plombier, poseur d'appareils de chauffage — Plumber, steamfitter	1.35	1.45	1.60

Dans la zone « B » les taux de salaires sont réduits de $0.20 l'heure.

9° Le deuxième alinéa du paragraphe « *j* » de l'article XII est biffé.

L. DÉSILETS,
59767-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

In zone "B" wage rates shall be reduced by $0.20 per hour."

9. The second sub-paragraph of paragraph "*j*" of article XII is deleted.

L. DÉSILETS,
59767-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2415

Section « C »

Québec, 14 décembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garages des cités de Sherbrooke, Thetford-Mines et Magog.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collectives de travail relative aux employés de garages des cités de Sherbrooke, Thetford-Mines et Magog, rendue obligatoire par le décret numéro 828 du 16 juillet 1953 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 novembre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 828, soit modifié comme suit:

1° Le deuxième alinéa du paragraphe « *j* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« La présente définition ne comprend pas les établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, atelier de mécanique, sta-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2415

Section "C"

Quebec, December 14, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to garage employees in the cities of Sherbrooke, Thetford-Mines and Magog.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the cities of Sherbrooke, Thetford-Mines and Magog, rendered obligatory by the decree number 828 of July 16, 1953 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree, as amended;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 11, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 828, be amended as follows:

1. The second sub-paragraph of paragraph "*j*" of article I is replaced by the following:

"The present definition does not include industrial establishments operating as an accessory a garage, a machine shop or service station

tion de services, en autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs porpres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique ».

2° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *c* », « *d* », « *e* » et « *f* » de l'article III sont remplacés par les suivants:

inasmuch as their services be *exclusively* limited to their own vehicles or accessories and be not performed for the public."

2. Paragraphs "*a*", "*b*", "*c*", "*d*", "*e*" and "*f*" of article III are replaced by the following:

	Zones I	II	III
	L'heure — Per hour		
« *a*) *Apprentis — Apprentices:*			
De 16 à 20 ans — From 16 to 20 years:			
Première année — First year	$ 1.00	$ 0.95	$ 0.85
Deuxième année — Second year	1.10	1.05	0.95
Troisième année — Third year	1.15	1.10	1.00
De 20 ans et plus — 20 or over years of age:			
Première année — First year	1.15	1.10	1.00
Deuxième année — Second year	1.25	1.20	1.10
Troisième année — Third year	1.35	1.30	1.20
b) *Compagnon — Journeyman:*			
Deuxième classe — Second class	1.55	1.50	1.40
Première classe — First class	1.70	1.65	1.55
c) *Homme de service — Service man:*			
Apprenti de 16 à 20 ans — Apprentice of 16 to 20 years of age:			
Première année — First year	0.80	0.75	0.65
Deuxième année — Second year	0.90	0.85	0.75
Troisième année — Third year	0.95	0.90	0.80
Apprenti de 20 ans et plus — Apprentice of 20 or over years of age:			
Première année — First year	0.95	0.90	0.80
Deuxième année — Second year	1.05	1.00	0.90
Troisième année — Third year	1.15	1.10	1.00
Deuxième classe — Second class	1.20	1.15	1.05
Première classe — First class	1.30	1.25	1.15
	Par semaine — Per week		
d) *Concierge et gardien de nuit — Janitor and night watchman*	$69.80	$66.20	$59.00
e) *Préposé aux pièces de rechange — Spare parts employee:*			
Préposé, 4ième classe — Clerk, 4th class	42.70	40.25	35.35
Préposé, 3ième classe — Clerk, 3rd class	47.70	45.25	40.35
Préposé, 2ième classe — Clerk, 2nd class	55.70	53.25	48.35
Préposé, 1ère classe — Clerk, 1st class	65.70	63.25	58.35

Un an après la date de publication du présent arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*, les taux horaires seront majorés de $0.05 l'heure; les taux à la semaine seront majorés de $2.50.

f) Nonobstant les dispositions de l'article VII, un salarié de quelque catégorie que ce soit qui travaille comme homme de service et gardien, du samedi au lundi matin (7.00 a.m.) ou un jour chômé, peut être rémunéré au taux horaire minimum de $0.95. Cependant, si au cours de cette période, il doit exécuter du travail appartenant à son propre métier, il doit alors être rémunéré au taux détreminé pour son métier pendant tout le temps ainsi consacré. »

3° Le paragraphe « *e* » suivant est ajouté à l'article VI:

« *e*) Lorsqu'un métier est classifié, le salarié qui est détenteur d'un certificat de compagnon 2ème classe depuis au moins douze (12) mois peut subir un examen pour obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure. Dans ce cas, le salarié a droit d'exiger un examen pratique. »

4° L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Paiement du salaire:* Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe, celle-ci doit être initialée par la personne qui a fait la paye, et elle

One year after the date of publication of the present Order-in-Council in the *Quebec Official Gazette*, the hourly rates shall be increased by $0.05 per hour; the weekly rates shall be increased by $2.50.

f) Notwithstanding the provisions of article VII, an employee of any category who works as a general hand or watchman, from Saturday to Monday morning (7.00 a.m.) or on a holiday, shall be remunerated at the minimum rate of $0.95 per hour. However, if, during this period, he must perform work of his own trade, then he shall be remunerated at the rate of his trade for all time worked.

3. The following paragraph "*e*" is added to article VI:

"*e*) When a trade is classified, the holder of a second class journeymen's certificate, after holding such certificate for at least twelve months may sit for an examination in order to obtain a certificate of a higher class. In that case, the employee may require a practical examination."

4. Article XI is replaced by the following:

"XI. *Payment of wages:* The wages of all employees shall be paid completely, every-week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned: his name, number, the date of the work week, the number of hours of work paid for, the hourly wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the payclerk and given on Thursday

doit être distribuée le jeudi soir à 6 heures, à moins qu'un congé ne survienne du lundi au jeudi, en tel cas la paye sera faite le vendredi.»

5° L'article XIX est remplacé par le suivant:

« XIX. *Durée du décret:* Le présent décret amendé est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de deux (2) ans.

L'une ou l'autre des parties désirant modifier le décret doit en avertir l'autre partie par lettre recommandée au moins trois (3) mois avant la date de son expiration. À défaut de ce faire, ledit décret sera automatiquement renouvelé pour une période supplémentaire d'un (1) an. »

L. DÉSILETS,
59767-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

at 6:00 o'clock p.m., unless a holiday occurs from Monday to Thursday, in which case the pay shall be given on Friday".

5. Article XIX is replaced by the following:

"XIX. *Duration of the decree:* The present decree, as amended, comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of two (2) years.

Either contracting party wishing to amend the decree shall notify the other party by registered letter at least three (3) months before the date of its expiration. Failing such notice, the said decree shall be automatically renewed for one (1) year".

L. DÉSILETS,
59767-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2415

Section « D »

Québec, 14 décembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 309-A du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1962.

L. DÉSILETS,
59767-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2415

Section "D"

Quebec, December 14, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT decree number 309-A of April 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal be extended until March 31, 1962.

L. DÉSILETS,
59767-o *Clerk of the Executive Council.*

Bills — Assemblée législative

Avis de l'Assemblée législative

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 19 décembre 1961 et présentés avant le 30 janvier 1962, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 19 janvier 1962 et reçues avant le 24 janvier 1962, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 13 février 1962.

Québec, le 18 octobre 1961.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
59129-43-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills — Levislative Assembly

Notice of legislative Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Committee of the Private Bills before December 19, 1961, and prior to January 30, 1962, introductory petitions of private bills shall be presented before January 19, 1962 and received prior to January 24, 1962, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before February 13, 1962.

Quebec, October 18, 1961.

ANTOINE LEMIEUX,
59129-43-11 *Clerk of the Legislative Assembly.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Midland Electric Company

Avis est donné que « Midland Electric Company », une compagine à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de « Corporations Code of California », a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des

Companies Licensed to do Business

Midland Electric Company

Notice is hereby given that "Midland Electric Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Corporations Code of California, has been licenced to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act,

compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, de chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59690 RAYMOND DOUVILLE.

Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of Room 300, 455 Craig Street West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300, 455 Craig Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59690-o *Assistant Secretary of the Province.*

Trans-Continental Pipelines Ltd.

Avis est donné que « Trans-Continental Pipelines Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de Saskatchewan, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. John McDougall, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 491 Carré Victoria, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59690 RAYMOND DOUVILLE.

Trans-Continental Pipelines Ltd.

Notice is hereby given that "Trans-Continental Pipelines Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of Saskatchewan, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. John McDougall, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 491 Victoria Square, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59690-o *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « Cosmo-Kismet (Quebec) Limited » donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 12 décembre, 1961.

Le Secrétaire,

59692 H. B. EPSTEIN.

Le Placement Bizard Limitée

Avis est par les présentes donné que « Le Placement Bizard Limitée », compagnie incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 12 décembre 1961.

Le Président,

59693-o JEAN CASGRAIN.

Penco Investments Inc.

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Penco Investments Inc. » donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 13 décembre 1961.

Les Procureurs de la compagnie,

(*Signé*) KAUFMAN, HOFFMAN,

59724 RESPITZ & SEDEROFF.

Charters — Surrender of

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Cosmo-Kismet (Quebec) Limited" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from the date to be fixed by him.

Montreal, December 12, 1961.

H. B. EPSTEIN,

59692-o *Secretary.*

Le Placement Bizard Limitée

Notice is hereby given that "Le Placement Bizard Limitée", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Montreal, December 12, 1961.

JEAN CASGRAIN,

59693-o *President.*

Penco Investments Inc.

Under the Quebec Companies Act "Penco Investments Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company.

Montreal, December 13, 1961.

(*Signed*) KAUFMAN, HOFFMAN,
RESPITZ & SEDEROFF,

59724-o *Attorneys for company.*

The Main Fish Company Limited

La compagnie « The Main Fish Company Limited » donne avis qu'elle s'adressera au Procureur général, province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 18 décembre 1961.

Le Procureur de
The Main Fish Company Limited,
59753 DAVID LITNER, C.R.

The Main Fish Company Limited

"The Main Fish Company Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, December 18, 1961.

DAVID LITNER, Q.C.,
Attorney for
59753-o The Main Fish Company Limited.

Divers
Compagnies

Le Club Carrousel

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 21 novembre 1961, les règlements de « Le Club Carrousel », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
59694-o 15074-60

Brensim Corporation Ltd.

Règlement No XXI

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de cette compagnie que le nombre des directeurs de cette compagnie sera diminué de six à trois, et que dorénavant le conseil d'administration sera composé de trois directeurs, et deux d'entre eux formeront quorum.

Décrété ce 31e jour d'août 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
59701 LOUIS F. O'BRYAN.

Ginn Brothers Limited

Extrait du règlement numéro 23, concernant une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus nommée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par ses actionnaires le 25 novembre 1961;

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Ginn Brothers Limited », ce qui suit:

« 1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à quatre (4) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs. »

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
59702 MARCO ZANETTI.

Granby Trading Co. Ltd.

Extrait du règlement spécial « A », concernant une augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre de la compagnie ci-dessus nommée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires, le 4 novembre 1961.

« Considérant qu'il est dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs de ladite compagnie, de 3 à 4;

Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité ce qui suit, à savoir:

Que la permission soit accordée de procéder à l'élection d'un autre directeur, à une assemblée

Miscellaneous
Companies

Le Club Carrousel

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 21, 1961, the by-laws of "Le Club Carrousel", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
59694 15074-60

Brensim Corporation Ltd.

By-Law No. XXI

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of this company that the number of directors of this company shall be decreased from six to three, and that hereafter the board of directors shall consist of three directors, and two thereof shall form a quorum.

Enacted this 31st day of August, 1961.

Certified true copy.

LOUIS F. O'BRYAN,
59701-o *Secretary.*

Ginn Brothers Limited

Extract of By-Law number 23 of the above-named company, as adopted by the directors and approved by the shareholders thereof on November 25, 1961, concerning an increase in the number of directors:

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Ginn Brothers Limited" as follows:

"1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) Directors."

Certified true copy.

MARCO ZANETTI,
59702-o *Secretary.*

Granby Trading Co. Ltd.

Extract of "Special by-law "A" of the above-named company, as adopted by the directors and approved by the shareholders on November 4, 1961, concerning an increase in the number of directors from three to four:

"Considering that it is in the interest of the company that the number of directors of said company be increased from 3 to 4;

It is moved, seconded and unanimously resolved as follows, that is:

That permission be granted to proceed with the election of one other director, at a special

spéciale des actionnaires, devant être tenue immédiatement après l'approbation dudit règlement par les autorités compétentes, cette assemblée spéciale des actionnaires, ayant été dûment convoquée, tel qu'il est prévu dans les règlements de la compagnie;

Que le président ou le secrétaire soit autorisé à compléter toutes les formalités requises pour l'approbation dudit règlement, par les autorités compétentes, quand elles auront été ratifiées par au moins les deux tiers en valeur des actions représentées à une assemblée spéciale convoquée à cette fin. »

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
M. A. THOMPSON.

59703 12651-61

Nesbitt, Thomson and Company, Limited

Règlement trente-deux

Pour augmenter le nombre des directeurs de dix-huit à vingt et un.

Qu'il soit décrété et il est décrété que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de dix-huit à vingt et un.

2° Le règlement trois de la compagnie, tel qu'amendé, et de plus amendé en rayant les mot et chiffre « dix-huit (18) » là où ils apparaissent dans son article 1 et en y substituant les mot et chiffre « vingt et un (21) ».

Certifié comme étant une copie véritable du règlement trente-deux de « Nesbitt, Thomson and Company, Limited », décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 20 novembre 1961, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée et tenue aux fins de considérer ledit règlement trente-deux, le 1er décembre 1961.

Montréal, P.Q. 1er décembre 1961.

(Sceau) *L'Assistant-secrétaire,*
G. R. BROWNE.

59704 13731-58

L'Ouest Commercial et Professionnel Inc.

Avis est donné qu'il a plu au secrétaire de la province d'approuver, le 14 novembre 1961, le règlement No 1 (règlements généraux) de la corporation « L'Ouest Commercial et Professionnel Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59712-o 15298-60

L'Ouest Commercial et Professionnel Inc.

Extrait du règlement No 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les membres le 15 mars 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à vingt:

« XVI — *Le bureau de direction — Nombre* — Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de vingt (20) membres ordinaires . . . »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
(*Signé*) L. LECOURS.

59712-o 15298-60

meeting of the shareholders, to be held immediately after the approval of said by-law, by the competent authorities, such special meeting of the shareholders, having duly called up, as provided for in the by-laws of the company;

That the president or the secretary be authorized to complete all required formalities, for the approval of said by-law, by the competent authorities, after same has been ratified by at least two-thirds, in value, of the shares represented at a special meeting called up for this purpose."

Certified true copy.

M. A. THOMPSON,
Secretary.

59703-o 12651-61

Nesbitt, Thomson and Company, Limited

By-law thirty-two

To increase the number of directors from eighteen to twenty-one.

Be it and it is hereby enacted that:

1. The number of the directors of the company is hereby increased from eighteen to twenty-one.

2. By-law three of the company, as amended, is hereby further amended by deleting the word and figure "eighteen (18)" where they appear in article 1 thereof and substituting therefor the word and figure "twenty-one (21)".

Certified to be a true copy of by-law thirty-two of "Nesbitt, Thomson and Company, Limited" enacted at a meeting of directors of said company held on November 20, 1961, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented in person or by proxy at a special general meeting of the shareholders of said company duly called and held for the purpose of considering said by-law thirty-two on December 1, 1961.

Montreal, P.Q., December 1, 1961.

(Seal) G. R. BROWNE,
Assistant-Secretary.

59704-o 13731-58

L'Ouest Commercial et Professionnel Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 14, 1961, by-law No. 1 (general by-laws) of the corporation "L'Ouest Commercial et Professionnel Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 17, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59712 15298-60

L'Ouest Commercial et Professionnel Inc.

Excerpt of by-law No. 1 (general by-laws) of the corporation above mentioned as adopted by the members on March 15, 1961, concerning the increase in the number of the directors from three to twenty:

"XVI — *Board of directors — Number* — The affairs of the corporation shall be administered by a board of directors composed of twenty (20) regular members . . ."

Certified true copy.

(*Signed*) L. LECOURS,
Secretary.

59712 15298-60

Studio E. B. Côté Inc.
Règlement No 13

Concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Studio E. B. Côté Inc. » est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4) et le règlement No trois A (3A) de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No treize (13) dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le troisième jour d'octobre 1961, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le quatorzième jour d'octobre 1961 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
MICHEL CÔTÉ.

59713-o 10170-54

Studio E. B. Côté Inc.
By-law No. 13

Concerning an amendment in the number of its directors.

"The number of the directors of the company "Studio E. B. Côté Inc." is changed from three (3) that it was heretofore to that of four (4) and by-law No. three A (3A) of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law No. thirteen (13) duly adopted at a meeting of the directors held on the third day of October, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on the fourteenth day of October, 1961, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

MICHEL COTÉ,
Secretary.

59713 10170-54

Cadorama (Chicoutimi) Ltée
Règlement numéro 3

Il est proposé et résolu unanimement d'adopter le règlement numéro 3 modifiant le nombre des directeurs de la compagnie « Cadorama (Chicoutimi) Ltée » de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement numéro 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Certifié vraie copie du règlement adopté unanimement par le bureau de direction de la compagnie « Cadorama (Chicoutimi) Ltée » lors de son assemblée tenue à Alma, le 2 octobre 1961 et dûment ratifié par une assemblée générale spéciale de ladite compagnie tenue le même jour en la ville d'Alma.

En foi de quoi, j'ai signé ce 24e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire,
ERIC FOREST.

59723-o 13352-61

Cadorama (Chicoutimi) Ltée
By-law number 3

It is unanimously proposed and resolved to adopt by-law number 3 amending the number of the directors of the company "Cadorama (Chicoutimi) Ltée" from three (3) that it was heretofore to that of five (5) and by-law number 1 of the company is therefore amended.

Certified true copy of the by-law unanimously adopted by the board of directors of the company "Cadorama (Chicoutimi) Ltée" at its meeting held at Alma, on October 2, 1961, and duly ratified by a special general meeting of the said company held the same day in the town of Alma.

In testimony whereof I have signed this 24th day of November, 1961.

ERIC FOREST,
Secretary.

59723 13352-61

Drummond Welding and Steel Works Ltd.
Règlement No 3a)

« Que le nombre des directeurs soit, et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq (3 à 5), et le quorum de toutes assemblées fixé à trois (3) au lieu de deux (2), présents en personne; le règlement numéro (3(*a*) et (*d*) est amendé en conséquence. »

Certifiée copie véritable du règlement numéro 3*a*) de « Drummond Welding and Steel Works Ltd. », adopté par les directeurs de ladite compagnie, à leur assemblée tenue le 16ième jour de décembre 1961, et confirmé par la totalité des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Montréal, ce 18e jour de décembre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
NORBERT DUBOIS.

59750-o 2916-50

Drummond Welding and Steel Works Ltd.
By-law No. 3a)

"That the number of directors be, and it is, by these presents, increased from three to five (3 to 5), and the quorum at all meetings fixed to three (3) instead of two (2), present, in person; by-law number (3(*a*) and (*d*) is therefore amended."

Certified true copy of by-law number 3*a*) of "Drummond Welding and Steel Works Ltd.", adopted by the directors of the said company, at their meeting held on the 16th day of December, 1961, and confirmed by the totality of the shareholders present at a special general meeting held on the same day.

Montreal, this 18th day of December, 1961.

(Seal) NORBERT DUBOIS,
Secretary.

59750 2916-50

Madison Building Corporation
Règlement No 13

Qu'il soit résolu que la compagnie soit autorisée à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires, celle-ci ayant cessé ses activités excepté aux fins de la liquidation de ses affaires et n'avoir aucune dette ou obligation.

Montréal, 18 octobre 1961.

Madison Building Corporation,
Par le Président,
A. RUDNIKOFF.

Les Procureurs de la compagnie,
Mtres. Rappaport & Whelan. 59755

Madison Building Corporation
By-Law No. 13

Be it resolved that the Company, having ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and having no debts or obligations, is authorized to distribute its assets rateably among its shareholders.

Montreal, October 18, 1961.

Madison Building Corporation,
Per: A. RUDNIKOFF,
President.

Mtres. Rappaport & Whelan,
Attorneys for the Company. 59755-o

Lettres patentes

Institut Familial du Bon Pasteur de Saint-Georges

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, 5-6 Elizabeth II, chapitre 157, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 octobre 1961, constituant en corporation l'« Institut Familial du Bon Pasteur de Saint-Georges ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à 1080, rue Lachevrotière, dans la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59718-o 68-61 — 1101/139

Institut Familial Stella Maris de Matane

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, 5-6 Elizabeth II, chapitre 157, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 octobre 1961, constituant en corporation l'« Institut Familial Stella Maris de Matane ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à 1080, rue Lachevrotière, dans la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59719-o 67-61 — 1101/140

Juvénat Notre-Dame des Laurentides

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, 5-6 Elizabeth II, chapitre 157, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 octobre 1961, constituant en corporation le « Juvénat Notre-Dame des Laurentides ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à 1080, rue Lachevrotière, dans la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59720-o 66-61 — 1101/141

Pensionnat St-Dominique

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, 5-6 Elizabeth II, chapitre 157, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 octobre 1961, constituant en corporation le « Pensionnat St-Dominique ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à 1080, rue Lachevrotière, dans la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59721-o 69-61 — 1101/148

Letters Patent

Institut Familial du Bon Pasteur de Saint-Georges

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Act respecting "l'Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date October 12, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Institut Familial du Bon Pasteur de Saint-Georges".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at 1080 Lachevrotière St., in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59718 68-61 — 1101/139

Institut Familial Stella Maris de Matane

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Act respecting "l'Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date October 12, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Institut Familial Stella Maris de Matane".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at 1080 Lachevrotière St., in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59719 67-61 — 1101/140

Juvénat Notre-Dame des Laurentides

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Act respecting "l'Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date October 12, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: "Juvénat Notre-Dame des Laurentides".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at 1080 Lachevrotière St., in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59720 66-61 — 1101/141

Pensionnat St-Dominique

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Act respecting "l'Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date October 12, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Pensionnat St-Dominique".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at 1080 Lachevrotière St., in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59721 69-61 — 1101/148

Sièges sociaux

Café Pot-au-Feu Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Café Pot-au-Feu Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 29 septembre 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 5771 ouest, Boulevard Gouin, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14e jour de novembre 1961.

(Sceau) *Le Président,*
59695-o J. Bernard Vallée.

Gerlaw Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « Gerlaw Investment Corporation », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 13e jour d'octobre 1961, a établi son siège social à 3 Chemin Cressy, cité de Montréal.

Montréal, ce 13e jour de novembre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
59696 Clara Segal.

Granby Artificial Stones Inc.

Avis est donné que la compagnie « Granby Artificial Stones Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 19 octobre 1961 aura sa principale place d'affaires à R. R. No 4, Granby.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 15e jour de novembre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
59697-o Jean-Paul Johnson.

Holmes Electrical Contractors Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Holmes Electrical Contractors Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour d'octobre 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3493, avenue Girouard, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 12e jour d'octobre 1961.

Le Secrétaire,
59698 B. G. Holmes.

Joutel Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Joutel Copper Mines Limited », (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, le 28 septembre 1961, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau à chambre 605, 399 est, rue St-Joseph, cité de Québec.

Head Offices

Café Pot-au-Feu Inc.

Notice is hereby given that the company, "Café Pot-au-Feu Inc.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, on the 29th day of September, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 5771 West, Boulevard Gouin, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 14th day of November, 1961.

(Seal) J. Bernard Vallée,
59695-o *President.*

Gerlaw Investment Corporation

Notice is hereby given that "Gerlaw Investment Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 13th day of October, 1961 has established its head office at 3 Cressy Road, in the city of Montreal.

Montreal, this 13th day of November, 1961.

(Seal) Clara Segal,
59696-o *Secretary.*

Granby Artificial Stones Inc.

Notice is hereby given that "Granby Artificial Stones Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies Act, on the 19th day of October, 1961, has its head office at R. R. No. 4, Granby.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 15th day of November, 1961.

(Seal) Jean-Paul Johnson,
59697-o *Secretary-Treasurer.*

Holmes Electrical Contractors Ltd.

Notice is hereby given that "Holmes Electrical Contractors Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of October, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3493 Girouard Avenue, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 12th day of October, 1961.

B. G. Holmes,
59698-o *Secretary.*

Joutel Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Joutel Copper Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated on September 28th, 1961 by letters patent granted under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and having its head office in the city of Quebec, has established its office at room 605, 399 Est, Rue Saint-Joseph, Quebec city.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 24e jour de novembre 1961.

(Sceau) Joutel Copper Mines Limited,
(No Personal Liability),
Le Secrétaire,
59699 JOHN F. LOGAN.

As of this date the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Toronto, Ontario, this 24th day of November, 1961.

(Seal) JOHN F. LOGAN,
Secretary,
Joutel Copper Mines Limited,
59699-o (No Personal Liability).

Ramsgate Investment Corporation

Règlement numéro 23

Un règlement qui transporte le siège social de la compagnie de Montréal, à l'Abord-à-Plouffe.

« Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il fut résolu que la compagnie établira son siège social à 532, Curé Labelle, L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, Province de Québec.

Il fut de plus résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce présent règlement qui sera connu comme le règlement No 23. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, 19 septembre 1960.

Le Secrétaire,
ROCH CLERMONT.
59700 11609-59

Ramsgate Investment Corporation

By-Law number 23

By-law changing the head office of the company from Montreal to L'Abord-à-Plouffe.

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the company establish its head office at 532 Curé Labelle, L'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, Province of Quebec.

It was further resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as By-Law No. 23."

Certified true copy.

Montreal, September 19, 1960.

ROCH CLERMONT,
Secretary.
59700-o 11609-59

Acron Investment Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Acron Investment Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 10e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1255 rue University.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à la cité de Montréal, ce 1er jour de juin 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
59714 JOYCE DAVIES.

Acron Investment Corp.

Notice is hereby given that "Acron Investment Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 10th day of February, 1959, and having its head office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at 1255 University Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 1st day of June, 1961.

(Seal) JOYCE DAVIES,
59714-o *Secretary-Treasurer.*

Cherrier Holding Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cherrier Holding Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1960 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au No 500 est, rue Cherrier, l'a transporté au No 7484 rue St-Hubert, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Fait et signé à Montréal, ce 20 novembre 1961.

Le Président,
59715-o J. O. LANDRY.

Cherrier Holding Co. Ltd.

Notice is given that the "Cherrier Holding Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated December 12, 1960, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at No. 500 Cherrier Street, East, has transferred it to No. 7484 St. Hubert Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Made and signed at Montreal, November 20, 1961.

J. O. LANDRY,
59715 *President.*

Delta Investments Inc.

Avis est donné que « Delta Investments Inc. », constituée en corporation en vertu des provisions de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 8 juin 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal dans

Delta Investments Inc.

Notice is hereby given that "Delta Investments Inc.", incorporated pursuant to The Quebec Companies' Act by letters patent dated the 8th day of June, 1961, and having its head office in the city of Montreal in the Province of Quebec,

la province de Québec, a établi son bureau au Chambre 1210, Édifice Banque Royale du Canada, dans ladite cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 8e jour de décembre 1961.

Delta Investments Inc.,
Par le Président,
59716-o L. M. DUQUET.

has established its office at Room 1210, The Royal Bank Building, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal this 8th day of December, 1961.

Delta Investments Inc.,
Per: L. M. DUQUET,
59716-o *President.*

Gérard Renauld Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gérard Renauld Inc. », autrefois « Inhalateur Inc. », dont le nom a été changé par lettres patentes supplémentaires en date du 23 novembre 1961, a adopté un règlement numéro quatre le 29 novembre 1961, ratifié par les actionnaires le même jour changeant l'endroit de son bureau principal à 2235, Boulevard Ste-Anne, Québec.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4ème jour de décembre 1961.

Le Président,
59717-o GÉRARD RENAULD.

Gérard Renauld Inc.

Notice is hereby given that "Gérard Renauld Inc.", formerly "Inhalateur Inc.", the name of which was changed by supplementary letters patent dated November 23, 1961, has adopted by-law number four, on November 29, 1961, ratified by the shareholders on the same day, changing the location of its head office to 2235 Ste-Anne Blvd., Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 4th day of December, 1961.

GÉRARD RENAULD,
59717 *President.*

Belvedere Motel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Belvedere Motel Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, par lettres patentes en date du 30 octobre 1958, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 333 est, de la rue Craig, en la ville de Montréal, l'a transporté au numéro 7250 Boulevard Sainte-Anne (angle Upper Lachine Road), en la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
59725-o EDMUND T. ASSELIN.

Belvedere Motel Inc.

Notice is given that "Belvedere Motel Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act of the Province of Quebec, by letters patent dated October 30, 1958, and having its head office in the city of Montreal, where it has been to date, at number 333 Craig Street, East, in the city of Montreal, has transferred it to number 7250 Sainte-Anne Boulevard (Upper Lachine Road angle), in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 25th day of October, 1961.

(Seal) EDMUND T. ASSELIN,
59725 *Secretary.*

Montreal Aerotrade Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Montreal Aerotrade Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes datées du 27 juin 1961, a établi son bureau principal à l'aéroport de Cartierville, Ville Saint-Laurent, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21e jour de novembre 1961.

(Sceau) *Le Président,*
59726-o PIERRE LALONDE.

Montreal Aerotrade Inc.

Notice is hereby given that the company "Montreal Aerotrade Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated June 27, 1961, has established its head office at Cartierville Airport, Ville Saint-Laurent, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 21st day of November, 1961.

(Seal) PIERRE LALONDE,
59726-o *President.*

Montnord Construction Ltée

Avis est donné que la compagnie « Montnord Construction Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour d'octobre 1954, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 310, 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Qué.

Montnord Construction Ltée

Notice is hereby given that "Montnord Construction Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of October, 1954, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 310, 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, Que.

Daté à Montréal, ce 15e jour de décembre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
59727 SAMUEL LEVY.

Dated at Montreal, this 15th day of December, 1961.

(Seal) SAMUEL LEVY,
59727-o *Secretary.*

Drummond Welding and Steel Works Ltd.

Règlement No 1a)

« Le règlement numéro 1 de la compagnie est modifié et amendé, et il est décrété que l'établissement du siège social de la compagnie est changé de 5370, rue York, en la cité de Montréal, à 2277, rue Joliette, Ville Jacques-Cartier, province de Québec. »

Certifiée copie véritable du règlement numéro 1*a*) de « Drummond Welding and Steel Works Ltd. », adopté par les directeurs de ladite compagnie, à leur assemblée tenue le 16ième jour de décembre 1961, et confirmé par la totalité des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Montréal, ce 18e jour de décembre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
NORBERT DUBOIS.
59750-o 2916-50

Drummond Welding and Steel Works Ltd.

By-law No. 1a)

"By-law number 1 of the company is modified and amended, and it is decreed that the establishment of the head office of the company is changed from 5370 York Street, in the city of Montreal, to 2277, Joliette Street, Town of Jacques-Cartier, Province of Quebec."

Certified true copy of by-law number 1*a*) of "Drummond Welding and Steel Works Ltd.", adopted by the directors of the said company, at their meeting held on the 16th day of December, 1961, and confirmed by the totality of the shareholders present at a special general meeting held on the same day.

Montreal, this 18th day of December, 1961.

(Seal) NORBERT DUBOIS,
Secretary.
59750 2916-50

Cantalia Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cantalia Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1961, et ayant son bureau principal dans Ville d'Anjou, a établi son bureau au numéro 7720 du Boulevard Yves Prévost.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ville D'Anjou, ce 26e jour d'octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
59754-o LÉO-RENÉ MARANDA.

Cantalia Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Cantalia Construction Inc.", incorporated by letters patent, on the 13th day of October 1961, and having its head office in Ville d'Anjou, has established its office at number 7720 Yves Prévost Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Ville d'Anjou, this 26th day of October, 1961.

LÉO-RENÉ MARANDA,
59754-o *Secretary-Treasurer.*

Ministère de l'Agriculture
Industrie laitière

Ordonnance No 2-57-B
Région de Québec

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 2-57 du 24 août 1957, modifié par l'ordonnance No 2-57-A du 9 décembre 1961, est de nouveau modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

Department of Agriculture
Dairy Industry

Order No. 2-57-B
Region of Quebec

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 2-57 of August 24, 1957, modified by Order No. 2-57-A of December 9, 1961, is modified again by adding thereto the following paragraphs:

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 8-57-B
Région de St-Jean

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 8-57 du 12 octobre 1957, est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.69 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 9-57-B
Région de Hull

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 9-57 du 28 septembre 1957 est remplacé par le suivant:

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 8-57-B
Region of St. Jean

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 8-57 of October 12, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from the, $4.69 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 9-57-B
Region of Hull

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 9-57 of September 28, 1957, is replaced by the following:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.89 net, F.A.B., la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 14-57-A
Région de Sorel

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 14-57 du 12 octobre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.69 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 15-57-A
Région de St-Jérôme

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.89 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 14-57-A
Region of Sorel

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 14-57 of October 12 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from the, $4.69 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1%)elow this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 15-57-A
Region of St. Jérôme

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 15-57 du 28 septembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.70 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 16-57-B
Région de Joliette

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 16-57 du 28 septembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 15-57 of September 28, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from the, $4.70 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 16-57-B
Region of Joliette

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 16-57 of September 28, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 18-57-C
Région d'Amos

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 18-57 du 24 août 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.98 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 20-56-B
Région d'Asbestos

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 20-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

Order No. 18-57-C
Region of Amos

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 18-57 of August 24, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from the, $4.98 net, F.O.B. busines place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 20-56-B
Region of Asbestos

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 20-56 of October, 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from the, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 21-56-C
Région de Beauce

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 21-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.59 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous, de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 23-61-B
Région de Lachenaie

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 23-61 du 18 mars 1961 est remplacé par le suivant:

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 21-56-C
Region of Beauce

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 21-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.59 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 23-61-B
Region of Lachenaie

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 23-61 of March 18, 1961, is replaced by the following:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.65 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 25-57-B
Région de Lachute

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 25-57 du 9 novembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.69 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 27-57-C
Région du Lac-St-Jean

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.65 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 25-57-B
Region of Lachute

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 25-57 of November 9, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.69 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage",

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 27-57-C
Region of Lake St. John

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 27-57-B du 12 octobre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.78 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 28-56-B
Région de Coaticook

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 28-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No 28-56-A du 3 décembre 1960 et entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 27-57-B of October 12, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.78 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 28-56-B
Region of Coaticook

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 28-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order abrogates Order No. 28-56-A of December 3, 1960, and shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 29-61-A
Région de Missisquoi

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 29-61 du 15 juillet 1961 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 33-56-A
Région de Donnacona

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 33-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.40 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

Order No. 29-61-A
Region of Missisquoi

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 29-61 of July 15, 1961, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 33-56-A
Region of Donnacona

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 33-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.40 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 34-56-A
Région de East Angus

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 34-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 35-56-D
Region de Granby

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 35-56 du 27 avril 1957, est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les société coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 34-56-A
Region of East Angus

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 34-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 35-56-D
Region of Granby

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 35-56 of April 27, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of

chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No 35-56-A du 27 avril 1957 et entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 37-56-G
Région du Bas-St-Laurent

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 37-56 du 15 décembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.59 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 40-56-B
Région de Louiseville

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order abrogates Order No. 35-56-A of April 27, 1957, and shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 37-56-G
Region of Lower-St. Lawrence

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 37-56 of December 15, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.59 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 40-56-B
Region of Louiseville

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 40-56 du 10 novembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.26 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 41-56-B

Région de Magog

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 41-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

2. Section 3 of Order No. 40-56 of November 10, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.26 net, F.O.B. business place of said dealer.

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 41-56-B

Region of Magog

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 41-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 43-56-A
Région de Montmagny

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 43-56 du 16 décembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.40 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Order No. 43-56-A
Region of Montmagny

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 43-56 of December 16, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.40 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 45-56-B
Région de Richmond

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 45-56 du 27 octobre 1956, est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

Order No. 45-56-B
Region of Richmond

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 45-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Ordonnance No 48-56-A
Région de Stanstead

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 48-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Ordonnance No 53-57-B
Région de Thetford

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 53-57 du 12 octobre 1957 est remplacé par le suivant:

"3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Order No. 48-56-A
Region of Stanstead

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 48-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Order No. 53-57-B
Region of Thetford

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the monring.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 53-57 of October 12, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, copoperative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of

100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.69 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 56-57-A
Région de Vaudreuil

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 56-57 du 9 novembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 57-57-A
Région de Victoriaville

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

milk they receive from them, $4.69 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 56-57-A
Region of Vaudreuil

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 56-57 of November 9, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 57-57-A
Region of Victoriaville

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 57-57 du 7 décembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.59 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 59-56-C
Région de Waterloo

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 59-56 du 27 octobre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 57-57 of December 7, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.59 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 59-56-C
Region of Waterloo

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 59-56 of October 27, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 61-57-D
Région de L'Assomption

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 61-57 du 28 septembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Ordonnance No 66-56-A
Région de Nicolet

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 66-56 du 24 novembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

Order No. 61-57-D
Region of L'Assomption

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 61-57 of September 28, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Order No. 66-56-A
Region of Nicolet

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 66-56 of November 24, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 72-56-A
Région de Beaupré

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 72-56 du 15 décembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.24 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 75-56-B
Région de Mégantic

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 75-56 du 24 novembre 1956 est remplacé par le suivant:

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 72-56-A
Region of Beaupré

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 72-56 of December 15, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.24 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 75-56-B
Region of Mégantic

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 75-56 of November 24, 1956, is replaced by the following:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.40 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 76-57-A
Région de La Sarre

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 76-57 du 24 août 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.98 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 77-56-A
Région de Disraéli

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.40 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this pourcentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 76-57-A
Region of La Sarre

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 76-57 of August 24, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.98 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 77-56-A
Region of Disraeli

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 77-56 du 24 novembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Ordonnance No 78-56-A
Région de Charlevoix

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 78-56 du 27 octobre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.40 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 77-56 of November 24, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Order No. 78-56-A
Region of Charlevoix

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 78-56 of October 27, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers supplies, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.40 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Ordonnance No 80-56-A
Région de Weedon

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commis aires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 80-56 du 24 novembre 1956 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fousnisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.50 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Order No. 80-56-A
Region of Weedon

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 80-56 of November 24, 1956, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Ordonnance No 81-54-A
Région de St-Tite

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 81-54 du 13 février 1954 remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.30 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

Order No. 81-54-A
Region of St. Tite

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 81-54 of February 13, 1954, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.30 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Ordonnance No 85-57-B
Région de Kamouraska

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 85-57 du 30 novembre 1957 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.24 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
59751-o

Ordonnance No 86-59-A
Région de Chibougamau

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 décembre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 86-56 du 14 novembre 1959 est remplacé par le suivant:

« 3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Order No. 85-57-B
Region of Kamouraska

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10: 0 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 85-57 of November 30, 1957, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of milk they receive from them, $4.24 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
59751-o

Order No. 86-59-A
Region of Chibougamau

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 19, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 86-56 of November 14, 1959, is replaced by the following:

"3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates, must pay to their producers suppliers, for each hundred pounds of

100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $5.55 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur une base de 3.4% de matière grasse:

a) Plus une prime de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par 100 livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*,
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire*,
PAUL CHARETTE, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

59751-o

milk they receive from them, $5.55 net, F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage".

2. The present Order shall come into force on January 1, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*,
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner*,
PAUL CHARETTE, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

59751-o

Département de l'Instruction publique

No 1290-61.

Paroisse de St-Victor

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Victor, dans le comté de Beauce, à la municipalité scolaire du village de St-Victor, dans le même comté, moins toutefois le territoire ci-dessous décrit qui doit être annexé à la municipalité scolaire de St-Jules, dans le même comté, savoir:

1. Dans le canton Broughton: Rang II: Les lots primitifs 27 et 28;

Rang III: Les lots primitifs 26-*c*, 26-*d*, 27, 28-*a*, 28-*b* et 28-*c*;

2. Dans le canton Tring: Rang I: Les lots de subdivision 73 à 79 inclusivement.

3. Dans le canton Rigaud: Toute cette partie du rang Ste-Caroline dudit canton limitée comme suit, savoir:

Au nord, par la limite sud du rang « Saint-Jules »; à l'est par la ligne est du lot 1828 ou la ligne de division entre les lots 1827 et 1828; au sud par le centre du chemin Ste-Caroline et à l'ouest, par la ligne de division des cantons de Rigaud et de Tring, tous ces territoires dans le comté de Beauce.

Québec, le 11 décembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

59671-50-2-o

No 1013-60.

Témiscamingue (Cath.)

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71 de la loi de l'Instruction publique, l'annexion, pour les contribuables catholiques seulement, du territoire ci-dessous décrit, à la municipalité scolaire catholique de Témiscamingue:

1. Les lots 6 à 35 inclusivement du rang Sud Gordon Creek; 6 à 37 inclusivement du rang Nord Gordon Creek.

2. Le Bloc A.

3. Les lots 11 à 19 inclusivement du rang Lac Témiscamingue.

4. Cette partie du lot 20 du rang Lac Témiscamingue limitée au sud-ouest par la rivière Ottawa, au sud-est par une partie de la ligue

Department of Education

No. 1290-61.

Parish of St-Victor

Application is made to annex the present territory of the school muncipality of the parish of St-Victor, in the county of Beauce, to the school municipality of St-Victor, in the same county, less, however, the territory below described which should be annexed to the school municipality of St-Jules, in the same county, to wit:

1. In the township of Broughton: Range II: original lots 27 and 28;

Range III: original lots 26-*c*, 26-*d*, 27, 28-*a*, 28-*b* and 28-*c*;

2. In the township of Tring: Range I: Subdivision lots 73 to 79 inclusively.

3. In the township of Rigaud: All this part of range Ste-Caroline of the said township limited as follows, to wit:

On the north, by the south limit of range "Saint-Jules"; on the east, by the east line of lot 1828 or the dividing line between lots 1827 and 1828; on the south, by the center of the Ste-Caroline Road and on the West, by the dividing line of the townships of Rigaud and Tring, all these territories in the county of Beauce.

Quebec, December 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

59571-50-2

No. 1013-60.

Témiscamingue (Cath.)

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of section 71 of the Education Act, the annexation, for the Catholic ratepayers only, of the territory below described, to the Catholic School municipality of Temiscamingue:

1. Lots 6 to 35 inclusively of range south Gordon Creek; 6 to 37 inclusively of range North Gordon Creek.

2. Block A.

3. Lots 11 to 19 inclusively of range Lake Temiscamingue.

4. That part of lot 20 of range Lake Temiscamingue limited on the southwest by the Ottawa River, on the southeast by a part of the

entre les lots 20 et 21, au nord-est par la limite actuelle de la ville de Témiscamingue et au nord-ouest par la ligne entre les lots 19 et 20 du même rang.

5. Cette partie des lots 1, 2, 3, 4 et 5-A du rang Sud Gordon Creed limitée à l'ouest par la limite actuelle de la Ville de Témiscamingue, au nord-est par la ligne entre les lots 5-A et 6-A dudit rang et au sud-est par la limite nord-ouest des rangs 1 et 2.

6. Les lots 1 à 34 inclusivement du rang I et les lots 1 à 12 inclusivement du rang II.

Tous ces lots ou parties de lots et blocs font partie du cadastre officiel du canton Gendreau.

Québec, le 11 décembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59672-50-2-o O.-J. DESAULNIERS.

line between lots 20 and 21, on the northeast by the present limit of the town of Temiscamingue and on the northwest by the line between lots 19 and 20 of the same range.

5. That part of lots 1, 2, 3, 4 and 5-A of the range south Gordon Creek limited on the west by the present limit of the town of Temiscamingue, on the northeast by the line between lots 5-A and 6-A of the said range and on the southeast by the northwest limit of ranges 1 and 2.

6. Lots 1 to 34 inclusively of range I and lots 1 to 12 inclusively of range II.

All these lots or parts of lots and blocks form part of the official cadaster of the Gendreau township.

Quebec, December 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59672-50-2 *Superintendent of Education.*

Lake of Two Mountains

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de « Lake of Tow Mountains », dans le comté de Deux-Montagnes, le territoire de la ville de Laval-Ouest, pour l'annexer à la municipalité scolaire protestante de Greater St-Martin, dans le comté de Laval.

Québec, le 13 décembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

59729-51-2-o 726-61

Lake of Two Mountains

Application is made to detach from the Protestant school municipality of Lake of Two Mountains, in the county of Two Mountains, the territory of the town of Laval-Ouest, in order to annex it to the Protestant school municipality of Greater St. Martin, in the county of Laval.

Quebec, December 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

59729-51-2 726-61

Saint-Coeur-de-Marie, paroisse et Saint-Coeur-de-Marie, village

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la paroisse et du village de St-Coeur-de-Marie, dans le comté du Lac St-Jean et d'ériger une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Delisle », dans le comté du Lac St-Jean.

Québec, le 15 décembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

59730-51-2-o 1922-61

Saint-Coeur-de-Marie, parish and Saint-Coeur-de-Marie, village

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the parish and village of St-Coeur-de-Marie, in the county of Lake St-John and to erect a new school municipality under the name of "Delisle", in the county of Lake St-John.

Quebec, December 15, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

59730-51-2 1922-61

Colonie St-Eugène

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Janvier, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 27 à 50 inclusivement des rangs II et III du canton Chazel; 15 à la limite est dudit canton dans les rangs IV et V; 4 à la limite est du même canton dans les rangs VI et VII; 18 à la limite est dudit canton dans les rangs VIII et IX; 21 à la limite est dudit canton dans le rang X; 1 à la limite est du canton Disson dans les rangs IV à X inclusivement, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 18 décembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

59756-51-2-o 1817-61

Colonie St-Eugène

Application is made to annex to the school municipality of St-Janvier, in the county of Abitibi-East, lots 27 to 50 inclusively on ranges II and III in the township of Chazel; 15 to the east boundary of said township on ranges IV and V; 4 to the east boundary of the same township on ranges VI and VII; 18 to the east boundary of said township on ranges VIII and IX; 21 to the east boundary of said township on range X; 1 to the east boundary of the township of Disson on ranges IV to X inclusively, territory not yet organized from a school point of view.

Quebec, December 18, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

59756-51-2 1817-61

Ministère des Richesses naturelles

Avis d'intention de révocation de droits de Mines

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 196) tels qu'amendés par 3-4 Eli-

Department of Natural Resources

Notice of the intention to revoke Mining Rights

In conformity with section 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, chapter 196) as amended by 3-4 Elizabeth

zabeth II, chapitre 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mines sur les terrains ci-dessous mentionnés, qu'après un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date du présent avis, le ministre des Richesses Naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive durant les vingt et une (21) années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Canton de Brome, district électoral de Brome.

Rang VI, lots 8 à 12 incl. (677 à 706 cad.).
Rang VII, lots 8 à 12 incl. (784 à 805 cad.).
Québec, le 28 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.

59728-51-2-o

II, chapter 38, notice is presently given to the holders of mining rights on the lots below mentioned, after a delay of ninety (90) days from and after the date of the present notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council, the revocation insofar as mining rights are concerned on these lots, if exploitation of the latter remain inactive during the twenty-one (21) years which follow March 1, 1934, to wit:

Township of Brome, electoral district of Brome.

Range VI, lots 8 to 12 incl. (677 to 706 cad.).
Range VII, lots 8 to 12 incl. (784 to 805 cad.).
Quebec, September 28, 1961.

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

59728-51-2

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité du village de Notre-Dame de Lorette, division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que les lots 257-1 et 257-2 sont annulés et les lots 254-28, 254-29, 258-4 et 258-5 sont corrigés en vertu de l'article 2174a du Code civil.

Québec, le 7 décembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

59691-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of l'Ancienne-Lorette

Official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, municipality of the village of Notre-Dame of Lorette, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 257-1 and 257-2 are cancelled and that lots 254-28, 254-29, 258-4 and 258-5 are corrected in virtue of article 2174a of Civil Code.

Quebec, December 7, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

59691-o

Office des Marchés Agricoles du Québec

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Pontiac

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 10 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de Pontiac et la Compagnie E.B. Eddy Ltée;

Cette convention détermine, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et la quantité de bois brut qui sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
GILLES PRÉGENT.

59722-o

Quebec Agricultural Marketing Board

The Pontiac Forest Products Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments) the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 10, 1961, between the Pontiac Forest Products Producers' Board and the E.B. Eddy Company Limited.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of rough wood that shall be purchased, this year, by the buyer or its agents and supplied by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.

GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Adviser.

59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 21 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et la Compagnie Fraser Limitée.

Cette convention détermine, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et la quantité de bois brut qui sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
GILLES PRÉGENT.

59722-o

The Gaspesia Pulpwood Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 21, 1961, between the Gaspesia Pulpwood Producers' Board and the Fraser Company Limited.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of rough pulpwood that shall be purchased by the buyer and supplied by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Adviser.

59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué les conventions intervenues les 24 novembre, 10 novembre et 11 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia et MM.: J.N. Gastonguay, J.A. Dufour et Ferdinand Didier, tous trois agents-acheteurs locaux.

Ces conventions déterminent, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et les quantités de bois brut qui seront achetées par les acheteurs et livrées par les producteurs.

Ces conventions ont pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
GILLES PRÉGENT.

59722-o

The Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments) the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreements concluded on November 24, 10 and 11, 1961, between the Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Board and Messrs. J.N. Gastonguay, J.A. Dufour and Ferdinand Didier, all local buyers.

These agreements stipulate, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantities of rough wood that shall be purchased by the buyers and supplied by the producers.

These agreements are in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.

59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Rimouski-Matapédia

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements) l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 13 novembre 1961, entre l'office des producteurs de Bois de Rimouski-Matapédia et New-Brunswick International Paper.

The Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chap. 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 13, 1961, between the Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Board and the New-Brunswick International Paper.

Cette convention détermine entre autre, que le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et la quantité de bois brut qui sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue entre l'office des producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata et Charles Thibault & Fils Inc.; le 30 novembre 1961.

Cette convention détermine, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et la quantité de bois brut qui sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapter 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 14 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata et MM. Léo Lavoie, Michel Roy, Deniso Lebel, tous trois agents-acheteurs locaux.

Cette convention détermine, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et la quantité de bois qui sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par le producteur.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of rough wood that shall be purchased, this year, by the buyers and supplies by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.

GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.
59722-o

The Rimouski-Témiscouata Forest Products Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notce is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 30, 1961, between the Rimouski-Témiscouata Forest Producers' Board and Charles Thibault & Fils Inc.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of rough pulpwood that shall be purchased, this year, by the buyer and supplied by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.

GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.
59722-o

The Rimouski-Témiscouata Forest Products Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments) the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 14, 1961, between the Rimouski-Témiscouata Forest Products Producers' Board and Messrs. Léo Lavoie, Michel Roy, Deniso Lebel, all local buyers.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of pulpwood that shall be purchased, this year, by the buyer, and supplied by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.

GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.
59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 10 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau et la Compagnie E. B. Eddy;

Cette convention détermine, entre autre, le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint et les quantités de bois brut qui seront achetées par l'acheteur et livrées par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

The Gatineau Valley Forest Products Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments) the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded on November 10, 1961, between the Pontiac Forest Products Producers' Board and the E. B. Eddy Company Limited.

This agreement stipulates, among other things, the price to be paid for pulpwood from the region governed by this joint plan and the quantity of rough wood that shall be purchased, this year, by the buyer or its agents and supplied by the producers.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.
59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de lait à la Cie Fry-Cadbury Limited

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué la convention intervenue le 1er décembre 1961, entre l'Office des Producteurs de lait à la Cie Fry-Cadbury Ltd., et la Cie Fry-Cadbury Ltd.

Cette convention détermine entre autre, que le prix à être payé par la Compagnie aux producteurs-fournisseurs, pour le lait livré à l'usine d'Huntingdon sera de deux dollars et quatre-vingt-cinq ($2.85) les cent livres pour du lait d'une teneur de 3.5% du matière grasse, avec un différentiel de cinq cents ($0.05) par 100 livres pour chaque dixième de un pour cent (1/10 de 1%) au-dessus ou au-dessous de ce pourcentage.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint et Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

The Fry-Cadbury Milk Producers' Joint Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), The Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreement concluded between the Fry-Cadbury Milk Producer's Board and the Fry-Cadbury Limited.

This agreement stipulates, among other things, that the price to be paid to the producers-suppliers by the Company for milk delivered to the Huntingdon Plant shall be two dollars and eighty-five cents ($2.85) per hundred pounds, 3.5% butterfat (Babcock) with a differential of five cents ($0.05) per hundred pounds for each one-tenth of one percent under or over this percentage.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and Legal Advisor.
59722-o

Le Plan conjoint des Producteurs de lait nature de la Région de Labelle

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 7 décembre 1961, a homologué les conventions intervenues le 16 nov-

The Region of Labelle whole milk Producers' Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), The Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on December 7, 1961, homologated the agreements concluded on Nov-

embre 1961, entre l'Office des Producteurs de lait nature de la région de Labelle et les Laiteries Bélanger et Mont-Laurier Enr'g.

Ces conventions déterminent, entre autre, que le prix du lait pour fin de consommation à l'état nature payable par les Laiteries aux producteurs-fournisseurs, sera celui arrêté par la Commission de l'Industrie laitière de la Province de Québec pour la Région de Labelle.

Cette convention a pris effet le 7 décembre 1961.

Montréal, ce 7 décembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint et
Conseiller juridique,
59722-o GILLES PRÉGENT.

ember 16, 1961, between the region of Labelle whole milk Producers' Board and the Laiterie Bélanger and Laiterie Mont-Laurier Enr'g.

These agreements stipulate, among other things, that the price to be paid by the dairies, to the producers-suppliers, will be the price established for the region of Labelle, by the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

This agreement is in force as from December 7, 1961.

Montreal, December 7, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary and
59722-o *Legal Advisor.*

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le neuvième jour de janvier prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent soixante et un et de Notre règne le dixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,
59129-43-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ninth day of January next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the question to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, on the eighteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-one, in the tenth year of Our Reign.

By Command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
59129-43-11-o *at Quebec.*

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

L'Assistant-procureur général, C.-E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit à la municipalité de la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long, dans le comté municipal de Témiscouata;

ATTENDU QUE ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 novembre 1961, portant le numéro 2285, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire, non organisé pour les fins municipales, situé dans le canton de Robinson, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne interprovinciale Québec-Nouveau-Brunswick avec la ligne séparative des cantons de Botsford et de Robinson; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des cantons de Botsford et Robinson jusqu'à l'axe du Lac Long; ledit axe dudit lac, en allant vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 16-B, rang II; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 16-B, prolongée à travers le droit de voie du chemin de fer National Canadien, la ligne Nord-Ouest des lots 16-A, rang II, et 16, rang III; la ligne séparative des rangs III et IV, en allant vers le sud-est, jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Nouveau-Brunswick, et enfin, ladite ligne interprovinciale, en allant vers le sud-ouest, jusqu'au point de départ; lequel territoire ne faisant partie d'aucune municipalité locale, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec,* annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long, dans le comté municipal de Témiscouata;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamation

C.-E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS We have been requested to annex the territory hereinafter described to the municipality of the parish of Saint-Marc-du-Lac-Long, in the municipal county of Temiscouata;

WHEREAS this territory is not presently organized as a municipality;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated November 22, 1961, bearing number 2285, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

A territory, not as yet organized for municipal purposes, situated in the township of Robinson, including, with reference to the official cadaster for the said township, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights of way, rivers, lakes, water courses or part thereof, enclosed in the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the interprovincial Quebec-New-Brunswick line with the dividing line if the townships of Botsford and Robinson; thence, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of the townships of Botsford and Robinson to the axis of Lake Long; the said axis of the said lake, going towards the northwest, to the extension of the northwest line of lot 16-B, range II; the said extension and the said northwest line of lot 16-B, extended across the right-of-way of the Canadian National Railway; the northwest line of lots 16-A, range II, and 16, range III; the dividing line of ranges III and IV, going towards the southeast, to the interprovincial line of Quebec-New-Brunswick, and finally, the said interprovincial line, going towards the southwest, to the starting point; which territory, as yet not forming any part of a local municipality, shall, from and after January first, according to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette,* be annexed to the municipality of the parish of Saint-Marc-du-Lac Long, in the municipal county of Temiscouata;

THAT the present proclamation shall enter into force on January first, following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have accuse these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59690-o

Given at Our Parliament Buildings in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59690

Soumissions

Municipalité de Les Écureuils
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. E. Fiset, secrétaire-trésorier, Les Écureuils, comté de Portneuf, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 8 janvier 1962, pour l'achat de $83,500 d'obligations de la municipalité de Les Écureuils, comté de Portneuf, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 21, au montant de $83,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $83,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1963	$ 1,500
1er février 1964	1,500
1er février 1965	1,500
1er février 1966	1,500
1er février 1967	1,500
1er février 1968	2,000
1er février 1969	2,000
1er février 1970	2,000
1er février 1971	2,000
1er février 1972	2,000
1er février 1973	2,000
1er février 1974	2,500
1er février 1975	2,500
1er février 1976	2,500
1er février 1977	2,500
1er février 1978	2,500
1er février 1979	3,000
1er février 1980	3,000
1er février 1981	3,000
1er février 1982	42,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Les Écureuils, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Tenders

Municipality of Les Écureuils
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. E. Fiset, secretary-treasurer, Les Écureuils, county of Portneuf, until 7:30 o'clock p.m., Monday, January 8, 1962, for the purchase of an issue of $83,500 of bonds for the municipality of Les Écureuils, county of Portneuf, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 21, amounting to $83,500 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $83,500 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1963	$ 1,500
February 1, 1964	1,500
February 1, 1965	1,500
February 1, 1966	1,500
February 1, 1967	1,500
February 1, 1968	2,000
February 1, 1969	2,000
February 1, 1970	2,000
February 1, 1971	2,000
February 1, 1972	2,000
February 1, 1973	2,000
February 1, 1974	2,500
February 1, 1975	2,500
February 1, 1976	2,500
February 1, 1977	2,500
February 1, 1978	2,500
February 1, 1979	3,000
February 1, 1980	3,000
February 1, 1981	3,000
February 1, 1982	42,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Les Écureuils, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1962 à 7.30 heures du soir, en la salle municipale, Les Écureuils, comté de Portneuf.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les Écureuils, (Comté de Portneuf), ce 13 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
L. E. FISET.

Les Écureuils, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 150 sonnez 21. 59705-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 8, 1962, at 7:30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Les Écureuils, county of Portneuf.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Les Écureuils, (County of Portneuf), December 13, 1961.

L. E. FISET,
Secretary-Treasurer.

Les Écureuils, (Portneuf), P.Q.
Telephone: 150 ring 21. 59705

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Casimir

Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Rivard, secrétaire-trésorier, R. R. No 1, St-Casimir, comté de Portneuf, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 janvier 1962, pour l'achat de $618,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Casimir, comté de Portneuf, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 4 octobre 1961, telle que modifiée — construction d'une école secondaire de 20 classes pour filles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $618,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	x$ 92,500
1er janvier 1964	x 98,000
1er janvier 1965	x 104,000
1er janvier 1966	x 110,000
1er janvier 1967	8,000
1er janvier 1968	9,000
1er janvier 1969	9,000
1er janvier 1970	10,000
1er janvier 1971	10,000
1er janvier 1972	11,000
1er janvier 1973	12,000
1er janvier 1974	13,000
1er janvier 1975	13,000
1er janvier 1976	14,000
1er janvier 1977	15,000
1er janvier 1978	16,000
1er janvier 1979	17,000
1er janvier 1980	18,000
1er janvier 1981	19,000
1er janvier 1982	20,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $433,974.96, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $108,493.74 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération

The school commissioners for the municipality of St-Casimir

County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Rivard, secretary-treasurer, R. R. No. 1, St-Casimir, county of Portneuf, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, January 9, 1962, for the purchase of an issue of $618,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Casimir, county of Portneuf, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 4, 1961, as amended — construction of a 20-class secondary school for girls.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $618,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	x$ 92,500
January 1, 1964	x 98,000
January 1, 1965	x 104,000
January 1, 1966	x 110,000
January 1, 1967	8,000
January 1, 1968	9,000
January 1, 1969	9,000
January 1, 1970	10,000
January 1, 1971	10,000
January 1, 1972	11,000
January 1, 1973	12,000
January 1, 1974	13,000
January 1, 1975	13,000
January 1, 1976	14,000
January 1, 1977	15,000
January 1, 1978	16,000
January 1, 1979	17,000
January 1, 1980	18,000
January 1, 1981	19,000
January 1, 1982	20,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $433,974.96 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $108,493.74 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Casimir, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 janvier 1962 à 8 heures du soir, au collège, St-Casimir, comté de Portneuf.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Casimir, (Comté de Portneuf), ce 13 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT RIVARD.

R. R. No 1,
St-Casimir, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 225 sonnez 31. 59706-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond M. Rouleau, C. A., secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., Hôtel de ville, 2, rue St-André, Terrebonne, ou jusqu'à 8.30 heures p.m., 2, rue Ouimet, Terrebonne, comté de Terrebonne, mardi, le 9 janvier 1962, pour l'achat de $353,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 21 septembre 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $353,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er janvier 1963	x	$39,500
1er janvier 1964	x	41,500
1er janvier 1965	x	44,000
1er janvier 1966	x	46,500
1er janvier 1967	x	49,500
1er janvier 1968		5,500
1er janvier 1969		6,000
1er janvier 1970		6,500
1er janvier 1971		7,000
1er janvier 1972		7,000
1er janvier 1973		7,500

year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Casimir, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the college, St-Casimir, county of Portneuf.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Casimir, (County of Portneuf), December 13, 1961.

LAURENT RIVARD,
Secretary-Treasurer.

R. R. No. 1,
St-Casimir, (Portneuf), P.Q.
Telephone: 225 ring 31. 59706

The school commissioners for the municipality of the town of Terrebonne
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raymond M. Rouleau, C. A., secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 2 St-André Street, Terrebonne, or until 8:30 o'clock p.m., 2 Ouimet Street, Terrebonne, county of Terrebonne, on Tuesday, January 9, 1962, for the purchase of an issue of $353,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Terrebonne, county of Terrebonne, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 21, 1961, as amended — construction of an elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $353,000 — 20 years

Year		*Capital*
January 1, 1963	x	$39,500
January 1, 1964	x	41,500
January 1, 1965	x	44,000
January 1, 1966	x	46,500
January 1, 1967	x	49,500
January 1, 1968		5,500
January 1, 1969		6,000
January 1, 1970		6,500
January 1, 1971		7,000
January 1, 1972		7,000
January 1, 1973		7,500

1er janvier 1974	$8,000
1er janvier 1975	8,500
1er janvier 1976	9,000
1er janvier 1977	9,500
1er janvier 1978	10,000
1er janvier 1979	11,000
1er janvier 1980	11,500
1er janvier 1981	12,000
1er janvier 1982	13,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $233,920, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $46,784 chacun, de 1963 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 janvier 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2, rue St-André, Terrebonne, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Terrebonne, (Comté de Terrebonne), ce 13 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND M. ROULEAU, C. A.
2, rue Ouimet, C. P. 130,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: NO-6-8873. 59707-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo St-Pierre, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., à 30, Champigny Est, Ancienne Lorette, ou jusqu'à 8.30 heures p.m., à la salle publique, Ancienne Lorette, comté de Québec, lundi, le 8 janvier 1962, pour l'achat de $110,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances

January 1, 1974	$8,000
January 1, 1975	8,500
January 1, 1976	9,000
January 1, 1977	9,500
January 1, 1978	10,000
January 1, 1979	11,000
January 1, 1980	11,500
January 1, 1981	12,000
January 1, 1982	13,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $233,920 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $46,784 each, from 1963 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken to consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 2 St-André Street, Terrebonne, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne, (County of Terrebonne), December 13, 1961.

RAYMOND M. ROULEAU, C. A.,
Secretary-Treasurer.
2 Ouimet Street, P.O.B. 130,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: NO-6-8873. 59707

The school commissioners for the municipality of the parish of Ancienne-Lorette

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roméo St-Pierre, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., at 30 Champigny East, Ancienne Lorette, or until 8:30 o'clock p.m., in the public hall, Ancienne Lorette, county of Quebec, on Monday, January 8, 1962, for the purchase of an issue of $110,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the parish of Ancienne Lorette, county of Quebec, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution du 24 juillet 1961, telle que modifiée — construction d'une école dans le développeme nt Jouvence.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $110,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er février 1963	x	$18,500
1er février 1964	x	20,000
1er février 1965	x	21,000
1er février 1966		2,000
1er février 1967		2,000
1er février 1968		2,000
1er février 1969		2,000
1er février 1970		2,000
1er février 1971		2,500
1er février 1972		2,500
1er février 1973		2,500
1er février 1974		3,000
1er février 1975		3,000
1er février 1976		3,000
1er février 1977		3,500
1er février 1978		3,500
1er février 1979		4,000
1er février 1980		4,000
1er février 1981		4,500
1er février 1982		4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $61,675.90, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements dont un de $20,558.64 et deux de $20,558.63 de 1963 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1962 à 8.30 heures du soir, en la salle publique, Ancienne Lorette, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ancienne Lorette, (Comté de Québec), ce 20 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO ST-PIERRE.

30, Champigny Est,
Ancienne Lorette, (Québec), P.Q.
Téléphone: 872-2364. 59760-o

Resolution of July 24, 1961, as modified — construction of a school in the Jouvence development.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $110,000 — 20 years

Year		*Capital*
February 1, 1963	x	$18,500
February 1, 1964	x	20,000
February 1, 1965	x	21,000
February 1, 1966		2,000
February 1, 1967		2,000
February 1, 1968		2,000
February 1, 1969		2,000
February 1, 1970		2,000
February 1, 1971		2,500
February 1, 1972		2,500
February 1, 1973		2,500
February 1, 1974		3,000
February 1, 1975		3,000
February 1, 1976		3,000
February 1, 1977		3,500
February 1, 1978		3,500
February 1, 1979		4,000
February 1, 1980		4,000
February 1, 1981		4,500
February 1, 1982		4,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $61,675.90 granted by the Provincial Government and payable in three instalments: one of $20,558.64 and two of $20,558.63 from 1963 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, January 8, 1962, at 8:30 o'clock p.m., in the public hall, Ancienne Lorette, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ancienne Lorette, (County of Quebec), December 20, 1961.

ROMÉO ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

30 Champigny East,
Ancienne Lorette, (Quebec), P.Q.
Telephone: 872-2364. 59760

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Ile Perrot Nord

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme L. V. Ross, secrétaire-trésorière, jusqu'à 8 heures p.m., 273, 23ième Avenue, Ile Perrot Nord ou jusqu'à 8.30 heures p.m., en l'école Ste-Rose-de-Lima, 300, Boul. Scraire, Ville de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, mercredi, le 10 janvier 1962 por l'achat de $95,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Ile Perrot Nord, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 17 avril 1961, telle que modifiée — construction d'une résidence pour le personnel enseignant.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $95,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1963	x$23,500
1er février 1964	x 25,000
1er février 1965	1,500
1er février 1966	1,500
1er février 1967	1,500
1er février 1968	2,000
1er février 1969	2,000
1er février 1970	2,000
1er février 1971	2,000
1er février 1972	2,500
1er février 1973	2,500
1er février 1974	2,500
1er février 1975	2,500
1er février 1976	3,000
1er février 1977	3,000
1er février 1978	3,000
1er février 1979	3,500
1er février 1980	3,500
1er février 1981	4,000
1er février 1982	4,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $50,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de $25,000 chacun en 1963 et 1964, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

The school commissioners for the municipality of Ile Perrot North

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. L. V. Ross, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., 273, 23rd Avenue, Ile Perrot North, or until 8:30 o'clock p.m. in the Ste-Rose-de-Lima school, 300 Scraire Blvd., Town of Ile Perrot, county of Vaudreuil-Soulanges, on Wednesday, January 10, 1962 for the purchase of an issue of $95,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ile Perrot North, county of Vaudreuil-Soulanges, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 6% payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of April 17, 1961, as modified — construction of a residence for the teaching personnel.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $95,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1963	x$23,500
February 1, 1964	x 25,000
February 1, 1965	1,500
February 1, 1966	1,500
February 1, 1967	1,500
February 1, 1968	2,000
February 1, 1969	2,000
February 1, 1970	2,000
February 1, 1971	2,000
February 1, 1972	2,500
February 1, 1973	2,500
February 1, 1974	2,500
February 1, 1975	2,500
February 1, 1976	3,000
February 1, 1977	3,000
February 1, 1978	3,000
February 1, 1979	3,500
February 1, 1980	3,500
February 1, 1981	4,000
February 1, 1982	4,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $50,000 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $25,000 each in 1963 and 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 janvier 1962 à 8.30 heures du soir, en l'école Ste-Rose-de-Lima, 300, Boul. Scraire, Ville de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ile Perrot-Nord, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 20 décembre 1961.

La Secrétaire-trésorière,
MME L. V. ROSS.

273, 23ième Avenue,
Ile Perrot Nord, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: GL 3-8877. 59761-o

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, January 10, 1962, at 8:30 o'clock p.m., in Ste-Rose-de-Lima school, 300 Scraire Blvd., Town of Ile Perrot, county of Vaudreuil-Soulanges.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ile Perrot North, (County of Vaudreuil-Soulanges), December 20, 1961.

MRS. L. V. ROSS,
Secretary-Treasurer.

273, 23rd Avenue,
Ile Perrot North, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: GL 3-8877. 59761

Ville de Mistassini
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Gérard Savard, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 173, Boulevard St-Michel, Mistassini, comté de Roberval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 8 janvier 1962, pour l'achat de $259,000 d'obligations de la ville de Mistassini, comté de Roberval, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 74, tel que modifié, au montant de $19,000— travaux d'asphalte; 79, tel que modifié, au montant de $240,000— travaux d'aqueduc et d'égouts, trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compté du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $259,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1963	$ 3,500
1er février 1964	3,500
1er février 1965	4,000
1er février 1966	4,000
1er février 1967	4,500
1er février 1968	4,500
1er février 1969	5,000
1er février 1970	5,500
1er février 1971	6,000
1er février 1972	6,000
1er février 1973	6,500
1er février 1974	7,000
1er février 1975	7,000
1er février 1976	7,500
1er février 1977	8,000
1er février 1978	9,000
1er février 1979	9,000
1er février 1980	9,500
1er février 1981	10,000
1er février 1982	139,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mistassini.

Town of Mistassini
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Savard, secretary-treasurer, Town Hall, 173 St-Michel Blvd., Mistassini, county of Roberval, until 8:00 o'clock p.m., Monday, January 8, 1962, for the purchase of an issue of $259,000 of bonds for the town of Mistassini, county of Roberval, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 74, as amended, to the amount of $19,000— work on asphalt; 79, as amended, amounting to $240,000— work on aqueduct and sewers, sidewalks, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $259,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1963	$ 3,500
February 1, 1964	3,500
February 1, 1965	4,000
February 1, 1966	4,000
February 1, 1967	4,500
February 1, 1968	4,500
February 1, 1969	5,000
February 1, 1970	5,500
February 1, 1971	6,000
February 1, 1972	6,000
February 1, 1973	6,500
February 1, 1974	7,000
February 1, 1975	7,000
February 1, 1976	7,500
February 1, 1977	8,000
February 1, 1978	9,000
February 1, 1979	9,000
February 1, 1980	9,500
February 1, 1981	10,000
February 1, 1982	139,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mistassini.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 173, Boulevard St-Michel, Mistassini, comté de Roberval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mistassini, (Comté de Roberval), ce 20 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD SAVARD.

Hôtel de ville,
173, Boul. St-Michel, C.P. 219,
Mistassini, (Roberval), P.Q.
Téléphone: 1140. 59762-o

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, January 8, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 173, St-Michel Blvd., Mistassini, county of Roberval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mistassini, (County of Roberval), December 20, 1961.

GÉRARD SAVARD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
173 St. Michel Blvd., P.O.B. 219,
Mistassini (Roberval), P.Q.
Telephone: 1140. 59762

Paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Alphonse Gaboury, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 169, rue St-Félix, Cap-Rouge, ou jusqu'à 8 heures p.m., au Couvent des Soeurs de la Charité, rue de l'Église, Cap-Rouge, comté de Québec, mardi, le 9 janvier 1962, pour l'achat de $47,000 d'obligations de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 68, tel que modifié — construction d'un réseau d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $47,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$1,000
1er janvier 1964	1,000
1er janvier 1965	1,500
1er janvier 1966	1,500
1er janvier 1967	2,000
1er janvier 1968	2,000
1er janvier 1969	2,000
1er janvier 1970	2,000
1er janvier 1971	2,000
1er janvier 1972	2,000
1er janvier 1973	2,000
1er janvier 1974	2,500
1er janvier 1975	2,500
1er janvier 1976	3,000
1er janvier 1977	3,000
1er janvier 1978	3,000
1er janvier 1979	3,000
1er janvier 1980	3,500
1er janvier 1981	3,500
1er janvier 1982	4,000

Parish of St-Félix-du-Cap-Rouge
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alphonse Gaboury, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 169 St-Félix Street, Cap-Rouge, or until 8:00 o'clock p.m., at the Convent of the Sisters of Charity, de l'Église Street, Cap-Rouge, county of Quebec, Tuesday, January 9, 1962, for the purchase of an issue of $47,000 of bonds for the parish of St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Quebec, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 68, as modified — construction of a sewer system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $47,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$1,000
January 1, 1964	1,000
January 1, 1965	1,500
January 1, 1966	1,500
January 1, 1967	2,000
January 1, 1968	2,000
January 1, 1969	2,000
January 1, 1970	2,000
January 1, 1971	2,000
January 1, 1972	2,000
January 1, 1973	2,000
January 1, 1974	2,500
January 1, 1975	2,500
January 1, 1976	3,000
January 1, 1977	3,000
January 1, 1978	3,000
January 1, 1979	3,000
January 1, 1980	3,500
January 1, 1981	3,500
January 1, 1982	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-Rouge, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toute les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 janvier 1962 à 8 heures du soir, en la salle du couvent des Soeurs de la Charité, rue de l'Église, Cap-Rouge, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Rouge, (Comté de Québec), ce 19 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GABOURY.

169, rue St-Félix,
Cap-Rouge, (Québec), P.Q.
Téléphone: OL-3-1225. 59763-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jean
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Guay, secrétaire-trésorier, St-Jean, comté de St-Jean, jusuq'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 10 janvier 1962, pour l'achat de $832,000 d'obligations des commissairse d'écoles pour la municipalité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 1re février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 5½%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 2 octobre 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de 24 classes dans la paroisse St-Lucien et achat de terrains dans la paroisse de St-Eugène.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $832,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1963	x$70,000
1er février 1964	x 74,000
1er février 1965	x 79,000
1er février 1966	x 84,000
1er février 1967	x 89,000
1er février 1968	x 94,000
1er février 1969	16,000
1er février 1970	17,000
1er février 1971	18,000
1er février 1972	19,000
1er février 1973	21,000
1er février 1974	22,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by cheque payable at par at Cap-Rouge, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Convent of the Sisters of Charity, de l'Église Street, Cap-Rouge, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-Rouge, (County of Quebec), December 19, 1961.

ALPHONSE GABOURY,
Secretary-Treasurer.

169 St-Félix Street,
Cap-Rouge, (Quebec), P.Q.
Telephone: OL-3-1225. 59763

The school commissioners for the municipality of the city of St. John
County of St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Guay, secretary-treasurer, St. John, county of St. John, until 7:30 o'clock p.m. on Wednesday, January 10, 1962, for the purchase of an issue of $832,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St. John, county of St. John, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of October 2, 1961, as modified — construction of a 24-class elementary school in the parish of St-Lucien, and purchase of lands in the parish of St-Eugène.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $832,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1963	x$70,000
Fabruary 1, 1964	x 74,000
February 1, 1965	x 79,000
February 1, 1966	x 84,000
February 1, 1967	x 89,000
February 1, 1968	x 94,000
February 1, 1969	16,000
February 1, 1970	17,000
February 1, 1971	18,000
February 1, 1972	19,000
February 1, 1973	21,000
February 1, 1974	22,000

1er février 1975	$23,000
1er février 1976	25,000
1er février 1977	26,000
1er février 1978	27,000
1er février 1979	29,000
1er février 1980	31,000
1er février 1981	33,000
1er février 1982	35,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $500,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements dont un de $83,333.35 et cinq de $83,333.33 chacun, de 1963 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, paybale au pair à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 janvier 1962 à 7.30 heures du soir, St-Jean, comté de St-Jean, à 185, rue Mercier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 18 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND GUAY.

185, rue Mercier,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.
Téléphone: FIdèlité 6-4427. 59764-o

Municipalité de St-Jean-Port-Joli
Comté de l'Islet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Alfred Dubé, secrétaire-trésorier, St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 8 janvier 1962, pour l'achat de $30,000 d'obligations de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 136, tel que modifié — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

February 1, 1975	$23,000
February 1, 1976	25,000
February 1, 1977	26,000
February 1, 1978	27,000
February 1, 1979	29,000
February 1, 1980	31,000
February 1, 1981	33,000
February 1, 1982	35,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $500,000 granted by the Provincial Government and payable in six instalments: one of $83,333.35 and five of $83,333.33 each, from 1963 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John, county of St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, January 10, 1962, at 7:30 o'clock p.m., at St. John, county of St. John, at 185 Mercier St.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-John, (County of St. John), December 18, 1961.

ROLAND GUAY,
Secretary-Treasurer.

185, Mercier St.,
St-John, (St-John), P.Q.
Telephone: FIdèlité 6-4427. 59764

Municipality of St-Jean-Port-Joli
County of l'Islet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Alfred Dubé, secretary-treasurer, St-Jean-Port-Joli, county of l'Islet, until 7:00 o'clock p.m., Monday, January 8, 1962, for the purchase of an issue of $30,000 of bonds for the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of l'Islet, dated February 1, 1962, and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 136, as amended — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $30,000 — 20 ans Année	Capital
1er février 1963	$ 500
1er février 1964	500
1er février 1965	1,000
1er février 1966	1,000
1er février 1967	1,000
1er février 1968	1,000
1er février 1969	1,000
1er février 1970	1,000
1er février 1971	1,500
1er février 1972	1,500
1er février 1973	1,500
1er février 1974	1,500
1er février 1975	1,500
1er février 1976	2,000
1er février 1977	2,000
1er février 1978	2,000
1er février 1979	2,000
1er février 1980	2,500
1er février 1981	2,500
1er février 1982	2,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 janvier 1962 à 7 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Port-Joli, (Comté de l'Islet), ce 19 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J. Alfred Dubé.

St-Jean-Port-Joli, (l'Islet), P.Q.
Téléphone: Bureau 98,
Résidence 240. 59765-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $30,000 — 20 years Year	Capital
February 1, 1963	$ 500
February 1, 1964	500
February 1, 1965	1,000
February 1, 1966	1,000
February 1, 1967	1,000
February 1, 1968	1,000
February 1, 1969	1,000
February 1, 1970	1,000
February 1, 1971	1,500
February 1, 1972	1,500
February 1, 1973	1,500
February 1, 1974	1,500
February 1, 1975	1,500
February 1, 1976	2,000
February 1, 1977	2,000
February 1, 1978	2,000
February 1, 1979	2,000
February 1, 1980	2,500
February 1, 1981	2,500
February 1, 1982	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jean-Port-Joli, county of l'Islet.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 8, 1962, at 7:00 o'clock p.m., at the office of the secretary-treasurer, St-Jean-Port-Joli, county of l'Islet.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Port-Joli, (County of l'Islet), December 19, 1961.

J. Alfred Dubé,
Secretary-Treasurer.

St-Jean-Port-Joli, (l'Islet), P.Q.
Telephone: Office 98,
Residence 240. 59765

Les commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Waterloo
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, G. E. Hanson, secrétaire-trésorier, Waterloo, comté de Shefford, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, 10 janvier 1962 pour l'achat de $427,000 d'obligations des Commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Waterloo, comté de Shefford, datées du 1er février 1962 et remboursables par séries du 1er février 1963 au 1er février 1982 inclusivement, avec intérêts

The (Protestant) school commissioners for the municipality of Waterloo
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. E. Hanson, secretary-treasurer, Waterloo, county of Shefford, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, January 10, 1962, for the purchase of an issue of $427,000 of bonds of the (Protestant) School Commissioners for the municipality of Waterloo, county of Shefford, dated February 1, 1962 and redeemable serially from February 1, 1963 to February 1, 1982 inclusively, with interest at a

à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 29 juin 1961, telle qu'amendée — Une annexe au « Waterloo High School ».

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $427,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1963	x$80,000
1er février 1964	x 85,000
1er février 1965	x 90,000
1er février 1966	6,000
1er février 1967	6,500
1er février 1968	7,000
1er février 1969	7,500
1er février 1970	7,500
1er février 1971	8,000
1er février 1972	8,500
1er février 1973	9,000
1er février 1974	9,500
1er février 1975	10,500
1er février 1976	11,000
1er février 1977	11,500
1er février 1978	12,500
1er février 1979	13,000
1er février 1980	14,000
1er février 1981	14,500
1er février 1982	15,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $268,308.45 accordé par le gouvernement de la province et payable en trois versements de $89,436.15 chacun, de 1963 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, 10 janvier 1962, à 7.30 heures p.m., au « Waterloo High School », Waterloo, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo, (Comté de Shefford), ce 20 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
G. E. HANSON.

C.P. 276,
Waterloo, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 110 J.

59766

rate not less than 4½%, nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 29, 1961, as amended — Extension to the Waterloo High School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $427,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1963	x $80,000
February 1, 1964	x 85,000
February 1, 1965	x 90,000
February 1, 1966	6,000
February 1, 1967	6,500
February 1, 1968	7,000
February 1, 1969	7,500
February 1, 1970	7,500
February 1, 1971	8,000
February 1, 1972	8,500
February 1, 1973	9,000
February 1, 1974	9,500
February 1, 1975	10,500
February 1, 1976	11,000
February 1, 1977	11,500
February 1, 1978	12,500
February 1, 1979	13,000
February 1, 1980	14,000
February 1, 1981	14,500
February 1, 1982	15,500

The "x" indicate the years durint which annual payments of a total amount of $268,308.45, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $89,436.15 each from 1963 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, January, 10, 1962 at 7:30 o'clock p.m., at Waterloo High School, Waterloo, county of Shefford.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo, (County of Shefford), December 20, 1961.

G. E. HANSON,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 276,
Waterloo, (Shefford), P.Q.
Telephone: 110 J.

59766-o

Syndicats coopératifs

Syndicat d'Épargne de la Chaussure du Québec

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat d'Épargne de la Chaussure du Québec », en date du 23 novembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 1er décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59708-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Forestier de Ste-Germaine

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat Forestier de Ste-Germaine », en date du 19 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Ste-Germaine, comté d'Abitibi.

Québec, le 16 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59711-o RAYMOND DOUVILLE.

Co-op de Forestville

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Co-op de Forestville », en date du 27 novembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 20 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59752-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

Syndicat d'Épargne de la Chaussure du Québec

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated November 23, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat d'Épargne de la Chaussure du Québec", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, December 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59708 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat Forestier de Ste-Germaine

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 19, 1961, of the déclaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat Forestier de Ste-Germaine", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Ste-Germaine, county of Abitibi.

Quebec, November 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59711 *Assistant Secretary of the Province.*

Co-op de Forestville

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated November 27, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Co-op de Forestville", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Forestville, judicial district of Saguenay.

Quebec, December 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59752 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

Association des Professeurs Catholiques de L'Abord-à-Plouffe

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Professeurs Catholiques de L'Abord-à-Plouffe », a été autorisée par le secrétaire de la province le 22 novembre 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 24 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59709-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Professeurs Catholiques de Havre St-Pierre

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Professeurs

Professional Syndicates

Association des Professeurs Catholiques de L'Abord-à-Plouffe

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Professeurs Catholiques de L'Abord-à-Plouffe", has been authorized by the Provincial Secretary on November 22, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Chomedey, judicial district of Montreal.

Quebec, November 24, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59709 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association des Professeurs Catholiques de Havre St-Pierre

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Professeurs

Catholiques de Havre St-Pierre », a été autorisée par le secrétaire de la province le 22 novembre 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Havre St-Pierre, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 24 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59710-o

Catholiques de Havre St-Pierre", has been authorized by the Provincial Secretary on November 22, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Havre St-Pierre, judicial district of Saguenay.

Quebec, November 24, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59710

Ventes — Loi de faillite

Michel Dohan

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure « Division de Faillite », No 6640-F. Dans l'affaire de la faillite de: Michel Dohan, 3, avenue Laurier, Lévis, P. Q., failli, et Georges LaRue, syndic.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la municipalité de la paroisse Notre-Dame de la Victoire de Lévis, comté de Lévis, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Désignation: Item « A »:

« Les droits et intérêts du syndic sur un lot de terre connu et désigné comme étant formé d'une partie des lots quatre cent vingt et un (ptie 421) et quatre cent vingt-deux (ptie 422) du cadastre officiel du Quartier de Lauzon, cité de Lévis, dans la province de Québec. Ce lot de terre est borné comme suit: à l'est par une ligne longeant l'emprise du Canadien National sur une longueur de quarante-neuf pieds (49′); au nord par les lots quatre cent vingt-huit (428) et quatre cent vingt-neuf (429) sur une longueur de cent vingt-cinq pieds (125′); à l'ouest par une ligne séparant le lot quatre cent vingt et un (421) à cent vingt-sept pieds (127′) plus ou moins de l'emprise du Canadien National; au sud par une ligne d'une longueur de cent vingt-huit pieds (128′) s'étendant de l'emprise du Canadien National jusqu'à la ligne de séparation de la borne ouest dudit lot; ledit terrain mesurant en largeur une moyenne de quarante-cinq pieds (45′) et en longueur cent vingt-cinq pieds (125′) plus ou moins, mesure anglaise. »

L'item « A » sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charte des rentes et réparations d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719 (A) du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 22e jour de novembre 1961.

Le Syndic,
GEORGES LARUE.

Bureau de: Georges LaRue, Syndic,
350, Boul. Charest Est, Québec.

59527-48-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Michel Dohan

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, "Bankruptcy Division". No. 6640-F. In the matter of the bankruptcy of: Michael Dohan, 3, Laurier Avenue, Levis, P. Que., bankrupt, and Georges LaRue, trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the church door of the municipality of the parish of Notre-Dame de la Victoire de Lévis, county of Levis, the immoveable hereinafter described, to wit:

Designation: Item "A":

"The rights and interests of the trustees on a lot of land known and designated as being formed of a part of lots four hundred and twenty-one (Pt. 421) and four hundred and twenty-two (Pt. 422) of the official cadaster of Lauzon Ward, city of Levis, in the Province of Quebec. This lot of land is bounded as follows: on the east, by a line running along the Canadian National right-of-way upon a length of forty-nine feet (49′); on the north, by lots four hundred and twenty-eight (428) and four hundred and twenty-nine (429) upon a length of one hundred and twenty-five feet (125′); on the west, by a line dividing lot four hundred and twenty-one (421) to one hundred and twenty-seven feet (127′) more or less from the Canadian National right-of-way, on the south, by a line of one hundred and twenty-eight feet (128′) in length extending from the Canadian National right-of-way to the dividing line of the west boundary of the said lot; the said lot of land measuring in width an average of forty-five feet (45′) and in length one hundred and twenty-five feet (125′) more or less, English measure."

Item "A" shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to the rents and church distributions which may exist, as well as subject to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is make according to sections 716, 717 and 719 (A) of the Code of Civil Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, this 22nd day of November, 1961.

GEORGES LARUE,
Trustee.

Office of: Georges LaRue, Trustee,
350 Charest Blvd., East, Quebec.

59527-48-2

Adalbert Duplessis

Canada, Province de Québec, district de St-François-Bedford, Div. No. 4, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No. 2647. Dans l'affaire de la faillite d'Adalbert Duplessis, restaurateur, autrefois de Victoriaville, comté d'Arthabaska, débiteur, et Marcel R. Savard, C.A., comptable agréé et syndic de la cité de Sherbrooke, P.Q. requérant, et Dame Pauline Fréchette Gendreau, ménagère, Rue St-Jean-Baptiste, Victoriaville, mise-en-cause, et Dame Jeanne Fréchette Brière, ménagère, Princeville, mise-en-cause, et Zotique Duchesne, 1137, rue Lagauchetière Est, Montréal, mis-en-cause, et Roland Roy, manoeuvrier, St-Luc, comté de St-Jean, mis-en-cause, et Raymond Paris, 128, Ave Pie X, Victoriaville, mis-en-cause, et Marcel Garneau, régistrateur pour la division d'enregistrement d'Arthabaska, demeurant à Arthabaska, mis-en-cause.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu le 11 octobre 1961 sur requête de vente le MARDI, le NEUF JANVIER, 1962, à TROIS heures p.m. sera vendu par encan public, au bureau de Me Pierre Jutras, avocat, 198, rue Notre-Dame Est, Victoriaville, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain de forme rectangulaire, situé à Victoriaville, mesurant cent pieds de largeur sur environ cinq cents pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins quant à la profondeur de cedit terrain, lequel fait partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Ste-Victoire, sous le numéro quatre-vingt-deux (ptie 82), borné comme suit:

En front au chemin public, en profondeur au terrain de M. Amédée Hamel, du côté sud-est au terrain de Jean-Paul et André Vachon ou leurs représentants, et de l'autre côté au terrain de J. Émile Ouellet, avec toutes les bâtisses érigées sur le terrain, circonstances et dépendances, tel que décrit dans l'acte enregistré sous le numéro 126010 ».

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et derniers enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujets aux droits de mines et toutes autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Victoriaville, 4 décembre 1961.

Le Procureur,
PIERRE JUTRAS.

Le Syndic,
MARCEL R. SAVARD, C.A.,
89, rue King Ouest,
Sherbrooke P.Q. 59592-49-2-o

Roland Ruel

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, « Division de Faillite » No 6970-F. Dans l'affaire de la faillite de: Roland Ruel, ayant fait affaires sous les nom et raison sociale de « Buffet Roland & Mado », 2002-2010 Chemin St-Louis, Sillery, failli.

Adalbert Duplessis

Canada, Province of Quebec, district of St. François-Bedford, Div. No. 4, Superior Court, (in the matter of bankruptcy), No. 2647. In the bankruptcy of Adalbert Duplessis, restaurator, formerly of Victoriaville, county of Arthabaska, debtor, and Marcel R. Savard, C.A., chartered accountant and trustee of the city of Sherbrooke, P.Q., petitioner, and Mrs. Pauline Fréchette Gendreau, housekeeper, St. Jean-Baptiste Street, Victoriaville, mis-en-cause, and Mrs. Jeanne Fréchette Brière, housekeeper, Princeville, mise-en-cause, and Zotique Duchesne, 1137. Lagauchetière Street East, Montreal mis-en-cause, and Roland Roy, journeyman, St. Luc, county of St. Jean, mis-en-cause, and Raymond Paris, 128, Pie X Avenue, Victoriaville, mis-en-cause, and Marcel Garneau, registrar for the registration of Arthabaska, living at Arthabaska, mis-en-cause.

Notice of sale

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered on October 11, 1961, on petition of sale, TUESDAY, on the NINTH of JANUARY 1962, at THREE o'clock p.m., shall be sold by public auction, at the office of Me Pierre Jutras, advocate, 198, Notre-Dame Street, East, Victoriaville, P.Q., the immoveable hereinafter described, to wit:

"An emplacement of rectangular form located at Victoriaville, of about hundred feet in front by fifty feet in depth of English measurement and more or less in regards to depth and forming part of lot number eighty-two (Pt. of 82) of the official cadaster of this part of the township of Arthabaska in the parish of Ste Victoire, Arthabaska county with buildings and dependancies and bounded thus:

In front by the public road, in rear to the emplacement of Amédée Hamel, on one side that is the southeast to the emplacement of Jean-Paul and André Vachon or representatives and on the other side to the emplacement of J. E. Ouellet, as described in the registered act under the number of 126010".

This immoveable shall be offered to the highest and last bidder subject to rents and church apportionments which may exist as well as subject to mining rights and all other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale is made according to articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sheriff's sale.

Victoriaville, December 4, 1961.

PIERRE JUTRAS,
Attorney.

MARCEL R. SAVARD, C.A.,
Trustee,
89, King Street West,
Sherbrooke, P.Q. 59592-49-2-o

Roland Ruel

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court "Bankruptcy Division", No. 6970-F. In the matter of Bankruptcy of Roland Ruel, having carried on business under the name and style of "Buffet Roland & Mado", 2002-2010 St. Louis Road, Sillery, bankrupt.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1962, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la municipalité de la paroisse de Bienville, comté de Lauzon, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Désignation: Item « A »:
Un immeuble désigné et connu comme étant:

« Un emplacement situé en la ville de Lauzon, sur la terre de la Fabrique, contenant soixante pieds (60′) de front sur soixante pieds (60′) de profondeur, borné au sud à une rue; au nord à la cime de la côte; au nord-est à Napoléon Ruel ou représentants et au sud-ouest à Jeffrey Roe ou représentants, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, maintenant connu sous le lot numéro mille quatre-vingt-seize-un (1096-1) du cadastre officiel du village de Lauzon. »

L'item « A » sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charte des rentes et réparations d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 55 de la Loi de Faillite et des articles du Code de Procédure pouvant s'y appliquer.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Daté à Québec, ce 14e jour de décembre 1961.

Le Syndic,
GEORGES LARUE.

Bureau de: Georges LaRue, syndic,
350 Est, Boul. Charest,
Québec. 59744-51-2-o

Notice of sale

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon, the immoveable hereinafter described will be sold at public auction at the church door of the municipality of the parish of Bienville, county of Lauzon, to wit:

Designation: Item "A":
An immoveable designated and known as being:

"An emplacement situated in the town of Lauzon, on the farm of la Fabrique, measuring sixty feet (60′) in front, by sixty feet (60′) in depth, bounded on the south by a street, on the north by the top of the hill, on the north-east by the land belonging to Napoléon Ruel or representatives, and on the south-west by that of Jeffrey Roe or representatives, with the house thereon constructed, circumstances and dependencies, now known under lot number one thousand and ninety-six-one (1096-1) in the official cadaster of the village of Lauzon."

Item "A" shall be offered in sale to the highest and last bidder, subject to the rents and church apportionments which may exist as well as subject to the active and passive servitudes.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with section 55 of the Bankruptcy Act, and with the sections of the Code of Procedure which may apply thereto.

This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff.

Conditions of sale: Cash.

Dated at Quebec, this 14th day of December, 1961.

GEORGES LARUE,
Trustee.

Office of: Georges LaRue, trustee,
350 Blvd. Charest east,
Quebec. 59744-51-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi
Dans la Cour de l'Échiquier du Canada

No 167,140. LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements *vs* GASTON GRATTON, entrepreneur électricien, de Val d'Or, saisi.

Avis de vente

L'immeuble connu et désigné comme étant la partie est du lot 57 de la subdivision originale du lot 60 du cadastre officiel du rang huit, canton Dubuisson, ainsi que la partie est du lot 58 de la subdivision originale du lot 60 du cadastre officiel du rang huit, canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances:

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi
In the Court of the Exchequer of Canada

No. 167,140. THE INCOME TAX ACT and amendments, *vs* GASTON GRATTON, contractor-electrician, of Val d'Or, seized.

Notice of sale

The immoveable known and designated as being the east part of lot 57 of the original subdivision of lot 60 in the official cadaster of range eight, township of Dubuisson, as well as the east part of lot 58 of the original subdivision of lot 60 in the official cadaster of range eight, township of Dubuisson, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Fatima, à Val d'Or, le TROISIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CONRAD PAQUETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 13 novembre 1961. 59516-48-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No V-4577. BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, corporation légalement constituée, avec siège social à Toronto, province d'Ontario et place d'affaires à Val d'Or, district d'Abitibi, demanderesse saisissante *vs* MARC B. GUILLEMETTE, chiropraticien de Rouyn en sa qualité d'exécuteur et fiduciaire de la succession de feu John Tushkevich, autrefois homme d'affaires de Val 'Or, district d'Abitibi, et MIKE OVERCHUK, nettoyeur de Noranda, district de Rouyn-Noranda, en sa qualité d'exécuteur et fiduciaire de John Tushkevich, autrefois homme d'affaires de Val d'Or, district d'Abitibi, défendeurs, saisis.

Avis de vente

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388) de la subdivision du bloc originaire numéro trente-quatre (34) aux plan et libre de renvoi officiels pour le canton Bourlamque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Sauveur de Val d'Or, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CONRAD PAQUETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, 14 décembre 1961. 59745-51-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12,308. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, (demandeur) saisissant, *vs* LÉOPOLD PAGÉ, cultivateur, domicilié à Barraute, comté d'Abitibi-Est, (défendeur) saisi, et EUGÈNE MAHEUX, cultivateur, domicilié à Barraute, comté d'Abitibi-Est, mis-en-cause.

Avis de vente

Les immeubles suivants:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Fiedmont comme étant la subdivision numéro un du lot originaire trente-huit et la subdivision numéro deux du lot originaire trente-sept du rang huit (lots 38-1 et 37-2 rang VIII) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Fiedmont, sous le numéro trente-cinq du rang huit (35 rang VIII) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Le tout pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Barraute, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CONRAD PAQUETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, 13 décembre 1961. 59746-51-2-o

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fatima, a Val d'Or, on THIRD day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the after-noon.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, November 13, 1961. 59516-48-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. V-4577. CANADIAN BANK OF COMMERCE, body legally incorporated, with head office in Toronto, Province of Ontario, and a place of business at Val d'Or, district of Abitibi, (plaintiff) seizing creditor, *vs* MARC B. GUILLEMETTE, chiropractor of Rouyn, in his capacity as executor and trustee of the estate of the late John Tushkevich, formerly businessman of Val d'Or, district of Abitibi, and MIKE OVERCHUK, cleaner of Noranda, district of Rouyn-Noranda, in his capacity as executor and trustee of John Tushkevich, formerly businessman of Val d'Or, district of Abitibi, (defendant) seized.

Notice of sale

The immoveable known and designated as being lot number three hundred and eighty-eight (388) of the subdivision of original block number thirty-four (34) in the official plan and book of reference for the township of Bourlamaque, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur de Val d'Or, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, December 14, 1961. 59745-51-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 12,308. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, (plaintiff) seizing creditor, *vs* LÉOPOLD PAGÉ, farmer, domiciled at Barraute, county of Abitibi-East, (defendant) seized, and EUGÈNE MAHEUX, farmer, domiciled at Barraute, county of Abitibi-East, mis-en-cause.

Notice of sale

The following immoveables:

A lot of land known and designated in the official plan and book of reference for the township of Fiedmont, as being the subdivision number one of original lot thirty-eight, and the subdivision number two of original lot thirty-seven on range eight (lots 38-1 and 37-2, range VIII), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

A lot of land known and designated in the plan and book of reference of the official cadaster for the township of Fiedmont, under number thirty-five, range eight (35-range VIII), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

The whole to be sold "en bloc" at the parochial church door of Barraute, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, December 13, 1961. 59746-51-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure, No 28,222. à savoir: L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, *contre* CYPRIEN RANCOURT, cultivateur de St-Théophile, comté de Beauce, autrefois, et maintenant domicilié à 275 rue Champlain, Valleyfield.

« La moitié sud du lot numéro quarante-neuf du rang six, du canton de Jersey, en le comté de Beauce, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ayant une superficie d'environ cinquante-deux acres. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Théophile, comté de Beauce, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, St-Joseph de Beauce, 27 novembre 1961.

Le Député Shérif,
ADOLPHE RENY.
59517-48-2-o

[Première insertion: 2 décembre 1961]
[Seconde insertion: 16 décembre 1961]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Superior Court, No. 28,222. to wit: THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, *versus* CYPRIEN RANCOURT, farmer of St-Théophile, county of Beauce, formerly, and now domiciled at 275 Champlain St., Valleyfield.

"The south half of lot number forty-nine on range six, in the township of Jersey, in the county of Beauce, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, having an area of approximately fifty-two acres"

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Théophile, county of Beauce, on the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, St-Joseph de Beauce, November 27, 1961.

ADOLPHE RENY,
Deputy Sheriff.
59517-48-2

[First insertion: December 2, 1961]
[Second insertion: December 16, 1961]

BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 12836. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE VALLEYFIELD, corporation avec siège à Chemin Larocque, paroisse de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeurs, *vs* LES HÉRITIERS DE ROMÉO CARDINAL, de son vivant, journalier, domicilié à Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois.

À savoir: « Un lot de terre connu et désigné sous le numéro 102, de la subdivision du lot originaire numéro 146, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Cécile, comté de Beauharnois, avec bâtisse dessus construite et portant le numéro civique 238, de la rue Académie, paroisse Ste-Cécile de Valleyfield ».

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Valleyfield, dit district de Beauharnois, le JEUDI, VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Valleyfiled, le 12 décembre 1961. 59747-51-2-o

[Première insertion: 23 décembre 1961]

BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 12836. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF VALLEYFIELD, body with head office on Larocque Road, parish of Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiffs, *vs* THE HEIRS OF ROMÉO CARDINAL, in his lifetime day-labourer, domiciled at Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois.

To wit: "A lot of land known and designated under the number 102, in the subdivision of original lot number 146, in the official plan and book of reference for the parish of Ste-Cécile, county of Beauharnois, with the building thereon constructed, and bearing civic number 238 Académie St., parish of Ste-Cécile de Valleyfield".

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House at Valleyfield, said district of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Valleyfield, December 12, 1961. 59747-51-2

[First insertion: December 23, 1961]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Gaspé, No 5382. KRUSE MOTORS LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, demandeur, *vs* ROMUALD RICHARD, cuisinier de Grande Vallée, comté et district de Gaspé, province de Québec, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé à Grande Vallée, comté de Gaspé-

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court; Gaspé, No. 5382. KRUSE MOTORS LIMITED, body politic and incorporated, having its head office at Gaspé, county and district of Gaspé, Province of Quebec, plaintiff, *vs* ROMUALD RICHARD, cook from Grande Vallée, county and district of Gaspé, Province of Quebec, defendant.

The property to be sold is the following:

"A certain piece of land of irregular form lying and situated at Grande Vallée, in the county of

Nord, province de Québec, mieux connu et désigné aux plans du livre de renvoi officiels de cadastre de la Seigneurie de Grande Vallée comme étant le lot numéro 9-B-3 du premier rang (rang 1) de la Rivière Grande Vallée, mesurant trois chaînes et quatre-vingt-dix huit mailles (3.98) de largeur sur soixante-six chaînes (66) de profondeur moyenne; contenant en superficie vingt-six acres et vingt-six centièmes, borné au nord par le lot 9-A-6, au sud-est par une partie non cadastrée de la Seigneurie, au sud par le lot 10-A-2, au nord-ouest par la Rivière Grande Vallée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grande Vallée, comté et district de Gaspé, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER mil neuf cent soixante-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 11 décembre 1961.

59748-51-2-o

Gaspé-North, Province of Quebec, better known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster of the Seigniory of Grande Vallée as being lot number 9-B-3 of the first range (range 1) of the Grande Vallée River, measuring three chains and ninety-eight links (3.98) in width by sixty-six chains (66) in average depth; containing a superficial area of twenty-six acres and twenty-six hundredths, bounded on the north by lot No. 9-A-6, on the southeast by a part of the Seigniory not surveyed, on the south by the lot No. 10-A-2, on the northwest by the Grande Vallée River."

To be sold at the parochial church door of Grande Vallée, county and district of Gaspé, the TWENTY-NINTH day of JANUARY nineteen sixty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff.
PERCY BIARD,

Sheriff's Office,
Percé, December 11, 1961.

59748-51-2-o

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 16 608.

G. EUGÈNE GOYETTE, maître-électricien domicilié et demeurant à Ste-Julienne, district de Joliette, demandeur *vs* ALBERT DESLAURIERS, demeurant au Lac Quinn, à Ste-Julienne, district de Joliette, défendeur.

« Un morceau de terre de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Ste-Julienne, désigné comme étant une partie du lot sept cent huit (P. 708) du cadastre de la paroisse de Ste-Julienne, comprenant tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point, à cent quatre-vingt-dix pieds (190′) au nord-est de la ligne de division entre ledit lot sept cent huit et sept cent sept sur le côté sud-est d'une décharge artificielle servant à l'égouttement des terrains de Gabriel Wolfe, ou représentants, allant dans une direction nord-est en continuation de cette ligne de départ une distance de cent soixante-cinq pieds (165′) de là tournant à angle droit vers le sud-est, une distance de deux cent quarante-deux pieds (242′) de là, tournant à angle droit vers le sud-ouest une distance de deux cent dix pieds (210′) jusqu'à un chemin d'entrée, de là tournant à angle aigu, en suivant ce chemin, pour atteindre à une distance de cent soixante-cinq pieds de la ligne de deux cent quarante-deux pieds (242′) plus haut mentionnée, étant le côté nord-est de ce morceau de terre, de là tournant à angle obtu vers le nord-ouest, et pararellement à ladite ligne de deux cent quarante-deux pieds jusqu'au point de départ, lequel morceau de terre est borné du côté nord-est par une lisière de terre de cinq pieds de largeur, séparant le morceau de terre vendu de celui appartenant à un monsieur Lachapelle, et du côté sud-ouest, et au bout sud-est, par autres parties du même lot, appartenant au vendeur, et au bout nord-ouest, par la propriété de Gabriel Wolfe, ou ses représentants.

Avec droit de passage en commun dans le chemin le plus près de la décharge dont il est fait mention plus haut, et ce droit constituera une servitude perpétuelle en faveur du morceau de terre vendu contre le résidu du lot sept cent huit. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Julienne, district de Joliette, JEUDI

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 16 608.

G. EUGÈNE GOYETTE, master-electrician, domiciled and living at Ste-Julienne, district of Joliette, plaintiff, vs ALBERT DESLAURIERS, living at Lake Quinn, at Ste-Julienne, district of Joliette, defendant.

"A strip of land irregular in form, situated in the parish of Ste-Julienne, designated as being a part of lot seven hundred and eight (P. 708) in the cadaster of the parish of Ste-Julienne, comprising all the terrain on one side of an imaginary line which starts at a point one hundred and ninety feet (190′) to the north-east of the division line between said lot seven hundred and eight and lot seven hundred and seven on the south-east side of an artificial outlet used to drain the lands of Gabriel Wolfe, or representatives, going in a north-easterly direction and continuing along said line of departure to a distance of one hundred and sixty-five feet (165′); thence, turning at a right angle towards the south-east to a distance of two hundred and forty-two feet (242′); thence, turning, at a right angle, to the south-west, to a distance of two hundred and ten feet (210′) as far as an entrance road; thence, turning at an acute angle, following said road, to a distance of one hundred and sixty-five feet from the two hundred and forty-two (242′) foot line mentioned above, being the northeast side of said lot of land, thence, turning at an obtuse angle towards the northwest, and parallel to the two hundred and forty-two foot line as far as the starting point, which lot of land is bounded on the north-east by a strip of land five feet in width, separating the sold strip of land from that belonging to Mr. Lachapelle, and on the south-west side at the south-east end, by other parts of the same lot belonging to the vendor, and at the north-west end by the property of Gabriel Wolfe or representatives.

With the right of way on the road nearest to the outlet mentioned above; said right will constitute a perpetual servitude in fabor of the sold lot of land against the remainder of lot seven hundred and eight."

To be sold at the parochial church door of Ste-Julienne, district of Joliette, on THURSDAY,

le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 27 novembre 1961. 59518-48-2-o

the FOURTH day of JANUARY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, November 27, 1961. 59518-48-2

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 2231. ROLAND JOYAL, hôtelier, domicilié à Route Rurale No 1, Canton d'Irlande, comté de Mégantic, demandeur, *versus* JUDES GIGUÈRE, St-Adrien d'Irlande, comté de Mégantic, défendeur.

« Un terrain situé sur le septième rang du Canton d'Irlande, comté de Mégantic, mesurant deux arpents de largeur sur toute la profondeur qu'il y a à partir du vieux chemin public à aller au cordon entre les rangs sept et huit, connu et désigné comme étant les deux arpents de largeur nord-ouest de toute cette partie de la moitié nord-ouest du lot numéro quatre cent quarante et un (Ptie ½ N.O. du 441) au cadastre officiel du Canton d'Irlande qui se trouve situé au nord-est du vieux chemin public coupant ce lot et borné comme suit, savoir; en front au sud-ouest par le vieux chemin public, en arrière au nord-est au cordon entre les rangs huit et sept, d'un côté au nord-ouest par une partie du lot numéro quatre cent quarante, appartenant à Donat Turmel, ou représentants et de l'autre côté au sud-est par une autre partie du même lot quatre cent quarante et un, appartenant à Wilfrid Côté ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sous la réserve des mines et droits de mine, pour appartenir à qui de droit, et sous les autres conditions de concessions. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Adrien d'Irlande, le TROISIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LOUIS CAMIRÉ.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines,
le 21 novembre 1961. 59519-48-2-o

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Mégantic

Superior Court, No. 2231. ROLAND JOYAL, hotelkeeper, domiciled at Rural Route No. 1, township of Ireland, county of Mégantic, plaintiff, *versus* JUDES GIGUÈRE, St-Adrien d'Irlande, county of Mégantic, defendant.

"A lot of land situated in the seventh range of the township of Ireland, county of Mégantic, measuring two arpents in width along the whole of the depth there may be from the old public road to the cordon between ranges seven and eight, known and designated as being the two arpents in width northwest of all this part of the northwest half of lot number four hundred and forty-one (Pt. ½ N.W. of 441) on the official cadaster of the township of Ireland which is situated northeast of the old public road cutting this road and bounded as follows, to wit: in front, on the southwest, by the old public road, in rear, on the northeast by the cordon between ranges eight and seven, on one side on the northwest, by part of lot number four hundred and forty, belonging to Donat Turmel, or representatives and on the other side on the southeast, by another part of the lot four hundred and forty-one, belonging to Wilfrid Côté or representatives, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under reserve of the mines and mining rights, to belong to whom they may concern, and under the other conditions of concessions."

To be sold at the church door of the parish of St-Adrien d'Irlande, on the THIRD day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS CAMIRÉ,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Thetford Mines,
November 21, 1961. 59519-48-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour de Magistrat, District de Montréal, No 573-521. DOCTEUR WILFRID PERREAULT, chirurgien, résidant et domicilié à Montréal, district de Montréal, demandeur, *vs* ÉMILIEN THERRIEN, résidant et domicilié à Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une ferme située en la municipalité de St-Philémon, formée de:

A) Tout le lot 2, du rang sud-ouest de la Rivière du Pin, canton Mailloux.

B) Le lot 26, subdivision 2, rang 1, canton Mailloux.

C) Une pointe de terre de forme triangulaire étant partie du lot 25, rang 1, canton Mailloux, borné au nord à la ligne entre le terrain de l'Acquéreur et d'Achille Roy, en ligne droite, au sud à l'intersection des deux chemins entre le vieux

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Magistrate's Court, District of Montreal, No. 573-521. DOCTEUR WILFRID PERREAULT, surgeon, residing and domiciled in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* ÉMILIEN THERRIEN, residing and domiciled in Montreal, district of Montreal, defendant.

A farm situated in the municipality of St-Philémon, formed of:

A) The entire lot 2, on the south-west range of Rivière du Pin, township of Mailloux.

B) Lot 26, subdivision 2, range 1, township of Mailloux.

C) A parcel of land triangular in form, being a part of lot 25, range 1, township of Mailloux, bounded on the north by the line between the land belonging to the purchaser, and that of Achille Roy, which line is straight, on the south

et le chemin neuf, à l'ouest par le vieux chemin.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Philémon, comté de Bellechasse, VENDREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny, le 13 décembre 1961. 59749-51-2-o

by the intersection of the two roads between the old and the new road, on the west by the old road.

To be sold at the church door of St-Philémon, county of Bellechasse, on FRIDAY, the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,
Sheriff.

Bureau du Shérif,
Montmagny, December 13, 1961. 59749-51-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No C. S. 113-287. THE QUAKER OATS COMPANY OF CANADA LTD., corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, *contre* ARMAND FISET, de Villeroy, comté de Lotbinière, district de Québec.

« Le lot No 723-493 du cadastre officiel de la paroisse de Deschaillons, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 27 novembre 1961. 59523-48-2-o
[Première insertion: 2 décembre 1961]
[Deuxième insertion: 23 décembre 1961]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. C.S. 113-287. THE QUAKER OATS COMPANY OF CANADA LTD., body legally incorporated, having a business office in the city and district of Montreal, *versus* ARMAND FISET, of Villeroy, county of Lotbinière, district of Quebec.

"Lot No. 723-493 in the official cadaster of the parish of Deschaillons, with the buildinsg thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Jean Deschaillons, county of Lotbinière, on the FIFTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 27, 1961. 59523-48-2
[First insertion: December 2, 1961]
[Second insertion: December 23, 1961]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 14-544. SHOONER & CIE LTÉE, corporation légalement constitué ayant son siège social au village de Pierreville, district de Richelieu, demanderesse, *vs* J. E. BOUCHARD, résidant au No 5995 Ontario est, en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Une bâtisse servant de chalet, située sur un terrain appartenant à un M. Philippe Latraverse, lequel terrain connu et désigné comme étant le No 1133 du cadastre officiel du comté d'Yamaska pour la paroisse de Pierreville, cette bâtisse ou chalet étant situé sur la rive ouest du Chanel Tardif, borné par en arrière par une route, au nord par un terrain vague, au sud par le chalet d'un Mr. Jules Michaud. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Pierreville, comté d'Yamaska, district de Richelieu le CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
Sorel, le 26 novembre 1961. 59520-48-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 14-544. SHOONER & CIE LTÉE, corporation legally incorporated having its head office in the village of Pierreville, district of Richelieu, plaintiff *vs* J. E. BOUCHARD, residing at No. 5995 Ontario Street, East, in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

"A building being used as a cottage, situated on a lot of land belonging to a Mr. Philippe Latraverse, which lot of land known and designated as being No. 1133 in the official cadaster of the county of Yamaska for the parish of Pierreville, this building or cottage being situated on the west bank of the Tardif Channel, bounded in the rear by a road, on the north, by a vague lot of land, on the south, by the cottage of a Mr. Jules Michaud."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Pierreville, county of Yamaska, district of Richelieu, on the FIFTH, day of January 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 26, 1961. 59520-48-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 3368 J. OMER TARDIF, régistraire, domicilié à Rouyn, district de Rouyn-Noranda,

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3368 J. OMER TARDIF, registrar, domiciled at Rouyn, district of Rouyn-Noranda,

demandeur-saisissant, *vs* DAME ERNESTINE PICARD, veuve de Charles Édouard Charron, de son vivant résidant à Rouyn, elle-même résidant à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défenderesse-saisie.

« Un certain lot de terre connu et désigné commé étant le lot 174 du bloc 41 au cadastre officiel du canton de Rouyn, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Michel-Archange de Rouyn, Québec, JEUDI le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 14 décembre 1961. 59759-51-2-o

plaintiff, vs DAME ERNESTINE PICARD, widow of Charles Édouard Charron, while living a resident of Rouyn, herself residing in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

"A certain lot of land known and designated as lot 174, block 41 on the official plan and book of reference for the township of Rouyn, with buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the door of St. Michel-Archange's Church of Rouyn, Quebec, on THURSDAY the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, December 14, 1961. 59759-51-2-o

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No. 112-097 — JOS. GUTTMAN, de la cité de Québec, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Michel Guttman Enr., 22-26 rue St. Joseph, demandeur *vs* ROCH CARRIER, Forestville, comté de Saguenay, défendeur.

« Le lot 18 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-est par le lot 17, vers le sud-est par le rang 11 sud, vers le sud-ouest par le lot 19, vers le nord-ouest par un chemin public; mesurant trente-neuf chaines et cinquante mailles au nord-est, treize chaines au sud-est, trente-trois chaines et cinquante mailles au sud-ouest; quatorze chaines sur le chemin public; contenant en superficie quarante-sept âcres et deux dixième (47.2), du cadastre officiel du canton Latour, district de Saguenay; avec bâtisses dessus construites, s'il y a, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste. Thérèse de Colombier comté de Saguenay, JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,
La Malbaie le 27 novembre 1961. 59521-48-2-o

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 122-097. — JOS. GUTTMAN, of the city of Quebec carrying on business alone under the name and style of Michel Guttman Enr., 22-26 St. Joseph Street, plaintiff, *vs* ROCH CARRIER, forestville, county of Saguenay, defendant.

"Lot 18 of the original Survey bounded on the northeast by lot 17, on the southeast by range 11 south, on the southwest, by lot 19, on the northwest, by a public road; measuring thirty-nine chains and fifty links on the northeast, thirteen chains on the southeast, thirty-three chains and fifty links on the southwest; fourteen chains on the public road; containing in area forty-seven acres and two/tenths (47.2), on the official cadaster of the Latour township, district of Saguenay; with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de Colombier county of Saguenay, THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, November 27, 1961. 59521-48-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, No 1561. — L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, *vs* ROGER TOUZIN, cultivateur Nédelec, défendeur intimé.

« Une ferme située dans la municipalité de Nédelec, étant le lot de terre numéro douze, dans le rang huit, du cadastre officiel pour le canton Nédelec (lot 12 rang VIII, Nédelec), contenant une superficie de quatre-vingt-seize (96) acres, plus ou moins, avec la maison et les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

À distraire: un lopin de terre de forme triangulaire à distraire du lot numéro douze du rang huit (12 rang, 8) du cadastre officiel du canton Nédelec, pris dans le coin sud-ouest dudit lot, mesurant deux cent vingt (220′) pieds de long dans la ligne des lots onze et douze (11 et 12)

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue

Superior Court, No. 1561. — QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner, *vs* ROGER TOUZIN, farmer, Nédelec, defendant respondent.

"A farm in the municipality of Nédelec, being lot of land number twelve, in range eight of the official cadaster for the township of Nédelec, (lot 12 range VIII, Nédelec), containing an area of ninety-six (96) acres, more or less, with the house and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To withdraw: a strip of land of triangular form to be withdrawn from lot number twelve of range eight (12 range, 8) of the official cadaster of the township of Nédelec, taken in the southwest corner of the said lot, measuring two hundred and twenty (220′) feet in length in the line of

et cent vingt-cinq pieds (125') le long du chemin public; borné à l'ouest au lot numéro onze dudit cadastre, au sud au chemin public et des autres côtés au résidu du lot numéro douze (12), sans bâtisse ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Nédelec, P.Q., le CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif*,
Ville Marie, P.Q., D. H. LAMARCHE.
le 22 novembre 1961. 59522-48-2-o

lots eleven and twelve (11 and 12) and one hundred and twenty-five feet (125') along the public road; bounded on the west by lot number eleven of the said cadaster, on the south by the public road and on the other sides by the residue of lot number twelve (12), without building".

To be sold at the parochial church door of Nédelec, P.Q., on the FIFTH day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, D. H. LAMARCHE,
Ville Marie, P.Q., *Deputy Sheriff*.
November 22, 1961. 59522-48-2

Vente pour taxes

Ville de Matane

Avis public, est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous décrits, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, 207 avenue St-Jérôme, à Matane, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1962, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Town of Matane

Public notice, is hereby given, that the immovables below described shall be sold at public auction in the Council Hall of the Town Hall, 207, St-Jérôme avenue, at Matane, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy for the payment of municipal and school taxes, with interest, plus subsequent costs incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of the owner	Cadastre — Cadaster	Subdivision
Hôtel Belvédère Ltée	188	I
Hôtel Belvédère Ltée	189	I
Fournier Charles	191	140

Les immeubles ci-haut mentionnés sont sur le plan et au livre de renvoi du cadastre officiel revisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane.

Donné à Matane, ce 18 décembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
59758-51-2-o J.-E. DIONNE.

The above mentioned immovables are on the revised official plan and in the book of reference for this part of the parish of St-Jérôme de Matane, included within the limits of the town of Matane.

Given at Matane, this December 18, 1961.

J.-E. DIONNE,
59758-51-2 *Secretary-Treasurer*.

INDEX No 51

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2415-A – Construction, Montréal ... 5430
2415-B – Construction, Chicoutimi ... 5434
2415-C – Garages, Sherbrooke *et al* ... 5437
2415-D – Construction, Montréal ... 5439

BILLS — ***BILLS***

Bills privés, présentation ... 5439
Private bills, introduction ... 5439

COMPAGNIES — ***COMPANIES***
Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***
Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Midland Electric Company ... 5439
Trans-Continental Pipelines Ltd. ... 5440

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Cosmo-Kismet (Quebec) Limited ... 5440
Main Fish Company Limited (The) ... 5441
Penco Investments Inc. ... 5440
Placement Bizard Ltée (Le) ... 5440

Divers — ***Miscellaneous***

Brensim Corporation Ltd. (*Dir.*) ... 5441
Cadorama (Chicoutimi) Ltée (*Dir.*) ... 5443
Club Carrousel (Le) – (*Règl.– By-laws*) ... 5441
Drummond Welding and Steel Works Ltd. (*Dir.*) ... 5443
Ginn Brothers Limited (*Dir.*) ... 5441
Granby Trading Co. Ltd. (*Dir.*) ... 5441
Madison Building Corporation (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) ... 5443
Nesbitt, Thomson and Company, Limited (*Dir.*) ... 5442
Ouest Commercial et Professionnel Inc. (L') – (*Dir.*) ... 5442
Ouest Commercial et Professionnel Inc. (L') – (*Règl.– By-law*) ... 5442
Studio E.B. Côté Inc. (*Dir.*) ... 5443

Lettres patentes *Letters Patent*

Abattoirs Unis du Québec Inc. 5363
Ace Boxes Ltd. 5363
Allen Lumber Co. 5363
Almont Inc. 5364
Anita's Inc. 5364
Area Plumbing & Heating Co. Ltd. 5364
Arrawana Social Club Inc. 5365
Auberge du Grand-Métis, Ltée (L') 5365
Autobus Laval Ltée 5365
Avery Paints Corporation Ltd. 5366
Barrette Transport Ltée 5366
Beaudoin (Arthur) Auto Inc. 5366
Beaver Enterprises Inc. 5367
Better Housekeeping Mfg Ltd. 5367
Bohemian Glass Ltd. 5368
Bolivar Holding Corp. 5368
Bonus Inc. 5368
Brones de St-Jean Incorporé (Les) 5369
Bruins de Victoriaville Inc. (Les) 5369
Brûleurs Dumarc Inc. 5369
Café Pot-au-Feu Inc. 5370
Canadian Marble Ltd 5370
Canadian World Enterprises Ltd 5370
Can-Am Machinery Limited 5371
Cartier Renovation Inc. 5397
Centre Psycho-Social du Diocèse de St-Jérôme 5371
Centre Régional d'Abris Atomiques Inc. 5372
Century 21 Realties Corporation 5372
Cercle des Loisirs de Saint Blaise 5372
Cercle Musical d'Acton Vale Inc. 5373
Chartrand & Chartrand Inc. 5373
Chomedey Clothes Inc. 5373
Clark (Rachel) Car Wash Ltd. 5374
Club de Curling Etchemin (1961) Ltée (Le) 5374
Club de la Nobiliaire 5375
Club du Nord Inc. (Le) 5375
Club Personnalité Montréal-Maisonneuve 5375
Club Social Libanais 5376
Columbia Highway Construction Ltd. 5376
Combustion Enterprises Ltd. 5382
Comfort Hosiery Co. Ltd. 5376
Computab of Canada Ltd. 5377
Conseil d'Orientation Économique de St-Siméon Charlevoix Inc. 5377
Cortini Furniture Mfg. (1961) Inc. 5378
Couture Enterprises Inc. 5381
Creative Packaging Inc. 5378
Dandy Auto Parts Inc. 5378
Delisle (Claude) Inc. 5379
Del-Pine Motel Inc. 5379
Delta Industries Inc. 5379
Digestors Inc. 5380
Domaine de l'Anse Verte Inc. (Le) 5380
Dumarc Burners Inc. 5369
Dunn (Thomas A.) Ltd. 5380
Duval Wood Products Ltd 5395
École Commerciale de Mille Iles Ltée 5392
Entreprises Bellefleur Inc. (Les) 5381
Entreprises Blais Inc. (Les) 5381
Entreprises Couture Inc. 5381
Entreprises de Combustion Ltée (Les) 5382
Entreprises Mont-Rose (1961) Ltée (Les) 5382
Entreprises Naro Ltée (Les) 5383
Entreprises Sécurité Inc. 5383
Etchemin Curling Club (1961) Ltd. (The) 5374
Federal Plumbing & Heating Ltd. 5383
Flash Foto Canada Ltd. 5384
Frontenac Lanes Inc. 5384
Geo-Topo Ltée 5384
Geo-Topo Ltd 5384
Gerlaw Investment Corporation 5385
Granby Artificial Stones Inc. 5385
Great Circle Construction Ltd. 5385
Guilde des Artistes & Travailleurs Alliés Inc. (La) 5386
Hoda Inc. 5386
Holmes Electrical Contractors Ltd. 5387
Institut Familial du Bon Pasteur de Saint-Georges 5444
Institut Familial Stella Maris de Matane 5444
Ireland Construction Ltd. 5387
Jean Transport Ltée 5387
Joutel Copper Mines Limited 5388
Juvénat Notre-Dame des Laurentides 5444
Lancer Ltd. 5388
Levesque (Pierre) Ltée 5388
Limac Holdings Inc. 5389
Loisirs Bonsecours Inc. 5389
Loisirs Frère André Inc. 5389
Manuk Corp. Ltd 5390
Marquis & Frères Limitée 5390
Materiaux Broma Inc. 5391
Mayfair Homes Inc. 5391
Metropole Asphalt Paving Co. Ltd. 5391
Mille Iles Business School Ltd 5392
Mont Rose Enterprises (1961) Ltd 5382
Motel Les Cascades Ltée 5392
Mountain Top Realties Inc. 5392
Murray's Discount House Inc. 5393
Naro Enterprises Ltd 5383
Normandie Lanes Inc. 5393
Northern Lakes Development Inc. 5393
Oeuvre des Loisirs de Ste-Monique, Inc. (L') 5394
Panorama Lodge Inc. 5394
Pellerin (A.) Inc. 5394
Pensionnat St-Dominique 5444
Placements Candiac Inc. 5395
Ponton (Joseph) Inc. 5395
Produits Forestiers Duval Ltée (Les) 5395
Professionnal Engineers Wives Association 5396
Quebec United Abattoirs Inc. 5363
Racicot & Fils Inc. 5396
Rahill (M.) Inc. 5397
Regional Center of Atomic Shelters Inc. 5372
Rénovation Cartier Inc. 5397
Ricar Realty Corp. 5397
Richer (B.) Inc. 5398
Rustic Lodge Inc. 5398
P.E.M. Service Inc. 5398
S.A.M. Shoe Store Inc. 5398
Salle de Quilles Frontenac Inc. 5384
Salle de Quilles Normandie Inc. 5393
Salon de Coiffure Roger Inc. 5399
Savonneries Mirec Inc. (Les) 5399
Security Enterprises Inc. 5383
Service Auto Supply Inc. 5400
Service Électrique de Hull Ltée 5400
Société Delanro Limitée 5400
Souvenir Supermarket Inc. 5401
Sun Rise Lumber Ltd. 5401
T and D Auto Repair Inc. 5362
Toldi Ltd. 5401
Tropical Plants Ltd 5402
LM Ventes et Distribution Limitée 5402
Younger (Ben) Incorporated 5402

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Advance Paper Box & Printing Co. Ltd. 5303
Alfa Aluminium Mfg. Ltd. 5403
Anjou Industrial Park Ltd. 5403
Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert 5404
Augusta Construction Inc. 5404
Bélanger (Eugène) Hardware Ltd. 5407
Bélanger Inc. 5404
Blainville Investment Corporation 5404

Lettres parentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Caledonia Chemicals Limited 5404
Chemicals Refineries Corp. 5405
Chomedey Printing Inc. 5408
Congregation Knesseth Israel 5405
Congregation Reshith Chochma, First Mesifta of Canada 5405
Corporation de l'Hôpital Général des Deux-Montagnes 5405
Dorval Cleaners and Launderers Limited 5406
Drouin (A.A.) Incorporée 5403
Dulac Potato Chips Inc. 5406
Eastern Waste Paper Inc. 5406
Entreprises de Papineau Limitée (Les). 5406
Excelsior Securities Corp. 5407
Featherock Inc. 5407
Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée.. 5407
Fonderie de L'Islet Limitée (La) 5407
Hygrade Automotive Ltd 5408
Imprimerie Chomedey Inc. 5408
Industries Boisvert Ltée (Les) 5408
Industries Rosemont Limitée (Les) 5412
Investors Mortgage Corporation 5409
Kern's Fur Manufacturing Inc. 5409
La Salle Transport Ltd. 5409
Lesage, Proteau Ltée 5409
Loomweave Corporation 5409
Marbel Construction Inc. 5410
Nash Engineering Supplies Co. Ltd. ... 5410
National Gift and Hardware Ltd 5410
Nettoyeurs et Buandiers de Dorval Limitée (Les) 5406
Old Oak Construction Co. Ltd 5410
Osisko Holdings Ltd. 5411
Periklis Greek Social Association 5411
Pointe Claire Lions Club Inc. 5411
Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. 5411
Rosemount Industries Limited 5412
Seven-Up Trois-Rivières Limitée 5412
Simgar Limited 5412
Société d'Aide aux Refugiés (Bord du Lac Montréal) Inc. 5411
Sonny Tire and Supply Co. Ltd. 5412
Spinner-Rosenfield Inc. 5412
Station de Service Trudel, Inc. 5413
E. T. Tank Lines Ltd 5413
Thibeault & Associés Inc. 5413
Trans-American Chemicals Limited. ... 5413
United Binding Inc. 5414
Veillet & Cie Ltée 5414
Veillet & Co. Ltd. 5414

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Acron Investment Corp. 5446
Belvedere Motel Inc. 5447
Café Pot-au-Feu Inc. 5445
Cantalia Construction Inc. 5448
Cherrier Holding Co. Ltd. 5446
Delta Investments Inc. 5446
Drummond Welding and Steel Works Ltd. 5448
Gerlaw Investment Corporation. 5445
Granby Artificial Stones Inc. 5445
Holmes Electrical Contractors Ltd. ... 5445
Joutel Copper Mines Limited 5445
Montnord Construction Ltée 5447
Montreal Aerotrade Inc. 5447
Ramsgate Investment Corporation 5446
Renauld (Gérard) Inc. 5447

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Alexandra Hospital 5425
Arvida, cité – city 5421
Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec (L') ... 5425
Bender, Dame Claire 5429
Chute aux Outardes, village 5425
Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée (Le) 5426
Collège des Conseillers en Relations Industrielles 5421
College of Industrial Relations Consultants 5421
Commission des écoles catholiques de Québec (La) 5421
Congrégation Notre - Dame - du - Bon - Conseil de Montréal 5414
Corporation des Chimistes Professionnels du Québec (La) 5418
Corporation des opticiens d'ordonnances de la Province de Québec 5417
Corporation des Psychologues de la Province de Québec 5422
Corporation of Dispensing opticians of the Province of Quebec 5417
Corporation of Professional Chemists of Quebec (The) 5418
Corporation of Psychologists of the Province of Quebec 5422
Corporation of Refrigeration and Air Conditioning Contractors of Quebec (The) 5418
County of Pontiac Agricultural Society, Division « A », Shawville 5415
Dorchester-Stanley Development Co. .. 5424
École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur 5415
Estate Caroline Monier-Paquet 5428
Estate Elzéar & Charles-J. Baillargeon. 5420
Estate J. Alexandre Viau 5417
Fournier, Pierre Claude 5423
Frères du Sacré-Coeur (Les) 5416
Hauterive, ville – town 5427
Hôpital Laval 5419
Jonquière, cité – city 5423
Lac St-Joseph, cité 5423
Lake St-Joseph, city 5423
Lamarche, Dame Claire 5427
Larochelle, Dame Marie Boutin. 5427
Marchand, Michael Perlstein 5427
Mateesco, Nicolas 5423
Mennonite Church and Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America (The) 5419
Quebec Licensed Cullers' Association .. 5425
Reddy Memorial Hospital 5424
Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal (Les) 5420
Rousseau, Joseph Henri Georges Léon Raphaël 5428
Saint-Laurent, cité – city 5416
St-Michel Archange, par. 5419
St-Michel, cité – city 5425
Senneville, village 5424
Sept-Iles, cité – city 5428
Soeurs de la Charité de Québec (Les) .. 5419
Soeurs de Miséricorde de Montréal (Les) 5428
Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie (Les) 5420
Société d'Agriculture, Division « A », du comté de Pontiac, Shawville 5415
Succession Caroline Monier-Paquet. ... 5428
Succession Elzéar & Charles-J. Baillargeon 5420
Succession J. Alexandre Viau 5417
Thetford Mines, comm. scol.– school comm. 5416
Trois-Rivières, cité – city 5429

DEMANDES à la Législature (suite) — ***APPLICATIONS to Legislature (continued)***

Twelve Hundred and One Dorchester St. Inc. 5424
Verdun, cité – city 5429
Young Israel of Chomedey 5417

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Agriculture — ***Agriculture***

Industrie laitière: — *Dairy Industry:*

Ord. 2-57-B (Québec) 5448
Ord. 8-57-B (St-Jean) 5449
Ord. 9-57-B (Hull) 5449
Ord. 14-57-A (Sorel) 5450
Ord. 15-57-A (St-Jérôme) 5450
Ord. 16-57-B (Joliette) 5451
Ord. 18-57-C (Amos) 5452
Ord. 20-56-B (Asbestos) 5452
Ord. 21-56-C (Beauce) 5453
Ord. 23-61-B (Lachenaie) 5453
Ord. 25-57-B (Lachute) 5454
Ord. 27-57-C (Lac St-Jean — Lake St. John) 5454
Ord. 28-56-B (Coaticook) 5455
Ord. 29-61-A (Missisquoi) 5456
Ord. 33-56-A (Donnacona) 5456
Ord. 34-56-A (East Angus) 5457
Ord. 35-56-D (Granby) 5457
Ord. 37-56-G (Bas-St-Laurent – Lower St. Lawrence) 5458
Ord. 40-56-B (Louiseville) 5458
Ord. 41-56-B (Magog) 5459
Ord. 43-56-A (Montmagny) 5460
Ord. 45-56-B (Richmond) 5460
Ord. 48-56-A (Stanstead) 5461
Ord. 53-57-B (Thetford) 5461
Ord. 56-57-A (Vaudreuil) 5462
Ord. 57-57-A (Victoriaville) 5462
Ord. 59-56-C (Waterloo) 5463
Ord. 61-57-D (L'Assomption) 5464
Ord. 66-56-A (Nicolet) 5464
Ord. 72-56-A (Beaupré) 5465
Ord. 75-56-B (Mégantic) 5465
Ord. 76-57-A (La Sarre) 5466
Ord. 77-56-A (Disraéli) 5466
Ord. 78-56-B (Charlevoix) 5467
Ord. 80-56-A (Weedon) 5468
Ord. 81-54-A (St-Tite) 5468
Ord. 85-57-B (Kamouraska) 5469
Ord. 86-59-A (Chibougamau) 5469

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Lake of Two Mountains (*Dem.– Appl.*) 5471
Saint-Coeur-de-Marie, par. et – and village (*Dem.– Appl.*) 5471
St-Eugène, colonie (*Dem.– Appl.*) 5471
St-Victor, par. (*Dem.– Appl.*) 5470
Témiscamingue (Cath.) – (*Dem.– Appl.*) 5470

Richesses naturelles — ***Natural Resources***

Révocation de droits de Mines 5471
Revocation of Mining Rights 5471

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

L'Ancienne-Lorette, par. 5472

OFFICE des marchés agricoles du Québec — ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Fry-Cadbury Milk Producers (*Homol.*) 5475
Gaspesia Pulpwood Producers (*Homol.*) 5473
Gatineau Valley Forest Products Producers (*Homol.*) 5475
Pontiac Forest Products Producers (*Homol.*) 5472
Producteurs de bois de Pontiac (*Homol.*) 5472
Producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie (*Homol.*) 5473
Producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia (*Homol.*) 5473
Producteurs de bois de Rimouski-Matapédia (*Homol.*) 5473
Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata (*Homol.*) 5474
Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata (*Homol.*) 5474
Producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau (*Homol.*) 5475
Producteurs de lait à la Cie Fry-Cadbury Limited (*Homol.*) 5475
Producteurs de lait nature de la région de Labelle (*Homol.*) 5475
Region of Labelle whole milk Producers (*Homol.*) 5475
Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers (*Homol.*) 5473
Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers (*Homol.*) 5473
Rimouski-Témiscouata Forest Products Producers (*Homol.*) 5474
Rimouski-Témiscouata Forest Products Producers (*Homol.*) 5474

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Annexation of a certain territory as yet non-organized to the municipality of the parish of Saint-Marc-du-Lac-Long 5476
Annexion d'un certain territoire non organisé à la municipalité de la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long 5476
Convocation de la Législature 5476
Convocation of the Legislature 5476

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Ancienne Lorette, comm. scol.– school comm. 5481
Ile Perrot Nord, comm. scol.– school comm. 5483
Les Écureuils, municip. 5478
Mistassini, ville – town 5484
St-Casimir, comm. scol.– school comm. 5479
St-Félix-du-Cap-Rouge, par. 5485
St-Jean, comm. scol. 5486
St-Jean-Port-Joli, municip. 5487
Terrebonne, comm. scol.– school comm. 5480
St. John, school comm. 5486
Waterloo, comm. scol. prot.– prot. school comm. 5488

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Coopératifs — ***Cooperative***

Co-op de Forestville (*Fond.– Found.*) 5490
Syndicat d'Épargne de la Chaussure du Québec (*Fond.– Found.*) 5490
Syndicat Forestier de Ste-Germaine (*Fond.– Found.*) 5490

Professionnels — ***Professional***

Association des Professeurs Catholiques de Havre St-Pierre (L') – (*Const.– Inc.*) 5490
Association des Professeurs Catholiques de l'Abord-à-Plouffe (*Const.– Inc.*) 5490

VENTES ***SALES***

Loi de faillite ***Bankruptcy Act***

Dohan, Michel 5491
Duplessis, Adalbert 5492
Ruel, Roland 5492

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***

Banque Canadienne de Commerce *vs* Guillemette 5494
Canadian Bank of Commerce *vs* Guillemette 5494
Loi de l'Impôt sur le Revenu *vs* Gratton. 5493
Income Tax Act *vs* Gratton 5493
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Pagé 5494
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Pagé 5494

Beauce ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rancourt 5495
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Rancourt 5495

Beauharnois ***Beauharnois***

Valleyfield, par., comm. scol.–school comm. *vs* Héritiers–Heirs Roméo Cardinal 5495

Gaspé ***Gaspé***

Kruse Motors Limited *vs* Richard 5495

Joliette ***Joliette***

Goyette *vs* Deslauriers 5496

Mégantic ***Megantic***

Joyal *vs* Giguère 5497

Montmagny ***Montmagny***

Perreault *vs* Therrien 5497

Québec ***Quebec***

Quarker Oats Company of Canada Ltd. (The) *vs* Fiset 5498

Richelieu ***Richelieu***

Shooner & Cie Ltée *vs* Bouchard 5498

Rouyn-Noranda ***Rouyn-Noranda***

Tardif *vs* Picard 5498

Saguenay ***Saguenay***

Guttman *vs* Carrier 5499

Témiscamingue ***Témiscamingue***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Touzin 5499
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Touzin. 5499

Taxes ***Taxes***

Matane, ville – town 5500

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec